Le Monde

Avec ce numéro, un cahier spécial de poésie (48 pages)

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16656 – 7,50 F - 1,13 EURO | SAMEDI 15 AOÛT 1998 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Emploi : les secteurs qui embauchent

● La reprise économique a créé 266 000 emplois en un an dans les entreprises privées et semi-publiques ● « Le Monde » dresse la liste des activités en manque de salariés : télécommunications, informatique, bâtiment, restauration ● Les jeunes ont toujours du mal à s'insérer sur le marché du travail

L'EMPLOI a progressé de 0,5 %, au deuxième trimestre, dans le secteur marchand (privé et semi-public), soit 65 000 postes supplémentaires, selon des données provisoires publiées, vendredi 14 août, par l'Insee et le ministère du travail. Cela porte les créations à 266 000 sur douze mois (plus 2 %). Avec 13 652 400 salariés dans le secteur marchand, la France retrouve le niveau d'emplois de décembre 1990.

Le tertiaire (+ 0,7 %) et l'industrie (+ 0,2 %) en ont profité. La reprise de l'emploi depuis janvier dans le secteur manufacturier est cohérente avec le relatif optimisme des industriels, dont les carnets de commandes sont bien remplis. La construction n'a pas perdu d'emplois entre avril et juin, ce qui constitue déjà un signe positif pour ce secteur longtemps sinistré. Le ministère de l'emploi note cependant que les moins de vingt-cinq ans ont toujours du mal à s'insérer sur le marché du travail, le recul du chômage dans cette catégorie s'expliquant en partie par les 105 000 emplois-jeunes créés dans les secteurs public et parapublic.



Dans un marché du travail plus dynamique, la reprise pousse chômeurs et salariés à se montrer plus exigeants. *Le Monde* a cherché à identifier les secteurs qui embauchent et qui, parfois, sont en manque de salariés. Industriels, cabinets de recrutement et de conseils aux entreprises, agences de travail temporaire identifient les activités où la pénurie d'emplois s'amorce. Le manque d'informaticiens touche les entreprises du secteur, mais aussi les industries et les banques. La demande de spécialistes « télécommunications et internet » est en forte augmentation. Le bâtiment, qui a cessé de licencier, manque de main d'œuvre. L'industrie, les transports et la restauration recherchent activement certaines catégories de personnel. Les cabinets de consultants recrutent également.

Lire page 5

M. Kabila quitte Kinshasa privée d'électricité par les rebelles

LES REBELLES banyamulenges (congolais tutsis), appuyés par le Rwanda et l'Ouganda, *ont marqué* un point décisif en s'emparant, ces dernières vingt-quatre heures, du barrage *d'Inga sur le fleuve Congo*, à 300 kilomètres en aval de Kinshasa, la capitale. Ce faisant, il ont *pu couper l'approvisionnement* en électricité de la ville et, du même coup, celui de Brazzaville, la capitale de l'autre Congo, sur la rive opposée du fleuve. Selon des sources gouvernementales congolaises, citées par l'agence Reuters, ces derniers développements ont incité le président Laurent-Désiré Kabila à quitter Kinshasa pour se replier sur Lubumbashi, dans sa province natale du Katanga. La compagnie belge Sabena a suspendu ses vols sur Kinshasa.

Lire page 20

■ LIRE EN ÉTÉ
« Le Monde » vous offre vingt-trois poèmes inédits

ACTUALITÉ et poésie : le lien ne va pas de soi, l'information et le poème ne marchant pas au même rythme, semble-t-il... Mais est-ce si sûr ? Les vingt-trois poètes de langue française qui ont accepté de confier au *Monde* une œuvre inédite ont bien, chacun, une vision de ce monde où ils vivent, réagissant à ses drames, les commentant même, s'enchantant de ses beautés, jouant de la langue qui est leur matière première. La poésie est une émotion, et ce qu'elle dit nous regarde. Les auteurs ici rassemblés ne résument certes pas à eux seuls la poésie française contemporaine. Elle est plurielle, riche de ses singularités et diversités dont notre supplément voudrait aussi témoigner.

Lire notre cahier spécial

Le transgénique, la pomme de terre et le soufflé médiatique

LA NOUVELLE a fait les titres de la presse outre-Manche, et résonné bien au-delà : une étude menée sur des rats nourris pendant cent jours avec *« des pommes de terre génétiquement modifiées »* aurait montré un affaiblissement du système immunitaire des rongeurs. Il n'en a pas fallu plus pour relancer la polémique sur les dangers des organismes génétiquement modifiés (OGM). D'autant que le responsable de l'étude, Arpad Pusztai, du Rowett Research Institute d'Aberdeen (Ecosse), déclarait au cours de l'émission télévisée anglaise *World in Action*, diffusée lundi 10 août, que, *« si on lui donnait le choix »*, il ne mangerait pas d'aliments transgéniques.

Deux jours plus tard, Arpad Pusztai a été mis a pied. La direction de l'institut a indiqué, mercredi 12 août, que les résultats évoqués par le chercheur étaient *« trompeurs »*. Le Dr Pusztai a fait l'amalgame entre des données portant sur une lignée de pommes de terre transgéniques, dont l'étude est à peine entamée, et d'autres, issues d'expériences consistant à ajouter des protéines insecticides au menu des rats. Les tubercules incriminés n'avaient donc rien de transgénique. Quand il a réalisé la méprise, Philipp James, le directeur de l'institut, s'est – affirme-t-il lui-même – tout bonnement *« évanoui »*.

Dans l'intervalle, l'affaire avait pris une ampleur considérable. *« Nous servons de cobayes pour une expérience gigantesque »*, s'était indigné le député libéral démocrate Norman Baker, appelant à un moratoire sur les OGM, qui entrent dans 60 % des aliments des Britanniques – à travers quatre ingrédients (jus de tomate, fromage « végétarien », maïs et soja transgéniques). En France, se fondant sur cette *« étude scientifique britannique montrant les dangers pour l'homme des aliments transgéniques »*, l'organisation Greenpeace demandait déjà au gouvernement d'interdire les aliments transgéniques.

Le plus embarrassé par cette affaire sera sans doute le député conservateur James Provan, qui recommandait, lundi, au secrétaire d'Etat à la santé britannique et à Jacques Santer, président de la Commission européenne, de s'assurer de l'innocuité des OGM. Egalement président du Rowett Institute, M. Provan ne manquait pas de remarquer que, en la matière, les travaux conduits dans son laboratoire *« revêtaient une importance stratégique »*, et qu'ils ne pouvaient être pris à la légère... Les producteurs d'OGM, à peine sortis d'une campagne publicitaire visant à promouvoir ces *« aliments du futur »*, peuvent aujourd'hui pavoiser. Honteux et confus, le Rowett Institute assure qu'on ne l'y prendra plus : *« Les futurs résultats ne seront pas rendus publics avant d'être dépouillés par des scientifiques et des comités officiels d'experts. »*

Selon l'institut, il avait été convenu avec le Dr Pusztai que celui-ci ne devait évoquer, durant son interview, que des travaux ayant fait l'objet de vérifications externes par des experts internationaux avant de faire l'objet d'une publication. Une règle sacro-sainte dans la communauté scientique qui avait déjà été enfreinte dans l'affaire de la fusion froide, lorsque les électrochimistes Pons et Fleischmann avaient clamé, à la « une » du *Financial Times*, en 1989, avoir reproduit l'énergie du Soleil dans une éprouvette. Dix ans plus tard, leurs résultats n'ont toujours pas été validés.

Hervé Morin

Des rollers dans la ville

APPARUS au cours des grandes grèves de l'hiver 1995, les rollers ne sont plus seulement une mode. En trois ans, ils ont devenus un sport de masse, pratiqué en France par environ quatre millions de personnes, et un moyen de transport écologique qui se taille une place croissante dans les villes. Ils attirent les femmes et les familles, adeptes du *« fitness »*, au cours de longues ballades qui permettent de redécouvrir la cité. Ils séduisent aussi les jeunes, qui lui donnent l'image agressive du *« street »*, les acrobaties réalisées en utilisant le mobilier urbain. A Paris, tous les vendredis soirs, ces familles et ces styles se fédèrent en une *« randonnée »* conviviale et nocturne, long défilé de mode à travers les rues de la capitale.

Lire page 6



BRIC MULET

■ Adieu Nino

Nino Ferrer – « Mirza », « Le Sud » – s'est donné la mort, jeudi. Véronique Mortaigne l'avait rencontré, en 1995, dans sa maison du Lot. p. 17

■ M. Blanc, le FN et Démocratie libérale

Elu avec les voix du FN, le président de la région Languedoc-Roussillon rejoint *au Parlement la formation d'Alain* Madelin. p. 20
et notre éditorial p. 10

■ Inondations : choses vues à Wuhan

Notre envoyé spécial Frédéric Bobin raconte la crue du Yang-tseu qui menace toujours le grand centre *industriel.* p. 4

■ Comment ils se dopent

Alors que l'Union cycliste internationale tente de lutter contre le dopage, *Le Monde* recense cette *« pharmacopée de l'ombre »*. p. 14
et le point de vue p. 10

■ Boeing : plan-choc

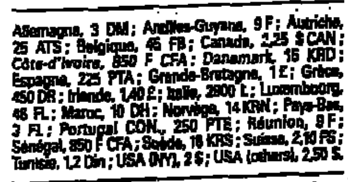
Fermetures d'usines et licenciements annoncés n'ont pas convaincu Wall Street. p. 11

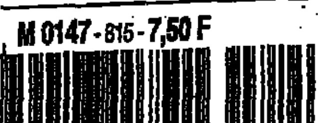
■ Voyages en utopies

Plus d'un terrien sur trois n'a pas l'électricité. L'énergie solaire pourrait la remplacer. *Cinquième voyage en* utopies. p. 9
et notre grand jeu concours p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 815 - 7,50 F





ICD *INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMERCE ET DISTRIBUTION*

MARKETING • VENTE • DISTRIBUTION • INTERNATIONAL

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU II (MAITRISE)

Un premier cycle, 2 approches

- ***Le cycle MC (Marketing Commercial)***
  Deux années d'études alliant acquis théoriques et applications terrains.
  Deuxième année internationale.
  ***Admission : Bac** (Test Team + entretiens)*
- ***Le cycle BTS***
  Action Commerciale, Commerce International, Communication des Entreprises.
  Diplôme d'Etat.
  Admission : Bac ou niveau Bac

01 40 03 15 52

Un deuxième cycle

2 ans d'études, 6 mois de stage professionnel,
5 spécialisations Achat-Distribution, Vente-Négociation,
Affaires Internationales, Marketing-Produit, Communication d'Entreprise.
***Admission : Bac+2 et Bac+3** (Test Team 2 + entretiens)*

ICD Paris : 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris
ICD Toulouse : 186, route de Grenade - 31700 Blagnac
ICD Nantes : 11, rue des Saumonières - 44000 Nantes
ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR



GROUPE IGS

La Suisse apure ses comptes

ENFIN, les banques suisses et les survivants de la Shoah sont parvenus à un accord *(Le Monde* du 14 août). Pour la Confédération helvétique, le gros de l'orage semble passé. Le montant de la facture est clairement défini : la Suisse, ses banquiers et ses autorités respirent. La perspective d'un boycottage graduel, une menace brandie par les Etats-Unis à l'encontre des entreprises et institutions financières helvétiques est écartée. La nouvelle est accueillie avec soulagement. Les banques vont passer à la caisse avec la dignité que commande une *Realpolitik* bien comprise, laissant aux dirigeants politiques, aux partis et à l'opinion le soin de démêler l'écheveau bien embrouillé de la responsabilité morale et de l'équité, sinon de l'examen de conscience face aux vicissitudes du passé.

Quand l'affaire des fonds en déshérence, bientôt suivie par le dossier tout aussi épineux de l'or nazi, a éclaté, il y a trois ans, la Suisse bien pensante a cru que le ciel lui tombait sur la tête et s'est drapée dans une dignité offusquée. Il a fallu une accentuation des pressions pour se convaincre qu'il ne suffisait plus de faire le dos rond et que seule une réponse acceptable permettrait de mettre le hola au pourrissement de la situation.

De promesses en commissions d'enquête, de maladresses en faux-pas, historiens et politiciens ont dû se mettre à pied d'œuvre. C'est finalement, acculés dans leurs derniers retranchements et sous la contrainte extérieure, dans les remous d'un débat intérieur peu commun, parallèle à des attaques acerbes venant des Etats-Unis, que la Suisse et ses représentants ont été poussés à composer.

Face à ce qui allait rapidement devenir la crise la plus grave de la politique étrangère helvétique depuis la seconde guerre mondiale, les autorités fédérales ont donné d'abord l'impression de choisir un immobilisme qui d'ordinaire les avait bien servies. Sous les salves de tirs d'une artillerie verbale de plus en plus lourde, elles ont finalement réalisé que leur traditionnelle attitude de prudence ne leur valait pas que des amis et que leur cher isolement, soigneusement cultivé, pouvait se retourner contre leur pays.

Jean-Claude Buhrer

*Lire la suite page 10
et nos informations page 3*

Le nouveau France 2



CLAUDE SÉRILLON

APRÈS deux semaines de *« journaux blancs »* dans les nouveaux locaux de France Télévision, dans le XVe arrondissement de Paris, Claude Sérillon présentera son premier vrai « 20 heures », lundi 17 août. Deux jours avant, le déménagement aura été l'occasion pour France 2 d'un passage à l'ère de la technologie numérique.

Lire page 12

RUSSIE Les paroles rassurantes du président russe suffiront-elles à calmer le marché russe ? Si la crise financière est *« purement psychologique »* comme l'affirme le premier ministre, Sergueï Kirienko, les menaces de dévaluation du rouble ou de défaut de paiement semblent écartées pour les *deux mois à venir grâce au prêt du* FMI, si l'on exclut les risques de panique. Néanmoins, certaines régions sont menacées de cessation de paiement. ● LA POPULATION, championne *des économies* de bas de laine en dollars, reste stoïque. Alors que les investisseurs, russes et étrangers, ont déjà retiré tout l'argent qu'ils pouvaient de Russie, les Russes dans leur ensemble n'ont pas paniqué. Aucune affluence particulière n'était observée aux nombreux bureaux de change de la capitale. *Mais la majorité* des entreprises du pays ne produisent rien et les Russes ont plus souvent le souci d'emprunter que d'épargner.

Boris Eltsine affirme qu'il n'y aura pas de dévaluation

Le prêt du FMI devrait permettre d'éviter une dépréciation du rouble ou un défaut de paiement dans les deux mois à venir. La population, championne des économies de bas de laine en dollars, n'a pour l'instant pas paniqué

MOSCOU
de notre correspondante

Sortant de son silence à l'issue d'une semaine noire sur les marchés russes, Boris Eltsine a affirmé, vendredi 14 août, qu'il *« n'y aura pas de dévaluation »* en Russie. *« Je le dis nettement et fermement (...), le gouvernement a le contrôle de la situation »*, a-t-il ajouté lors d'une tournée en province dans le cadre de ses vacances, qu'il ne veut pas interrompre. *« Car si je le faisais*, a-t-il précisé, *tout le monde penserait que la situation est très compliquée. »*

C'est en tout cas ce que pense le Groupe des sept grands pays industrialisés. Leurs responsables des finances ont tenu des consultations, jeudi, sur les mesures à prendre pour enrayer la crise financière en Russie, a annoncé l'administration américaine. Le responsable des affaires internationales au Trésor, David Lipton, a été dépêché mardi à Moscou, quand a été annoncée la visite, prévue du 1er au 3 septembre, de Bill Clinton à Moscou. M. Lipton a rencontré jeudi *« une série de responsables russes, du premier ministre Sergueï Kirienko aux responsables de la Banque centrale et du ministère des finances pour leur dire combien nous jugeons urgente la nécessité de restaurer la confiance et la stabilité dans l'économie russe »*, a précisé un communiqué de la Maison Blanche.

Car la perte de confiance des investisseurs en la Russie a atteint un point record jeudi. Ils anticipaient, soit une dévaluation, soit un défaut de paiement. Les bonnes paroles de Boris Eltsine et de Washington ne devraient donc pas suffire à ranimer les marchés russes *« entrés en phase finale »*, comme l'avait annoncé la veille le spéculateur George Soros, mais elles sont les bienvenues. Car si les experts affirment que le gouvernement et la Banque centrale russe ont les moyens, avec le nouveau prêt accordé par le FMI en juillet, d'éviter toute dévaluation ou défaut de paiement dans les deux mois qui viennent, ils ajoutent que si un mouvement de panique devait atteindre la population russe, une dévaluation, incontrôlée et dévastatrice, pourrait survenir à tout moment.

La Bourse, avec un volume minime de transactions, a encore plongé jeudi, peut-être sous le coup de « l'effet Soros », passant sous le niveau de base de son indice de lancement de 1995. Cela a provoqué une fermeture de séance, pour la deuxième fois en trois jours. Les rendements sur les Bons du trésor (GKO) ont fermé sur leur plus haut niveau depuis 1996, quand les investisseurs craignaient une victoire communiste à la présidentielle. Et les agences américaines *Moody's* et *Standard* ont baissé leur notation de la dette russe en devises. Mais le premier ministre, Sergueï Kirienko, soutenu par le FMI, a réaffirmé jeudi que l'attitude des marchés était *« purement psychologique »*.

Il tente de le prouver en n'interrompant pas son programme de travail annoncé. Les grands argentiers du pays, le président de la Banque centrale et M. Anatoli Tchoubaïs, tout comme Boris Eltsine, n'ont pas renoncé non plus à leurs vacances. M. Kirienko a précisé qu'il n'y a *« actuellement »* aucun fondement financier pour une déterioration de la situation. Ce qui est vrai, si l'on exclut les risques de panique.

À COURT DE LIQUIDITÉS

Or celle-ci pourrait survenir si une ou plusieurs des grandes banques du pays, qui détiendraient l'équivalent de quelque 25 milliards de dollars de dépôts d'épargnants privés, se trouvaient vis-à-vis d'eux à court de liquidités. Le risque est très grand : la Banque centrale avait elle-même reconnu mercredi que *« certaines »* banques n'avaient pu faire face à leurs échéances vis-à-vis d'elle et que le marché inter-bancaire était paralysé. Elle a imposé des restrictions sur les achats de dollars par les banques, limités à ceux nécessaires pour leur permettre de rembourser leurs dettes (égales en dollars au double au moins de leur avoirs propres, estime-on généralement).

En outre, une région comme la Iakoutie, l'immense réserve à diamants du nord-est de la Sibérie, a annoncé cette semaine qu'elle est en faillite et ne remboursera qu'au 1er septembre des obligations arrivées à échéance placées, pour un montant de plus de cent millions de dollars, auprès d'investisseurs étrangers.

D'autres régions, parmi la douzaine ayant émis directement de telles obligations (en plus des fameux « agro-bonds » qui posent aussi problème) risquent de suivre, estiment la presse russe. Or la Russie est aussi faite de l'ensemble de ses régions... Les consultations entre membres du G 7 s'activent peut-être, espère-t-on à Moscou, car la perspective d'une allocation de fonds supplémentaires à la Russie ne serait pas totalement exclue, comme cela semblait évident jusqu'ici.

Un vice-ministre russe des finances a expliqué jeudi que la proposition faite le même jour par M. Soros dans le *Financial Times* a été *« mal comprise »*. Son appel à une dévaluation limitée de 15 à 25 % s'accompagnait en effet d'un appel à la création d'un *« currency board »*, une autorité financière externe, qui, pour fonctionner, doit disposer de réserves suffisantes pour couvrir toute la masse monétaire en circulation en monnaie locale. M. Soros a donc appelé la communauté internationale à faire encore un effort. Mais plusieurs experts à Moscou étaient totalement sceptiques sur la possibilité d'appliquer un tel système en Russie. Ils ont en outre estimé que M. Soros *« se trompait dans ses calculs »* et que les sommes à injecter en Russie pour que ce système puisse fonctionner dépassent largement les capacités du G 7.

Sophie Shihab

Des marchés très perturbés

Vendredi 14 août, la Bourse de Moscou a ouvert sur une hausse de plus de 2 % après une séance très agitée. La veille, c'est un début d'affolement qui s'était emparé de la place moscovite après les déclarations fracassantes de George Soros prônant une dévaluation du rouble. Pendant plus d'une demi-heure, les cotations à la Bourse de Moscou ont dû être suspendues devant l'ampleur de la baisse. Après avoir perdu plus de 10 %, l'indice RTS est parvenu à limiter sa chute à 6,49 % à la clôture.

Soucieux de quitter une place boursière considérée comme dangereuse, les investisseurs étrangers se sont aussi débarrassés de leurs roubles et les rendements des obligations d'Etat ont grimpé de 149 % ! Le *spectre d'une dévaluation* de la monnaie russe a hanté toutes les Bourses occidentales. La place de Francfort a perdu jusqu'à 3 % pour finir sur un recul de de 0,58 %. Les établissements financiers allemands sont les plus engagés auprès du système bancaire *russe* et seules une poignée de banques russes survivraient à une dévaluation du rouble.

L'argent du FMI sera « volé ou partira en fumée »

MOSCOU
de notre correspondante

Depuis dix mois qu'une nouvelle crise financière frappe la Russie, la population a encore fait preuve d'un stoïcisme surprenant. Alors que les investisseurs, russes et étrangers, ont déjà retiré tout l'argent qu'ils pouvaient de Russie, les Russes dans leur ensemble n'ont pas paniqué.

Des banquiers ont certes indiqué, jeudi 13 août, que des épargnants commençaient à transférer leurs avoirs en roubles vers des comptes en dollars, mais aucune affluence particulière n'était observée aux nombreux bureaux de change de la capitale. Il est vrai qu'elle est désertée en été au profit des « datchas » de campagne. De plus, ce sont surtout des billets verts qui dorment sous les matelas, le dollar étant la seule monnaie utilisée, bien que ce soit illégal, pour des dépenses conséquentes (achats de voitures ou réfections d'appartements). Enfin, les salaires réels versés par les entreprises « qui marchent » à leurs *employés le sont en dollars. Le système gé*néralisé de comptabilités multiples permet de présenter à d'éventuels contrôleurs des salaires fictifs en roubles, représentant une infime portion des sommes réellement versées. L'exemple vient du Kremlin, avec les « déclarations d'impôts » de ses occupants qui font la joie des caricaturistes.

Mais la majorité des entreprises du pays ne marchent pas et les Russes ont plus le souci d'emprunter que d'épargner. *« Je n'ai de toute façon ni roubles ni dollars, la crise pour nous c'est permanent »*, explique Liza, une interprète free-lance, revenue de sa datcha à Moscou pour chercher du travail.

Cette précarité, quasi-générale dès qu'on s'éloigne de Moscou, ne pousse pas à partager les angoisses d'un pouvoir discrédité. Un récent sondage de l'institut VTSIOM montre que 61 % des Russes estiment que l'argent prêté par le FMI *« sera volé ou partira en fumée »*. Ils sont 37 % à penser, comme le veut la presse d'opposition, *que ces prêts « font du tort à la Russie »*, qui aurait dû les refuser. Seuls 5 % les jugent *« utiles »*... Quant au nouveau « programme de stabilisation » du gouvernement, près de la moitié des Russes disent ne pas savoir en quoi il consiste, même s'ils sont une majorité à comprendre qu'il entraînera une inflation qu'ils *« ne pourront pas supporter »*. Déjà, 65 % des personnes interrogées disent que la situation s'aggrave en termes de retards *dans les versements de salaires, contre* 45 % en avril.

UNE « EXPLOSION GÉNÉRALISÉE » ?

Les Russes soutiennent aussi, dans une large majorité, les barrages organisés par les mineurs sur les voies ferrées. Seuls 2 % estiment que les forces de l'ordre devraient intervenir, les autres craignent que cela ne provoque une *« explosion généralisée »*. Car la peur confuse de troubles dégénérant en violences incontrôlables, présente *dans près de 90 % des réponses*, est une constante de la société post-soviétique. Un des dirigeants de la centaine de mineurs toujours installés dans un camp de toile au pied du siège du gouvernement a expliqué qu'il s'agissait d'un *« mouvement d'autodéfense, pour éviter que les gens privés de salaires ne prennent des fusils »*.

Cependant, un de ses collègues a souligné qu'ils seront obligés de s'armer, pour se défendre contre *« la mafia »*. Ses *hommes de main menacent, a-t-il dit*, les piquets de mineurs dans les régions, qu'ils accusent de provoquer des descentes d'inspecteurs moscovites dans les bureaux des entreprises minières pour enquêter sur les détournements massifs des subsides de l'Etat. Plus généralement, ce ne sont ni les OMONs (forces anti-émeutes) ni les autres policiers mal payés qui retiennent les têtes chaudes tentées de s'attaquer aux richesses qui s'étalent dans le pays. C'est la crainte, voire le respect, des milices privées, *qu'elles soient au service de* « mafieux », de « banquiers », d'« entrepreneurs » ou de bureaucrates. Dans les régions, toutes ces catégories représentent souvent les mêmes personnes.

Mais un tel système d'autorégulation est tout, sauf prévisible. Si un mouvement de panique devait précipiter une dévaluation incontrôlée dans le pays, des alliances surprenantes pourraient voir le jour. Dans tous les cas, l'indépendance des régions menacerait l'Etat. *« Le pouvoir central impuissant, déconfit, est incapable de trouver une issue à la crise, alors que les dirigeants régionaux espèrent s'en sortir chacun de leur côté, ce qui peut entraîner un dépeçage de la Russie, semblable à celui de l'URSS sous Gorbatchev »*, a ainsi déclaré, jeudi, le chef du Parti communiste Guennadi Ziouganov.

S. Sh.

Faites un détour par le futur : découvrez une nouvelle inédite d'Ayerdhal !

Numéro d'été du *Monde de l'éducation*

« L'aventure des savoirs »

16 récits scientifiques et littéraires qui vous surprendront !

Des documents inattendus, inédits et passionnants.

Le Monde DE L'ÉDUCATION
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 100 pages - 30 F

Caucase : le calvaire de Vincent Cochetel, enlevé depuis six mois

Les rapts sont devenus une véritable industrie

ÂGÉ de trente-sept ans, Vincent Cochetel a été enlevé, dans la nuit du 29 au 30 janvier, par un groupe d'hommes armés à son domicile de Vladikavkaz dans le Caucase du Nord, où il coordonnait, depuis juillet 1996, le travail du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR). Kidnappé dans la République d'Ossétie du Nord, le Français aurait été transféré en Tchétchénie, où ses geôliers obéiraient aux ordres d'un des « chefs de guerre » locaux – ces anciens « commandants » de la guerre d'indépendance contre les Russes (1994-1996), qui, depuis la fin des combats, se sont constitué des fiefs, et échappent au contrôle des autorités politiques.

Dans cette région dévastée, les enlèvements sont devenus, depuis deux ans, une véritable industrie, les rançons demandées pouvant atteindre plusieurs millions de dollars. Des dizaines de personnes, russes et étrangères, en ont été victimes.

Dans le cas de Vincent Cochetel, la rançon exigée s'élève à *« 1,5 million de dollars »*, a affirmé, le 6 juin, l'agence de presse russe Interfax. A plusieurs reprises, le président russe, Boris Eltsine, a assuré aux autorités françaises qu'il faisait *« tout son possible »* pour obtenir sa libération. Officiellement, il n'est pas question de payer une rançon. Des négociations avec les ravisseurs auraient toutefois déjà porté sur des *« flux financiers »*, précisent des proches de l'otage français, qui ont constitué un comité de soutien à Vincent Cochetel, installé à Tours, sa ville d'origine.

Le 27 avril, une première *« tentative de libération »*, dont les détails n'ont pas été précisés, a eu lieu, sans aboutir. On indique, côté français, que l'opération était menée par la branche ossète des services spéciaux russes, le FSB, l'ancien KGB. *« Il semble que la tactique des ravisseurs soit de laisser pourrir la situation pour obtenir le plus possible »*, affirme un porte-parole du Comité de soutien.

La dernière information concrète concernant l'otage français est une cassette vidéo, parvenue à sa famille début juillet. La cassette a surgi peu après une visite à Moscou de l'épouse de Vincent Cochetel, Florence, qui a été reçue au ministère russe de l'intérieur et par le patron du FSB, sans avoir le sentiment que le dossier progressait. La vidéo dure une quinzaine de secondes et montre le Français *« dans une pièce, sous un faux éclairage, barbu, en relativement bonne santé »*, raconte son père, Alain Cochetel. A l'image, *« Vincent parle russe et dit : "Nous sommes le 3 juillet, je suis dans une cave, aidez-moi..." »*.

CRIME CRAPULEUX

Vincent Cochetel accomplissait sa première mission dans le Caucase du Nord, où il avait pour tâche, en tant que responsable du HCR, d'aider les dizaines de milliers de réfugiés, victimes des conflits qui ont embrasé la région (Ossétie, Ingouchie, Tchétchénie). La veille de son enlèvement, il avait rencontré le président de l'Ossétie du Nord, Alexandre Dzassokhov, dont l'investiture devait avoir lieu le 30 janvier à Vladikavkaz. L'hypothèse d'un rapt politique est exclue, affirment les proches de l'otage français, pour lesquels il s'agit d'un crime crapuleux.

Deux autres otages occidentaux sont actuellement détenus dans le Caucase du Nord : les Britanniques Camilla Carr et John James, enlevés le *5 juillet 1997*, alors qu'ils travaillaient pour l'organisation humanitaire Centre pour la paix et le développement à Grozny, la capitale tchétchène. Les autorités britanniques refusent catégoriquement de verser une rançon, indiquent plusieurs sources. Le 17 novembre 1997, quatre Français enlevés au Daguestan (Caucase du Nord), dont trois représentants de l'association humanitaire Equilibre, avaient été libérés après 106 jours de captivité aux mains de bandits tchétchènes et daguestanais (*Le Monde* du 19 novembre 1997). Selon Equilibre, aucune rançon n'a été versée, ce qu'ont démenti à l'époque des sources citées par l'agence Interfax.

Natalie Nougayrède

هكذا من الأصل

L'accord entre les banques suisses et les victimes de la Shoah est accueilli avec soulagement à Berne

La question du financement du dédommagement reste posée

Un soulagement mêlé d'amertume, c'est ainsi que peuvent se résumer les réactions suscitées, jeudi 13 août en Suisse, à l'annonce de l'accord conclu à New York entre les deux grandes banques helvétiques et les représentants de victimes de la Shoah. La satisfaction est évidente dans les milieux bancaires et économiques, qui voient s'estomper les menaces de boycottage brandies aux Etats-Unis.

BERNE
de notre correspondant

Volontairement circonspect, le gouvernement helvétique a pris acte de ce *« règlement amiable »* dans une déclaration laconique rendue publique, jeudi 13 août. Après avoir exprimé l'espoir que *« cet accord contribuera à détendre la situation tendue des derniers mois »*, il a tenu à rappeler qu'il n'a pas participé à ces négociations et que par conséquent *« la Confédération suisse n'est obligée en aucune façon »* par les engagements pris.

Le contenu exact de l'accord n'étant pas encore connu, le Conseil fédéral a indiqué qu'il *« se réserve une prise de position plus complète aussitôt qu'il aura l'occasion d'analyser de plus près le texte et les circonstances de l'accord »*. Tout en se félicitant du compromis trouvé, la Banque nationale suisse (BNS) a également tenu à faire savoir qu'elle n'était pas partie prenante aux négociations et qu'elle attendait des compléments d'information avant de se prononcer.

Les précisions fournies par l'accord conclu avec le Congrès juif mondial et les avocats des plaignants américains émanent d'un communiqué conjoint publié par les deux banques concernées, le Crédit suisse et l'UBS, issue de la récente fusion entre la Société de banque suisse et l'Union de banques suisses. Selon ce communiqué, l'arrangement négocié sous l'égide du juge new-yorkais Edward Korman prévoit le versement de 1,25 milliard de dollars sur trois ans pour solde de tout compte, alors que la précédente offre des banques s'élevait à 570 millions de dollars.

RÉALISME

Comme les responsables des banques helvétiques le reconnaissent, le réalisme a prévalu. *« L'objectif poursuivi,* indique le communiqué, *est d'éliminer la menace de sanctions et d'éviter des procédures judiciaires longues et coûteuses. »* Plus explicite encore, le patron de l'UBS, Marcel Ospel, a déclaré que *« la recherche d'un compromis a finalement été la voie choisie après une analyse à froid. On est arrivé à un point où la controverse se payait au prix fort »*. Les représentants des deux banques ont également été amenés à regretter de ne pas avoir pris soin de régler le problème des fonds en déshérence plus tôt. *« Aujourd'hui,* a fait remarquer un porte-parole du Crédit suisse, *le prix à payer est plus élevé que ce que nous nous étions imaginés au départ. »* La question est donc de savoir qui supportera la somme supplémentaire que les banques se sont engagées à verser. Estimant que les grandes banques avaient rendu service à l'ensemble de l'économie, la principale organisation patronale s'est montrée favorable à une participation financière de l'industrie.

A en juger par les réactions des responsables politiques, il serait plus délicat de recourir à des fonds publics. Tout en saluant l'accord, le Parti socialiste a fait valoir que les banques devaient *« assumer elles-mêmes les fautes commises »*. Les partis démocrate-chrétien et radical considèrent que l'Etat n'a pas à participer à ce genre d'accord financier *« exceptionnellement élevé »*. Pour le premier, cette transaction *« laisse un arrière-goût amer »*, tandis que le second déplore *« les méthodes dignes du Far West »* utilisées par les plaignants. Dénonçant *« des tentatives de chantage »*, la quatrième formation gouvernementale, l'Union démocratique du centre, juge exclu que la BNS et le Conseil fédéral participent à un tel accord. Des représentants des grands partis du centre et de droite ont parlé de *« racket »* et des formations nationalistes ont accusé les banques de *« capitulation face aux exigences injustifiées des maîtres-chanteurs de New York »*.

Au-delà des mouvements d'humeur, il apparaît que cet accord devrait apporter une pause dans la polémique. Son application provoquera sans doute encore des remous mais il pourrait contribuer à l'ouverture du véritable débat sur les responsabilités dans la Shoah, occulté par des arguties financières.

Jean-Claude Buhrer

L'amère expérience de Joseph Spring

BERNE
de notre correspondant

Novembre 1943 : dans une Europe déchirée par la guerre, il ne fait pas bon être juif et espérer trouver refuge en Suisse pour échapper à la folie meurtrière des nazis. Joseph Spring – qui s'appelle alors Sprung –, aujourd'hui domicilié à Melbourne et âgé de 71 ans, en a fait l'amère expérience. Né à Berlin, il suit sa mère en Belgique en 1939 avant de passer trois ans plus tard en France, où il trouve du travail. Mais les temps sont trop incertains et, avec deux cousins, muni de vrais-faux papiers, il essaie à deux reprises de gagner un havre qu'il croit plus sûr, la Suisse. Par deux fois, il est refoulé. Pis encore, à 16 ans, lors de la seconde tentative, Joseph Sprung et ses compagnons sont remis par les autorités frontalières à une patrouille allemande en territoire français. Et comme les fonctionnaires helvétiques ont la réputation d'être particulièrement méticuleux, ils n'omettent pas de confier aux soldats allemands les passeports des trois fugitifs dûment estampillés de l'infamant « J », attestant sans équivoque de leur origine juive.

Sans autre forme de procès, le trio adolescent subit le sort de milliers d'autres anonymes : Drancy, puis le wagon à bestiaux à destination d'Auschwitz. Seul Joseph en réchappe. Ses deux cousins sont mis à mort à l'arrivée au camp. Et encore, le rescapé ne doit son salut qu'à une évasion tout risque à l'occasion de la tristement célèbre « marche de la mort », quand les bourreaux aux abois cherchent à évacuer les survivants dans un effort désespéré pour masquer leurs crimes.

En 1946, Joseph Sprung s'embarque pour l'Australie, devient Joseph Spring. Mais le changement d'identité ne suffit pas à effacer le passé ni à métamorphoser les souvenirs. Même s'il se refait une vie à mille lieues des horreurs qu'il a vécues, les fantômes demeurent. Enfouies au plus profond de soi, les blessures secrètes ne se cicatrisent pas aisément et le déni de justice pèse de plus en plus lourd, le tort moral et le devoir envers ceux qui ont péri prennent davantage de place à mesure que passent les années. Avec la certitude croissante que, à la disparition de cette génération qui a connu l'indicible, plus personne ne pourra témoigner et que la réalité s'estompera elle aussi sans que justice ait été convenablement rendue.

TORT MORAL

Alors Joseph Spring décide de se manifester publiquement et réclame au Conseil fédéral un dédommagement de 100 000 francs suisses (400 000 francs) pour tort moral. Son avocat transmet sa requête au gouvernement helvétique en janvier dernier. Sa démarche tombe mal : les autorités suisses sont empêtrées dans l'affaire des fonds en déshérence et de l'or nazi dont les banques sont les premières responsables, mais les banquiers jouent encore l'arrogance, faisant mine de ne rien vouloir savoir.

Débats feutrés, conciliabules et délibérations à huis clos entre les sept membres du collège gouvernemental se poursuivent durant des semaines pour aboutir, fin juin, à un rejet pur et simple de la requête d'indemnisation du rescapé. Sous prétexte que ses prétentions sont *« à la fois périmées et dénuées de fondement juridique, l'attitude des autorités frontalières ne constituant pas un cas de complicité de génocide du point du vue juridique »*. Le rescapé n'en croit pas ses yeux et s'en remet au Tribunal fédéral auprès duquel il vient d'interjeter appel.

La Cour suprême helvétique ne s'est pas encore prononcée. En attendant, comme s'il y avait quelque part malaise dans certaines consciences locales, des parlementaires et des particuliers ont récolté environ 30 000 francs suisses en guise de dons, au nom de la population helvétique, à celui que des douaniers trop zélés avaient envoyé en son nom et sans état d'âme à la mort en 1943. *« Etonné et surpris »*, Joseph Spring a poliment remercié et demandé que la somme soit remise à quelqu'un qui en ait réellement besoin.

L'ancien déporté estime que regrets et excuses ne sauraient réparer les errements du passé et attend que réparation pour tort moral soit enfin faite. En mémoire de ses cousins et des 30 000 juifs à qui la Confédération a fermé ses portes, même si 22 000 de ses coreligionnaires ont été hébergés sur le sol suisse durant la seconde guerre mondiale.

J.-C. B.

Le gouvernement allemand veut subventionner les emplois mal payés

Un projet de l'aile sociale de la CDU à six semaines des élections

BONN
de notre correspondant

A six semaines des élections, les partisans d'Helmut Kohl doivent montrer qu'ils se soucient du chômage qui frappe 4,2 millions de personnes. L'aile sociale du parti chrétien-démocrate (CDU), conduite par le ministre du travail Norbert Blüm, a présenté jeudi 13 août son dernier outil pour lutter contre le chômage de longue durée : le *Kombilohn*, littéralement « salaire combiné », en réalité boulot subventionné. Ce projet ne sera pas adopté avant les élections du 27 septembre, mais il lance le débat en Allemagne sur la manière de redonner un emploi aux chômeurs de longue durée ou peu qualifiés, sans faire naître le phénomène des *working poors* que connaît la Grande-Bretagne.

M. Blüm propose que l'Etat verse aux chômeurs de longue durée un complément de salaire, de telle sorte qu'ils gagnent au moins 35 % de plus en travaillant qu'en restant chez eux. Par exemple, une chômeuse qui touche 3 500 francs net – c'est l'indemnité moyenne versée aux chômeurs de longue durée – prend un emploi de coiffeuse à Magdebourg pour 3 660 francs net. L'Etat lui versera un complément de 1 365 francs, pour que ses revenus augmentent de 35 %, pendant deux ans maximum.

Le projet est de prime abord séduisant. Il consiste à financer le travail, plutôt que le chômage : l'Etat fait une économie immédiate, le supplément à verser étant inférieur à l'aide donnée lorsque la personne était au chômage. L'initiative de M. Blüm permet de rappeler que la CDU est un parti aussi social que le Parti social-démocrate. Elle doit montrer que le gouvernement Kohl se soucie des plus faibles, qui ne profitent pas de la reprise économique et de la légère décrue du chômage outre-Rhin.

Avec le Kombilohn, l'Allemagne, qui refuse de tailler dans son système de protection sociale, a-t-elle trouvé la solution miracle ? Avec des coûts plus bas, les entreprises vont créer des emplois, que les chômeurs subventionnés pourront accepter. Actuellement, de nombreux chômeurs refusent les emplois mal payés et inférieurs à leur qualification qui leur sont proposés et préfèrent toucher leurs allocations-chômage ou l'aide sociale, quitte à travailler au noir. Illustration caricaturale, la récolte des asperges, où les chômeurs allemands ont refusé d'aller dans les champs aider les saisonniers polonais pour 45 francs de l'heure.

De leur côté, les entreprises se déclarent prêtes à proposer des emplois de services, mais pas aux salaires exigés par les Allemands. Signe que des emplois naîtraient si le coût du travail était plus faible, les entreprises ont recours massivement à des travailleurs « officiellement au noir », payés moins de 620 marks (2 000 francs) par mois, pour 15 heures de travail par semaine maximum. Ces emplois, dont le nombre varie selon les estimations entre 1,2 et 6 millions, ont l'immense avantage d'être exemptés de charges sociales, ce qui les rend « rentables ».

EFFETS D'AUBAINE

Le Kombilohn, censé résoudre ces problèmes, donne lieu à des débats interminables, déchirant la droite comme la gauche, le patronat comme les syndicats. Premier grief, en décidant du montant des subventions données, l'Etat fixera *de facto* les salaires allemands, marchant sur les terres des syndicats et patronats, qui veulent garder leurs prérogatives salariales, dans un pays où le SMIC n'existe pas. Les libéraux s'inquiètent de voir naître des pans entiers de l'économie non compétitifs subventionnés par l'Etat, les entreprises ayant tendance à ne plus embaucher que des chômeurs à un salaire de misère, ces derniers ayant des revendications salariales mesurées puisque l'Etat est là pour payer le complément. L'affaire pourrait vite devenir ruineuse pour les finances publiques. Certains syndicats craignent que l'Allemagne s'engage dans une spirale à la baisse des salaires, institutionnalisant une économie à bas salaires.

Pour limiter les effets d'aubaine, le projet de la CDU prévoit que le Kombilohn ne s'adresserait pas à tous les demandeurs d'emploi, mais au 1,35 million de chômeurs de longue durée qui touchent l'*Arbeitslosenhilfe*. Cette aide aux chômeurs financée par l'Etat équivaut à 53 % du dernier salaire ; elle est versée à ceux qui n'ont plus droit aux allocations-chômage traditionnelles *(Arbeitslosengeld)*, financées par les cotisations sociales, dont la durée varie de six mois à trente-deux mois. Deuxièmement, M. Blüm veut imposer aux entreprises d'embaucher aux conditions minimales prévues par les conventions collectives, dans les secteurs à bas salaire où il est déjà difficile de trouver de la main-d'œuvre.

Le problème est de réformer le système ruineux de protection sociale allemand, quitte à diminuer certaines prestations, ce dont personne ne veut entendre parler à l'approche des élections. *« Le Kombilohn est une réparation du système de l'Etat-providence, qui conduit vers encore plus d'Etat-providence car il esquive les réformes nécessaires »*, déplorait dans la *Süddeutsche Zeitung* du 10 août Horst Siebert, le très monétariste président de l'Institut d'économie mondiale de Kiel.

Arnaud Leparmentier

L'UE salue la formation de l'équipe de négociateurs albanais du Kosovo

VIENNE. L'Union européenne (UE) a salué, jeudi 13 août à Vienne, la formation de l'équipe de négociateurs des Albanais du Kosovo en vue de discussions avec Belgrade, dans un communiqué publié à Vienne. Selon Wolfgang Schuessel, ministre des affaires étrangères autrichien et président en exercice du conseil de l'UE, il s'agit *« du premier pas dans le bon sens »* et de la condition préalable *« à la reprise d'un dialogue substantiel sur le statut futur du Kosovo entre Belgrade et des représentants des Albanais du Kosovo »*. M. Schuessel a appelé le gouvernement de Belgrade à *« entamer dans les meilleurs délais ces négociations substantielles »*. Le chef politique des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a présenté, jeudi à Pristina, le groupe de négociation albanais et a appelé à la reprise des discussions.

Les cinq membres de ce groupe appartiennent à des partis représentés au Parlement parallèle des Albanais du Kosovo, largement dominé par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le parti de M. Rugova. De son côté, le vice-premier ministre yougoslave, Nikola Sainovic, *« a commenté positivement l'annonce de la formation de l'équipe de négociation, qu'il a décrite comme une mesure avisée des partis politiques albanais du Kosovo »*, en appelant à *« la poursuite immédiate du travail »* de négociation, a indiqué la télévision officielle RTS1. – *(AFP.)*

Nouvelles violences en Indonésie

BANGKOK. Des centaines de vandales ont dévalisé et mis à sac trois magazins tenus par des Chinois, jeudi 13 août, à Labuan, dans l'ouest de Java, à la suite d'une dispute sur les prix de vente de produits de base. Le même jour, à 60 kilomètres de là, une foule évaluée à mille personnes a mis le feu à une discothèque, dénoncée comme un *« lieu de vice »* par la population locale et qui se trouve au sein d'un complexe hôtelier. Entre-temps, des centaines de Chinois ont quitté l'est de Java où se sont repliés sur l'île voisine de Bali, à la veille de la célébration, le 17 août, de l'anniversaire de l'indépendance. Victime des émeutes de mai à Djakarta, la communauté chinoise d'Indonésie redoute de nouvelles violences. – *(Corresp.)*

L'Equateur et le Pérou ont fait un pas vers la paix

BRASILIA. L'Equateur et le Pérou ont signé, jeudi 13 août à Brasilia, un accord de retrait réciproque de leurs forces armées de la zone frontalière revendiquée par les deux pays. Celui-ci ouvre la voie à une solution négociée, ont souligné à Brasilia les présidents brésilien, Fernando Enrique Cardoso, et péruvien, Alberto Fujimori.

De son côté, le président équatorien, Jamil Mahuad, a déclaré à Quito, lors d'une conférence de presse, que l'accord *« était une bonne nouvelle pour ceux qui aiment la paix »*. Il a expliqué que l'accord portait sur la création d'une zone démilitarisée de 50 kilomètres de long et d'une largeur variant entre 12 et 15 kilomètres. – *(AFP.)*

L'Irak et l'ONU vont continuer à dialoguer

BAGDAD. L'envoyé spécial des Nations unies à Bagdad, Prakash Shah, a déclaré, jeudi 13 août, que les deux parties étaient convenues de continuer le dialogue pour résoudre la crise sur le désarmement. M. Shah a transmis un message de M. Annan appelant l'Irak à *« reprendre la coopération »* avec la Commission spéciale chargée du désarmement irakien (Unscom) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). *« J'ai fait savoir à M. Aziz qu'il y avait une position unanime au sein du Conseil de sécurité pour que l'Irak reprenne sa coopération »*, a encore dit M. Shah qui reste à Bagdad *« à la disposition des autorités irakiennes le temps qu'il leur faut pour continuer ce dialogue »*.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé d'attendre la fin de la mission à Bagdad de l'envoyé spécial de M. Annan avant d'étudier d'éventuelles actions. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAN/AZERBAÏDJAN : Téhéran et Bakou** ont décidé de coopérer dans le domaine de l'exploitation pétrolière en mer Caspienne, a annoncé, jeudi 13 août, le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi, au terme d'une visite de vingt-quatre heures à Bakou. *« Nous pensons que le système de partage équitable* [des ressources] *est la meilleure base pour le régime juridique de la Caspienne et garantira les intérêts de tous les pays riverains »*, a-t-il ajouté. Les deux pays vont également coopérer dans *« de grands projets de contruction de barrages et de chemins de fer »*. – *(AFP.)*

■ **IRAN : le Parlement, dominé par les conservateurs,** *« examine en ce moment un projet de révision de la loi électorale en vue de repousser l'âge du vote à dix-huit ans »*, a rapporté, jeudi 13 août, la presse. La Constitution de la République islamique fixe la majorité à seize ans révolus, ce qui a permis d'attirer un maximum de jeunes aux fronts de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) et notamment aux urnes lors des différentes élections en Iran. Cette participation des jeunes a été décisive dans l'élection triomphale du président Khatami, le 23 mai 1997. – *(AFP.)*

■ **IRAK : 62 prisonniers politiques** ont été exécutés fin juin dans la prison d'Abou Ghraib à Bagdad, a affirmé, mercredi 12 août, le Parti communiste irakien (opposition), dans un communiqué. Il précise que les personnes exécutées, dont il publie la liste nominative, étaient détenues depuis 1991. – *(AFP.)*

■ **NIGER : près de 12 000 personnes demeurent sans abri** au Niger, à la suite des pluies torrentielles qui se sont abattues sur Niamey depuis le 20 juillet, selon un bilan des autorités municipales diffusé par la télévision nigérienne. Plus de 300 millimètres d'eau sont tombés en quelques jours, provoquant des inondations, l'effondrement de centaines d'habitations, des ruptures d'ouvrages, mais aussi de canalisations d'eau, ce qui a entraîné une pénurie pendant une semaine dans les trois quarts de la ville. – *(Reuters.)*

La Finlande prévoit son premier budget excédentaire depuis 1990

HELSINKI. Pour la première fois depuis 1990, le budget finlandais sera excédentaire l'an prochain, selon la proposition du gouvernement présentée jeudi 13 août. L'excédent de 268 millions de markka (298 millions de francs) ne pourra toutefois être obtenu que grâce à des mesures non récurrentes. Un déficit structurel de 5 à 6 milliards de markka (5,5 à 6,6 milliards de francs) persiste, a reconnu le ministre des finances, Sauli Niinistö.

Le gouvernement de large coalition gauche-droite prévoit par ailleurs un taux de chômage de 9 % en 1999. Ce taux a frôlé les 20 % pendant la période de récession, qui a touché le pays à partir du début des années 90, à cause notamment de l'effondrement de l'URSS, son principal partenaire commercial d'alors. – *(Corresp.)*

هكذا من الاصل

Les inondations en Chine menacent de s'aggraver encore

Le président Jiang Zemin s'est rendu dans le centre du pays pour inspecter le dispositif de lutte contre la crue du Yang-tseu. A Wuhan, les slogans appellent la population à « surveiller les digues jusqu'à la mort »

Témoignant de l'inquiétude des milieux officiels face à une catastrophe qui a fait plus de 2 000 morts, affecte 240 millions d'habitants et sème le chaos dans l'agriculture et l'industrie, le président chinois Jiang Zemin s'est rendu, jeudi 13 août, dans le Hubei (Centre) afin d'inspecter le dispositif de lutte contre la crue du Yang-tseu dans la province la plus touchée par les inondations. Un nouveau pic de crue descendait le plus long fleuve du pays, menaçant à nouveau ces zones. Dans le nord-est du pays, la ville de Harbin (9 millions d'habitants) a été placée en état d'alerte avant l'arrivée d'un pic de crue d'un affluent de l'Amour qui sépare la Chine de la Russie. Dans cette région, le premier champ pétrolifère chinois est *menacé par les inondations*. L'état d'urgence a également été proclamé dans la région russe de Tchita, où *près de 4 000 habitations ont été détruites*.

WUHAN (Centre)
de notre envoyé spécial

Les rafales de vent ont ridé de clapotis la surface de l'eau. A l'approche de Wuhan, le monde a la couleur café d'une masse de boue visqueuse. La campagne n'est qu'un damier de rizières englouties d'où surnagent les toits de quelques masures de briques ou les cheminées de petites usines. La route de l'aéroport est indemne, mais l'emprunter procure l'étrange sentiment de glisser à fleur d'eau.

REPORTAGE

Les campagnes inondées ? « Il faut bien sacrifier la petite famille pour sauver la grande »

L'entrée dans la ville est un peu surréelle. Nulle trace de panique, nulle atmosphère de fin du monde. Bienheureux Wuhanais ! C'est pour les sauver, eux, résidents d'un des plus gros centres industriels de la Chine centrale, eux, citadins redoutés pour leur humeur rebelle, que les autorités inondent les campagnes plus en amont. On n'a ici aucune raison de s'en plaindre. *« Il faut bien sacrifier la petite famille pour sauver la grande »*, dit-on sur les marchés toujours bien approvisionnés en pastèques, épices, champignons ou pousses de bambou.

Dans la moiteur de l'été, Wuhan vaque à ses occupations. Il ne pleut pas. Si les femmes ont sorti les parapluies, c'est pour en faire des ombrelles contre un soleil qui tombe dru. Les hommes sont torse nu, luisants de sueur, affairés autour de leurs ateliers de réparation de cycles ou leurs petits restaurants à ciel ouvert. D'autres ont tiré leurs chaises longues et s'y affalent, la mine ensommeillée. Wuhan est une ville méridionale : on aime y camper sur le trottoir, au milieu des casseroles et des tables de mah-jong.

« PREMIER FRONT »

Il faut se rapprocher de la « ligne de front » pour mieux comprendre le combat qui s'y mène. Chapelet d'entrepôts et de bâtisses datant du début du siècle, la corniche qui borde le Yang-tseu est quadrillée par des policiers se déplaçant en side-cars. La circulation est interdite par endroits en vertu de l'état d'urgence. En grimpant sur le pont qui relie les quartiers de Hankou et de Wuchang, on aperçoit enfin l'« ennemi » : une masse d'eau étale, orgueilleuse, envahissante, qui a noyé les berges et s'attaque inexorablement aux digues de ce nœud de communications fluviales d'où partent d'ordinaire les chargements à destination de Nankin ou de Shanghaï.

Aujourd'hui tout est figé, immobile. Plus au nord, en amont du fleuve, on voit poindre le péril : un horizon d'embruns où les flots se *marient à un ciel violacé. Plus au* sud, en aval, des péniches bâchées de bleu sont solidement amarrées. Elles contiennent des roches. A la première brèche, elles seront jetées contre les digues pour les colmater.

Wuhan patiente dans un sentiment relatif de sécurité. Environ 70 000 militaires sont mobilisés pour assurer sa défense, soit la plus forte présence de l'Armée populaire de libération (APL) en ces lieux depuis la victoire des communistes en 1949. Mais on les voit peu, à l'exception de camions enserrés dans des filets de camouflage qui traversent furtivement la ville. Ils partent vers le « premier front », plus en amont, là où se concentrent les « combats ».

Pour l'essentiel, ce sont les civils enrôlés par les autorités qui veillent sur le cœur de la cité. Chaque « unité de travail » a dépêché ses équipes le long du Yang-tseu ou de son affluent, la rivière Han. *« Nous avons déjà vingt ouvriers surveillant en permanence une portion de digue de la Han. En cas d'alerte, une cinquantaine doivent être en mesure de partir à tout moment du jour ou de la nuit. Si la situation empire à nouveau, ce chiffre d'ouvriers mobilisables se montera à une centaine »*, explique Michel Bernard, directeur de l'usine de DCAC, société mixte associant Citroën au constructeur chinois Dongfeng.

L'avenue Yanjiang, qui borde le Yang-tseu, est une succession de campements de fortune tenus par ces « unités de travail ». Des groupes de civils – certains badgés comme pour une conférence – font le guet sous des bâches de plastique, vaguement rafraîchies par l'hélice poussive d'un petit ventilateur. A proximité sont entassés des sacs de sable qu'on hissera sur la digue en cas de nécessité. *« On est chargé de rapporter la moindre montée des eaux »*, dit Xiao Zhou, un cheminot qui surveille le pont reliant la montagne de la Tortue à la montagne du Serpent, ouvrage construit par les Russes dans les années 50.

BANDEROLES

Un peu plus loin, un campement est tenu par deux étudiants d'un institut universitaire technique. Assis sur un tabouret, Wang Qin, inscrit dans un cours de construction navale, se dit *« fier »* de participer à la défense de Wuhan. Il assure des gardes de six heures par jour, et ce, pendant une semaine. A côté, ce sont deux dames de la mairie du quartier qui veillent : elles se chargent des journées avant d'être relayées par les hommes la nuit.

Pour entretenir l'ardeur des troupes, des banderoles sont déployées tout au long de la digue. On peut y lire des slogans du type : *« Il faut lutter d'un même cœur contre les inondations »* ; *« Il faut faire corps avec la digue pour protéger le fruit de la réforme »*. Ou encore celui-là, sacrificiel : *« Il faut surveiller la digue jusqu'à la mort »*. Mais pour l'instant, la mort rôde dans les lointaines campagnes. Pas à Wuhan, bienheureuse forteresse à sauver coûte que coûte.

Frédéric Bobin

Les cadres « lâches » sanctionnés

Le Parti communiste chinois a lancé, jeudi 13 août, une sévère mise en garde contre les cadres locaux *« lâches »* ou *« corrompus »* et annoncé qu'il avait commencé à sanctionner ceux qui refusent d'exécuter les ordres dans la lutte contre les inondations. *« Un petit nombre de cadres du parti n'ont pas été à la hauteur. Certains se sont enfuis plutôt que de braver la mort, tandis que d'autres ont refusé d'exécuter les ordres venus d'en haut de peur de nuire à certains intérêts dans les localités qu'ils contrôlent »*, précise une circulaire de la commission centrale de discipline du parti publiée par le *Quotidien du peuple*. Ces cadres ont été *« sanctionnés »* en raison de l'*« impact négatif »* de leur attitude sur les autres membres du parti. Le journal ne précise pas la nature des sanctions. – *(AFP.)*

L'offensive victorieuse des talibans aurait été financée par l'Arabie saoudite

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

« Le temps est désormais venu pour les talibans d'achever leurs deux objectifs : restaurer la paix et faire de l'Afghanistan un véritable Etat islamique », a affirmé, jeudi 13 août, depuis Kandahar (Sud-Est du pays) où il réside, le mollah Mohammed Omar, fondateur et chef suprême des talibans. Dans une rare interview, accordé au journal pakistanais *The News*, il s'est déclaré confiant dans la capacité des talibans à s'emparer des régions qui échappent encore à leur contrôle pour *« qu'un pouvoir central puisse être établi dans le pays et que la Charia* [loi islamique] *y soit imposée »*. Il a ajouté que son gouvernement n'avait pas d'arrière-pensées contre l'Iran et les républiques d'Asie.

Sur leur lancée victorieuse et une semaine après la prise de Mazar-i-Sharif, la grande ville du Nord afghan, les talibans poursuivent en effet irrémédiablement leur avance et semblent vouloir désormais en finir au plus vite. Jeudi, l'aviation des talibans a bombardé, à plusieurs reprises, la ville de Bamiyan, capitale du fief des Chiites dans le massif montagneux du Hazaradja. Cette attaque semble montrer que les talibans n'ont pas l'intention de recourir au blocus de la région comme ils l'avaient fait l'hiver dernier mais de l'attaquer frontalement pour la contrôler rapidement.

Descendant du nord, les talibans ont, d'autre part, engagé contre le commandant Ahmed Shah Massoud la bataille du tunnel de Salang. Les troupes du commandant Massoud, qui refluent vers la vallée du Panshir, ont fait sauter le pont de Farkhar pour tenter de couper la route vers la province du Badakshan et sa capitale, Faizabad. Le président en titre, Burhanuddin Rabbani, a pour sa part quitté cette ville, jeudi, vers une destination inconnue. Les Nations unies ont interrompu tous leurs vols vers Faizabad. Au nord de Kaboul, les combattants talibans affirment attendre des ordres pour passer à l'offensive, toujours contre le commandant Massoud.

Rien ne semble désormais pouvoir interrompre une victoire militaire des talibans. L'opposition l'a implicitement reconnu en affirmant qu'elle allait désormais revenir à la tactique de guérilla qui lui avait réussi contre les troupes soviétiques. *« Nous avons été dans une position pire quand les Russes étaient ici, mais nous les avons battus »*, a ainsi affirmé le Dr Abdallah, *porte-parole du commandant Massoud. La différence est toutefois* que les talibans ne sont pas des étrangers et qu'après vingt ans de guerre et d'anarchie, la grande majorité de la population semble aspirer à la paix à tout prix.

« AU NIVEAU DU CARNET DE CHÈQUES »

Très bien préparée et conduite, l'offensive des talibans doit beaucoup, affirment de très bonnes sources, à un financement massif et récent de l'Arabie saoudite. Chef des services spéciaux saoudiens, le prince Turki al Fayçal s'est entretenu récemment avec le mollah Omar. Et s'il a bien été question, lors de cet entretien, des activités du milliardaire Oussama Ben Laden, que les Saoudiens demandent aux talibans de contrôler, on peut penser que le sujet de l'Afghanistan a aussi été longuement débattu. *« Dans toute cette offensive, il y a eu très peu de véritables batailles*, observe un spécialiste. *Tout semble se passer au niveau du carnet de chèques, y compris chez les Chiites. »*

S'il y a bien des morts et des blessés, leur nombre ne semble pas proportionnel à l'ampleur de l'avancée talibane et des sources indépendantes confirment les nombreux ralliements obtenus financièrement par les talibans. Ces derniers ont, d'autre part, reçu récemment 400 nouveaux pick-up (camionnettes sur lesquelles on peut monter des mitrailleuses) toujours immatriculés, selon un témoin, à Charjah, dans les Emirats arabes unis.

Politiquement, la Russie et l'Iran, principaux soutien de l'opposition, ont de nouveau, jeudi, monté le ton. Premier vice-ministre russe des affaires étrangères, Boris Pastukhov a accusé les talibans de *« massacres ethniques »* lors de la prise de *Mazar-i-Sharif. Celle-ci est une ville majoritairement ouzbek* et chiite, alors que les talibans sont des Pashtounes. Affirmant que la Russie n'avait pas l'intention d'intervenir militairement en Afghanistan, il a averti que, si la communauté internationale ne faisait pas pression *« l'Afghanistan pourrait devenir un siège du terrorisme international »*. M. Pastukhov a enfin accusé le Pakistan d'intervenir directement aux côtés des talibans.

Le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi, a pour sa part exigé de nouveau la libération *« immédiate »* des onze Iraniens qui se trouvaient, selon l'Iran, à Mazar-i-Sharif lors de la prise de la ville. Le sort de ces personnes demeure inconnu. Les talibans affirment qu'ils ne les détiennent pas. Ils ont fait atterrir, jeudi, à Kaboul les avions de l'ONU en provenance de Bamiyan et Faizabad pour contrôler leurs passagers. Selon un responsable de l'ONU, ces fouilles sont intervenues après un avertissement du ministère des affaires étrangères à Kaboul, *indiquant que tout Iranien pris sur le territoire afghan* sans autorisation serait jugé pour espionnage.

Françoise Chipaux

L'Iran s'interroge sur l'avenir de son influence en Afghanistan

IL EST DIFFICILE de ne pas voir une ironie de l'histoire dans l'indignation de l'Iran après la prise en otage, par les talibans, de ses dix diplomates et du correspondant de l'agence de presse officielle Irna, à Mazar-i-Sharif. L'Iran n'a-t-il pas été pionnier en la matière, en séquestrant dans leur chancellerie en 1979, et pendant 444 jours, une cinquantaine de diplomates américains ? Il est vrai que c'était il y a dix-neuf ans et que, depuis, l'Iran révolutionnaire s'est assagi.

ANALYSE

Pour Téhéran, les talibans sont un instrument de la politique américaine d'« isolement de l'Iran »

Même si elles n'en pensent toujours pas moins, les autorités iraniennes n'en sont plus à s'interroger publiquement, comme elles le faisaient encore en 1996, sur le *« degré de connaissance de l'islam »* des talibans, ni à s'indigner de leurs comportements *« violents, bornés et réactionnaires »*, qui *« nuisent à la réputation de l'islam »*. Téhéran invoque désormais l'Etat de droit et la Convention de Vienne. Au-delà de l'affaire des diplomates, la progression des talibans en Afghanistan est inquiétante pour Téhéran. Et ce, pour des raisons qui vont du problème des réfugiés et du trafic de drogue à celui, plus sérieux à terme, de l'influence américaine et pakistanaise en Afghanistan – c'est d'ailleurs Islamabad que Téhéran tient pour responsable de la sécurité et du sort de ses diplomates kidnappés à Mazar-i-Sharif – et de l'attitude qu'adopterait, envers la République islamique, un régime taleb bien installé. Sans oublier la crainte d'une perte d'influence dans un pays persanophone, dont le séparent 945 kilomètres de frontières.

« Le problème de la paix en Afghanistan est avant tout le problème de ses voisins. Aussi longtemps que l'Iran et le Pakistan ne tireront pas dans la même direction, il y aura des problèmes », déclarait en avril le médiateur de l'ONU en Afghanistan, Lakhdar Brahimi. Islamabad et Téhéran n'ont cessé, au cours des dernières années, d'annoncer leur volonté de coopérer, mais ces engagements sont restés lettre morte.

Lors de l'occupation soviétique, Téhéran a soutenu sans réserve tous les groupes de moudjahidins, avec une préférence pour les chiites qui avaient des bureaux en Iran. Après le départ de l'armée rouge, la République islamique a tenté d'amener à Kaboul un gouvernement qui lui serait favorable, suscitant l'ire du Pakistan et de l'Arabie saoudite, qui ont contrecarré ce dessein.

Par la suite, Téhéran a apporté alternativement ou simultanément son soutien à différentes factions parfois ennemies. La seule constante de cette politique aura été d'appuyer le président Burhanuddin Rabbani.

NOMBREUSES INCONNUES

C'est en 1995, lorsque les talibans se rapprochent de sa frontière en prenant le contrôle de l'ouest de l'Afghanistan, que l'Iran, qui a accueilli sur son territoire des chefs afghans chassés par les talibans – notamment Mohammed Ismail Khan, gouverneur militaire de Herat, *Gulbuddin Hekmatyar*, ex-premier ministre et chef du Hezb-i-Islami –, s'est employé à favoriser la constitution de la plus large coalition possible contre les « étudiants en religion ». L'aide militaire et humanitaire qu'il leur fournissait était livrée, à l'aéroport de Mazar-i-Sharif, au général ouzbek Abdoul Rashid Dostom, chef du Jumbesh-i-Milli, qui en assurait la redistribution. La chute de Mazar-i-Sharif est *donc un coup dur pour* Téhéran.

L'Iran n'a toutefois pas ménagé ses efforts, ces dernières années, pour promouvoir une solution politique, plaidant pour un gouvernement de coalition, clamant qu'aucune faction ne peut gouverner seule l'Afghanistan et mettant en garde sans relâche contre toute *« ingérence étrangère »* dans ce pays. Il a organisé plusieurs rencontres et conférences qui n'ont débouché sur aucun résultat. Ses efforts diplomatiques en direction de la Russie et des Républiques d'Asie centrale hostiles aux talibans non plus.

Pour Téhéran, nombreuses sont aujourd'hui les inconnues. Un Afghanistan entièrement contrôlé par les talibans cherchera-t-il à déstabiliser son voisin par opposants iraniens interposés ? Que fera l'opposition afghane après sa défaite ? Quid de l'attitude des Etats-Unis qui, jusqu'à *tout récemment*, étendaient au territoire afghan la politique d'« endiguement » de la République islamique, en particulier pour ce qui concerne les voies de transport des ressources énergétiques de l'Asie centrale ? La timide ouverture entre Téhéran et Washington n'est-elle pas encore trop embryonnaire pour renverser la tendance ? Mercredi en tout cas, Téhéran a à nouveau accusé les Etats-Unis d'utiliser les talibans comme un instrument de la politique d'*« isolement de l'Iran »*.

A plus court terme, la progression fulgurante des talibans, qui contrôlent désormais 80 % du pays, risque d'entraîner un exode massif de réfugiés vers le territoire iranien. Ceux-ci sont déjà au nombre de un million et demi en Iran. S'il est vrai qu'ils constituent un sous-prolétariat bon marché, ils n'en pèsent pas moins de plus en plus sur une économie en crise, dans un pays où le chômage augmente.

Ils sont par ailleurs l'un des vecteurs principaux du trafic de drogue, contre lequel l'Iran tente de barricader ses frontières, théâtre ces dernières semaines d'un important renforcement de présence militaire. Le président Mohamad Khatami a suggéré, en juin, la mise en place d'*« une ceinture de sécurité autour de l'Afghanistan »*, pour éradiquer ce trafic.

Mouna Naïm

L'enquête sur les attentats contre les ambassades américaines progresse

LE VISAGE ruisselant de larmes, le président américain Bill Clinton a solennellement accueilli, jeudi 13 août, les corps de dix des douze Américains tués lors des attentats contre les ambassades des Etats-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam. Enveloppés d'un drapeau américain, portés par des membres d'une garde d'honneur militaire, les dix cercueils ont été sortis d'un avion-cargo et placés délicatement dans des corbillards qui attendaient sous un hangar de la base aérienne d'Andrews, au son du *Plus près de toi mon Dieu*, joué par un orchestre militaire.

« Chacun ici aujourd'hui prierait pour ne pas être là, mais nous ne pouvions être nulle part ailleurs », a déclaré M. Clinton. *« Nous sommes venus rendre hommage à douze fils et filles fiers qui ont péri à l'autre bout du monde, mais qui n'ont jamais oublié l'Amérique. »* La dépouille d'une victime avait déjà été rapatriée aux Etats-Unis mercredi matin à la demande de sa famille, et celle d'une femme était restée au Kenya.

Au moins dix-sept personnes sont interrogées par la police à Nairobi et Dar es-Salaam et le FBI a assuré jeudi que l'enquête *« progresse bien »*, même si elle n'en est qu'à ses débuts. Les agents du FBI ont identifié *« certaines parties de la voiture piégée »*, qui a dévasté les alentours de l'ambassade américaine dans la capitale kenyane, a déclaré l'agent fédéral américain Sheila Horan, responsable de l'enquête. Plus de 20 groupes d'enquêteurs, chacun comprenant un agent du FBI et un enquêteur kenyan, ont été mobilisés après l'attentat. Des agents du FBI prennent part aux interrogatoires de tous les suspects, a-t-elle ajouté.

La police détient *« environ cinq »* suspects, qui doivent être interrogés, a déclaré le commissaire adjoint du département des enquêtes de la police judiciaire kenyane (CID) Peter Mbuvi, sans préciser leurs nationalités. L'un des suspects avait été arrêté sur le site, juste après l'explosion. *« Nous n'avons pas encore décidé si nous allons ou non les inculper »*, a déclaré M. Mbuvi, précisant qu'ils ont été interpellés à cause de leurs *« activités suspectes »*.

DERNIER BILAN : 257 MORTS

A Dar es-Salaam, 12 personnes – 6 Soudanais et 6 Irakiens – sont toujours détenues. La police a libéré mercredi un Australien d'origine somalienne travaillant pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et, jeudi, un homme d'affaires turc.

Le bilan des deux attentats du 7 août s'élevait jeudi matin à 257 morts : 247 dans la capitale kenyane, dont 12 Américains, et 10 dans la capitale tanzanienne.

D'après le bulletin *Foreign Report*, publié à Londres par le groupe *Jane's*, le fondamentaliste islamiste Oussama Ben Laden, tenu pour le principal commanditaire possible des deux attentats anti-américains, a conclu en février un pacte anti-américain avec un haut responsable des Gardiens de la révolution iraniens. Ils auraient décidé d'unir leurs efforts contre les Etats-Unis et de soutenir les musulmans de Bosnie et du Kosovo.

Toutefois, dans un entretien publié jeudi par le quotidien pakistanais *The News*, le mollah Mohammed Omar, chef des talibans afghans, qui accordent l'asile à Ben Laden, affirme qu'il *« ne pense pas »* que ce dernier *« soit derrière les attentats »* du Kenya et de la Tanzanie. *« Comment un homme vivant comme un réfugié en Afghanistan pourrait-il parrainer des attentats aussi loin en Afrique ? »*, s'est demandé le mollah Omar.

Le *Foreign Report* estime qu'une éventuelle participation à des actes extrémistes des Gardiens de la révolution s'inscrirait dans la lutte entre réformateurs et conservateurs à Téhéran. D'après cette publication, le Soudan aurait récemment abrité des rencontres entre des groupes islamistes extrémistes iraniens, palestiniens et égyptiens. – *(AFP, Reuters.)*

هكذا من الإهمال

CONJONCTURE L'emploi a progressé de 0,5 %, au deuxième trimestre, dans le secteur marchand, soit 65 000 postes supplémentaires, selon des données provisoires publiées vendredi 14 août. Cela porte les créations à 266 000 sur douze mois, soit une croissance de 2 % par rapport à juin 1997. ● L'INDUSTRIE (0,2 %) et le tertiaire (0,7 %) en ont profité, même si la progression de l'emploi fléchit dans ce dernier secteur. La construction ne perd plus d'emplois depuis le début de l'année. ● *PLUSIEURS SECTEURS*, comme l'informatique, la restauration et le bâtiment, ont beaucoup de mal à trouver les salariés qu'ils recherchent. Les cabinets de consultants recrutent. ● *LES JEUNES* ont toujours du mal à s'insérer sur le marché du travail. Les emplois-jeunes dans les secteurs public et parapublic expliquent en grande partie la baisse du chômage enregistrée par cette catégorie.

La croissance économique a fait naître 266 000 emplois en un an

L'emploi salarié a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 1998, à un rythme sensiblement moins soutenu qu'au premier (0,7 %). La reprise pousse chômeurs et salariés à se montrer plus exigeants quant aux emplois qui leur sont proposés et à leur rémunération

APRÈS un premier trimestre exceptionnel, marqué par la création de 95 200 postes supplémentaires (0,7 %), l'emploi salarié a progressé à un rythme un peu moins soutenu (0,5 %) au deuxième trimestre de 1998, un niveau identique à celui des trois dernier mois de 1997, selon les données provisoires publiées, vendredi 14 août, par le ministère de l'emploi et par l'Insee. L'économie a créé 65 000 emplois entre avril et juin, portant la hausse de l'emploi à 2 % sur douze mois. Un conseiller de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, observe qu'avec 13 652 400 salariés dans le secteur marchand, la France compte un nombre d'emplois jamais atteint depuis décembre 1990, qui avait marqué la fin de la période de croissance 1987-1990. Cependant, plusieurs secteurs (informatique, hôtellerie...) ne trouvent pas les salariés qu'ils recherchent *(lire ci-dessous)*.

C'est toujours le tertiaire qui tire les créations d'emplois (0,7 %). Le léger tassement par rapport au trimestre précédent (1 %) est peut-être dû à une moindre progression de l'intérim (comptabilisé dans les services aux entreprises et, donc, le tertiaire) et à un recours accru aux contrats à durée déterminée dans l'industrie. Ce secteur enregistre, pour le deuxième trimestre consécutif, une légère progression de ses effectifs (0,2 %). Cette poussée est cohérente avec le relatif optimisme des industriels, dont les carnets de commandes sont bien remplis pour les mois à venir dans de nombreux secteurs. Quant à la construction, elle n'a pas perdu d'emplois entre avril et juin, ce qui constitue déjà un signe positif pour ce secteur longtemps sinistré.

Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 162 000 entre septembre 1997 et juin 1998, et le rythme des créations d'emplois s'est accéléré à partir de la fin de 1997, le gouvernement tablant sur l'émergence d'environ 270 000 emplois dans les secteurs concurrentiels en 1998.

Comme au début de 1995, l'industrie commence à recréer des emplois

CRÉATIONS ET PERTES D'EMPLOIS — en milliers

ENSEMBLE DES SECTEURS — 120, 80, 40, 0, -40, -80, -120 — 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998

INDUSTRIE — 100, 80, 60, 40, 20, 0, -20, -40, -60 — 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998

TERTIAIRE — 100, 80, 60, 40, 20, 0, -20, -40, -60 — 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998

CONSTRUCTION — 100, 80, 60, 40, 20, 0, -20, -40, -60 — 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998

La reprise de l'emploi, qui profite à Lionel Jospin, s'était légèrement amorcée sous Alain Juppé. Elle est plus importante que celle qui avait marqué l'année 1994 et le début de 1995, alors qu'Edouard Balladur était à Matignon. Avec 13 652 400 salariés fin juin, la France retrouve le niveau d'emplois qu'elle avait en décembre 1990, à la fin de la phase d'expansion 1987-1990.

A qui profite ce double mouvement ? A chaque retour de la croissance, la même question revient. La direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère de l'emploi donne de premiers éléments de réponse en analysant « *les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de dix salariés et plus au second semestre 1997* » (*Premières informations*, nº 34.1). L'amélioration de la conjoncture se confirmant, les entreprises ont d'abord consolidé leurs effectifs au troisième trimestre 1997 en stabilisant ou en renouvelant des contrats de courte durée, « *avant de procéder à des embauches massives au quatrième trimestre* », constatent les experts du ministère du travail.

Les petites entreprises ont été plus réactives que les grandes, et elles ont commencé à embaucher dès la fin de l'été 1997. Globalement, les patrons ont préféré attendre la fin de l'année et, surtout, le début de 1998 pour accroître leurs effectifs de manière significative, notamment les sociétés de taille plus importante. Cela confirme l'analyse d'un responsable de l'ANPE d'Ile-de-France, qui note une nette reprise des embauches dans les entreprises de 200 à 400 salariés entre janvier et juin (+ 19 % par rapport à la même période de 1997).

Les salariés ont davantage bougé dans les trois derniers mois de 1997 (sorties accrues), ce qui témoigne, selon la Dares, d'un « *net regain de dynamisme du marché de l'emploi* ». Les experts relèvent une hausse des démissions, bon indicateur de la confiance des salariés et de la fluidité du marché du travail. Un signe, certes ténu, montre que le rapport de force entre demandeurs d'emploi et entreprises s'est un peu rééquilibré au profit des premiers.

Le marché du travail n'en reste pas moins sélectif. En période de reprise, le diplôme constitue une sorte de prime à l'embauche d'autant plus forte que ce diplôme est solide. Entre mars 1997 et mars 1998, le risque chômage s'est accru pour les bacheliers et les bac + 2, indiquait l'enquête annuelle de l'Insee. Davantage que le diplôme, c'est la qualification qui compte. Ainsi, employés et ouvriers non qualifiés ont moins profité de la reprise que les ouvriers qualifiés, même si ces derniers restent durement touchés par les licenciements économiques (en baisse sensible depuis un an). Les cadres ont été, selon les experts de la Dares, les premiers bénéficiaires de la reprise. Une telle progression au second semestre 1997 « *suggère une amélioration des perspectives d'embauche pour les diplômés sortant du système éducatif* », notent-ils.

L'IMPACT DES EMPLOIS-JEUNES

Le handicap de la non-qualification pose la question du coût des bas salaires. Ce débat a été relancé, début août, par la publication du rapport sur la réforme des charges patronales de Sécurité sociale que le premier ministre avait demandé à l'économiste Edmond Malinvaud, ancien directeur général de l'Insee (*Le Monde* du 6 août).

La réactivité du marché du travail à la reprise économique s'explique notamment par le très fort développement de l'intérim, estime Jean-Pierre Revoil, directeur général adjoint de l'Unedic. L'assurance-chômage a constaté que, en juin 1998, il y avait 38 % d'intérimaires de plus qu'en juin 1997, soit un total de 549 000 personnes. « *La propension des chefs d'entreprise pour l'intérim est plus forte qu'au moment de la reprise de l'emploi en 1994*, ajoute M. Revoil. *Cela évite des goulets d'étranglement dans les entreprises.* »

Les jeunes de moins de vingt-cinq ans ont été, en apparence, les premiers bénéficiaires de la reprise, puisque le nombre des inscrits à l'ANPE a baissé de 13 % en un an (520 000). En fait, les emplois-jeunes y sont pour beaucoup. Fin juillet, Mme Aubry annonçait que 105 000 *emplois-jeunes* avaient *été* créés, dont 74 000 embauches déjà réalisées. Sans ces emplois financés par l'Etat entre 80 % et 100 % d'un SMIC, les résultats seraient moins brillants. Selon l'enquête sur les mouvements de main-d'œuvre, en effet, « *en dépit de la reprise, la part des plus jeunes dans les embauches continue à se réduire* ». La vie active semble se concentrer, plus que jamais, entre vingt-cinq et cinquante ans.

Jean-Michel Bezat

Les perspectives des collectivités locales

Les collectivités locales et les établissements publics locaux pourraient recruter 45 000 personnes, en 1998, dans le cadre du plan emplois-jeunes, selon une enquête du Centre national de la fonction publique territoriale parue dans le premier numéro (juillet) de *Note de conjoncture sur l'emploi territorial*. Cette estimation s'appuie sur l'état des conventions passées ou en cours de signature avec l'Etat. Elle ne précise pas dans quels secteurs ces jeunes sont embauchés. Les employeurs sont des communes (68,6 %), des établissements publics territoriaux – notamment des structures intercommunales (19,6 %) –, des départements (11,1 %) et des régions (0,7 %). Il faut préciser que certaines communes bénéficient de subventions d'autres collectivités.

Le BTP manque d'ouvriers spécialisés

RECHERCHE soudeurs, menuisiers, plombiers, désespérément... Toutes les agences de travail temporaire font le même constat : le secteur du bâtiment souffre d'un manque de main-d'œuvre. Le BTP est totalement pris de court par une reprise du marché inattendue. Bien que des signes précurseurs fussent apparus fin 1997, la Fédération française du bâtiment était restée pessimiste : elle tablait alors sur une croissance zéro pour l'année 1998. Après sept ans de crise et la suppression de 900 000 emplois, on ne s'attendait pas à un redémarrage, accompagné d'une hausse de 12,4 % des permis de construire, au début de 1998. Du coup, la demande en main-d'œuvre a augmenté, dans les agences d'intérim, de 27 % au premier semestre.

UN VOYAGE CONTRE UNE RECRUE

Adecco, Manpower et Vediorbis, les trois grands du travail temporaire, sont confrontés à une pénurie d'ouvriers spécialisés. « *Jusqu'à récemment, nous avions trois à quatre candidatures pour un même poste. Aujourd'hui, on peut s'estimer satisfait lorsque l'on en a deux* », observe Denis Pennel, chargé de la communication chez Manpower. Electriciens, peintres et maçons se font rares sur le marché du travail temporaire, d'autant plus que les entreprises, quand elles le peuvent, préfèrent recruter elles-mêmes ces professionnels « *que l'on s'arrache* ».

Même si l'été est traditionnellement une période de forte activité, les chiffres parlent d'eux-mêmes : tandis qu'en 1997 on plaçait 20 000 personnes par jour dans le bâtiment chez Manpower, on est passé aujourd'hui à 26 000. Même constat chez Vediorbis, qui enregistre une hausse de 12 000 personnes. La croissance de ce secteur sur le marché de l'intérim (27 %) reste néanmoins inférieure à la croissance globale du marché du travail temporaire (34 %).

Les agences usent de tous les moyens pour trouver de nouvelles recrues. Vediorbis a mis au point un système de parrainage, destiné à trouver de nouveaux intérimaires par cooptation : en contrepartie du service rendu, le « parrain » peut participer à un tirage au sort au terme duquel des lots sont offerts, dont un voyage en Tunisie. « *La réussite de l'opération est telle que nous allons la prolonger durant le mois de septembre* », indique Denis Perrot, directeur marketing de Vediorbis. Manpower mise davantage sur sa notoriété et sur son réseau pour faire face à la « fuite » des intérimaires, qui décrochent des contrats à durée indéterminée dans les entreprises.

Malgré de gros efforts dans le domaine de la formation, qui a enregistré une hausse de 50 % des effectifs sur les cinq dernières années, « *les mesures restent visiblement insuffisantes* », estime Martine Vallet, directrice marketing chez Adecco. C'est en partant de ce constat que le leader du travail temporaire en France a décidé de mettre en place, à la rentrée, l'opération « Découvrir les métiers dans les entreprises », destinée à former des élèves de collèges techniques.

Il est possible qu'une accalmie suive la forte augmentation des derniers mois. « *Nous avons jusqu'à maintenant profité de l'effet de la croissance économique*, souligne M. Pennel, *mais il y a fort à parier que nous allons assister à un tassement dans l'avenir.* »

Emmanuel Paquette

Les secteurs touchés par la pénurie de main-d'œuvre

MANPOWER, numéro deux de l'intérim, a pour la première fois, en mai et juin 1998, analysé les secteurs « en manque ». La société a constaté que pour 100 000 personnes détachées chaque jour par ses soins dans les entreprises, 5 000 offres d'emploi ne sont pas pourvues. Elle a donc lancé l'enquête auprès de cent agences-tests et envisage de généraliser cette démarche auprès de ses 700 agences. Industriels, cabinets de recrutement, de conseils aux entreprises confirment l'effervescence du marché de l'emploi et identifient les secteurs où la pénurie s'amorce.

● **Informatique-télécommunication** : la pénurie d'informaticiens touche les entreprises du secteur (sociétés de services – SSII –, cabinets de conseil spécialisés) mais également les entreprises industrielles et les banques. En février, le besoin des entreprises était évalué à 10 000 (*Le Monde* du 19 février). « *Les cabinets de conseil informatique comme Cap Gemini, Andersen Consulting nous recrutent directement à la sortie de l'école*, confirme un étudiant d'une école de commerce de la région de Poitiers. *Ils proposent de nous former pendant quelque mois à l'informatique, car ils manquent cruellement de consultants spécialisés.* » Ernst & Young, cabinet de conseil, prévoit d'embaucher 150 à 200 personnes dans sa branche conseil pour répondre, principalement, aux entreprises qui refondent leurs systèmes d'information avant l'échéance de l'an 2000.

Les cabinets de recrutement soulignent, eux aussi, cette tendance. Pour Marc Lamy, PDG de Boyden France, « *nous assistons depuis six mois à une très forte augmentation des demandes de spécialistes informatiques, télécommunications et Internet, de la part des SSII ou des grands groupes étrangers voulant s'installer en France* ». « *Il y a pénurie* », résume-t-il. Selon Charles Chabod, « *directeur-organisation* » de Michael Page, « *le moral des entrepreneurs est au beau fixe* ». « *Nous nous attendons à une explosion des demandes à la rentrée*, dit-il, *pour les informaticiens dans le secteur des télécoms. Pour satisfaire la demande, nous devons réfléchir à des partages de temps entre différentes entreprises.* »

Même écho chez le leader du travail temporaire Adecco. Pour Martine Vallet, directrice marketing, « *nous manquons d'informaticiens face aux demandes des entreprises pour préparer l'euro et l'an 2000* ».

● **Consultants** : portés par la demande liée au passage aux 35 heures, à l'« externalisation » croissante des services, les réorganisations entraînées par les fusion-acquisitions, etc., les cabinets de conseil recrutent. Ainsi, Gemini consulting a prévu l'embauche de 200 personnes, soit 30 % de plus qu'en 1997.

● **Bâtiment** : les agences de travail temporaire, principaux pourvoyeurs de main-d'œuvre du secteur, annoncent la pénurie *(lire ci-contre)*.

● **Industrie** : c'est le premier manque souligné par l'enquête de l'entreprise de travail temporaire Manpower. Sont recherchés manœuvres, ouvriers spécialisés qualifiés, notamment. Adecco souligne le manque de spécialistes mécanique (chaudronniers, régleurs...).

● **Transports** : Manpower et Adecco soulignent la pénurie de chauffeurs-routiers. Pour Tristan d'Avezac, directeur des affaires économiques du SETT (Syndicat des entreprises de travail temporaire), « *cette demande est parallèle à la reprise économique* ». « *Elle est également accentuée par la politique des distributeurs, qui veulent des stocks minimums dans leurs entrepôts de stockage* », précise-t-il.

● **Restauration** : Hotel Assistance, agence de recrutement de personnel hôtelier, signale une augmentation notable des offres d'emplois, depuis un an, qui confine à la pénurie. Elle concerne en priorité le personnel de brigade de cuisine (chef, second, commis), mais aussi le personnel de salle (serveurs, serveuses, sommeliers).

Laure Belot



DÉPÊCHES

■ **PARTI COMMUNISTE : Robert Hue déclare**, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *VSD* (daté 13-19 août), qu'à la rentrée on découvrira un « *nouveau Robert Hue (...) plus radical* ». « *Moi, je suis partisan d'une économie mixte, à dominante sociale. Les socialistes ne peuvent pas dire la même chose* », affirme le secrétaire national du PCF, qui prépare un livre pour la rentrée, comme le relève *L'Humanité* du 14 août.

■ **ÉLECTIONS EUROPÉENNES : Jean-Louis Bourlanges, député européen (UDF), a déclaré**, jeudi 13 août, sur RTL, que la tête de liste de la droite pour les élections européennes de 1999 devra avoir « *fait clairement, d'emblée, le choix de la monnaie unique, c'est-à-dire* [avoir] *voté "oui" au référendum sur Maastricht* ». Selon M. Bourlanges, la personne qui conduira la liste peut venir « *de Force démocrate, de Démocratie libérale ou être issue du RPR, peu importe* ».

■ **RÉGIONS : Christian Estrosi, président du groupe RPR du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, propose**, dans une lettre aux présidents des groupes RPR des cinq autres régions que la gauche dirige avec une majorité relative (Ile-de-France, Centre, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie), une rencontre au mois de septembre. Le député des Alpes-Maritimes souhaite définir avec eux « *une stratégie politique commune quant à l'attitude à tenir au sein de ces six assemblées régionales* ».

■ **ÉLECTIONS SÉNATORIALES : Paul Natali (DVD), ancien président du conseil général de Haute-Corse, a reçu officiellement**, mercredi 12 août, le soutien du comité RPR du département pour les élections sénatoriales du 27 septembre. Il « *recevra très certainement l'investiture officielle de L'Alliance qui regroupe le RPR, l'UDF et Démocratie libérale* », a précisé le RPR.

هكذا من الاصل

LOISIRS Apparue au cours des grandes grèves de l'hiver 1995, la mode des rollers s'est transformée en trois ans en sport de masse. Une enquête récente estime à 4 millions le nombre de personnes s'adonnant à cette pratique en France. ● À LA FOIS sport et moyen de transport, le roller se banalise notamment auprès des femmes et des familles, adeptes des balades qui permettent de redécouvrir la ville. ● LES JEUNES, eux, préfèrent lui donner une image rebelle, le « street », en utilisant le mobilier urbain pour des acrobaties. ● CET ENGOUEMENT trouve sa traduction, à Paris, dans la « randonnée » du vendredi soir, où plusieurs milliers de personnes, pratiquant tous les styles, se retrouvent pour un long cortège dans les rues de la capitale. ● LES POUVOIRS PUBLICS réfléchissent à un statut pour ce nouveau mode de déplacement urbain.

Les rollers se taillent une place croissante dans le paysage urbain

Au cours des trois dernières années, la mode des patins en ligne s'est transformée en phénomène de société. A la fois sport de masse et mode de transport écologique, le roller attire des publics variés et suscite une nouvelle convivialité

LES FABRICANTS de roller skates se souviennent avec émotion des grandes grèves de l'hiver 1995. En provoquant une longue paralysie des transports en commun, l'annonce du plan Juppé sur le système de protection sociale avait alors eu le mérite inattendu de populariser dans la capitale un moyen de locomotion original et écologique : le roller. De cet hiver providentiel est née une mode, bientôt suivie par une explosion spectaculaire des ventes.

Loisir ou moyen de transport, le roller est devenu en trois ans un sport de masse. Selon une enquête réalisée par le cabinet d'études Sport Lab, il y aurait aujourd'hui en France 4 millions de personnes pratiquant le roller, en moyenne trente à trente-cinq jours par an. Dans les grands magasins de sport, les rayons de « glisse urbaine » occupent chaque année un peu plus de place. En 1992, l'année où est apparu en France le roller « in-line » présentant toutes les roues sur le même axe, 20 000 paires de patins à roulettes ont été vendues. Cette année, les ventes devraient frôler les 2 millions de paires, pour un marché estimé à 500 millions de francs.

TOUTES GÉNÉRATIONS MÊLÉES

« Nous sommes entrés dans une phase de renouvellement, observe Jérôme Elbaz, directeur commercial chez Salomon. *Les gens qui ont acheté leur première paire il y a quelques années "pour essayer" s'équipent désormais avec des produits plus performants.* » Spécialisé dans la randonnée et le ski, Salomon vient de se lancer sur ce secteur en misant, avec succès, sur des produits haut de gamme vendus à plus de 1 000 francs. *« Le développement du roller est aussi lié à la capacité de pratique,* observe Jérôme Elbaz. *Le marché se développe fortement partout où il y a des pistes cyclables.* »

Aujourd'hui, la présence du roller s'est banalisée. *« C'est devenu un phénomène de société,* s'enthousiasme Adeline Le Men, présidente de l'association Roller Squad Institut (RSI). *Les Français se sont rendu compte que c'était un moyen de redécouvrir la ville, mais aussi un outil de communication interfamilial et interprofessionnel.* » La grande majorité des patineurs sont des adeptes du « fitness », une pratique qui séduit surtout les femmes et les amateurs de grandes randonnées en famille. *« Des grands-parents viennent nous voir pour apprendre à patiner et pouvoir accompagner leurs petits-enfants »*, raconte Adeline Le Men.

« La balade, c'est bien, mais ça devient saoûlant, à la fin, de toujours vouloir aller d'un point à un autre », commente Boris, treize ans, conseiller occasionnel chez un revendeur de matériel « agressive ». A ses pieds, une paire de roller « street », plus épais, plus solides, munis d'une encoche au milieu des quatre roues, *« pour mieux se caler sur les rebords des trottoirs, ou mieux descendre sur les rampes d'escalier ». « Sur les anciens patins de 1994-1995, il fallait les creuser soi-même, à l'usure, sur les murets »*, ajoute-t-il.

Chez les adolescents, le « street » suscite un réel engouement, qui consiste à utiliser le mobilier urbain pour glisser ou créer des figures acrobatiques. Bancs, trottoirs, rampes d'escalier deviennent les accessoires de ces cascades à roulettes, ponctuées d'inévitables « vautres » (chutes). Comme tous les autres sports de glisse, le roller convient à l'image de « rebelle » que veulent se donner les jeunes casse-cou. *« Ils sont contre tout,* résume un vendeur spécialisé. *Ils ont besoin de se démarquer dans la ville, en utilisant le mobilier urbain.* » En Suisse, quelques maires ont trouvé la solution au problème des bancs rongés par les rollers en installant du mobilier renforcé, adapté aux chevauchements sauvages des « streeters ». *« Malheureusement, en France, on est très mal équipés,* constate Eric Cakpo, vingt-deux ans, gérant d'un magasin spécialisé. *Il n'y a pratiquement pas d'infrastructures pour accueillir les streeters. C'est pour ça qu'on n'a pas de champions. Ici, les jeunes ne peuvent pas progresser.* »

Combiné avec le bus ou le métro, le roller se développe surtout comme un moyen de locomotion alternatif. *« C'est une bonne façon de se faire les fesses,* constate Marie, vingt-huit ans, qui s'en sert pour tous ses déplacements. *J'ai toujours une petite paire de chaussures sur moi et un T-shirt de rechange. » « Dimanche, j'ai fait mon marché en roller,* assure Liliane, cinquante-trois ans. *J'ai acheté des œufs et des tomates. J'ai réussi à rentrer à la maison sans faire d'omelette.* »

Du côté des pouvoirs publics, on commence à prendre conscience des bénéfices à tirer de ce mode de transport écologique et de ce loisir « *qui occupe les jeunes* », mais qu'il s'agit désormais d'intégrer dans la ville. La présence de plus en plus nombreuse des patineurs sur les trottoirs ou sur la chaussée pose le problème de leur cohabitation avec les autres usagers du bitume, piétons, cyclistes et automobilistes. Un groupe de travail, réunissant la prévention routière, la préfecture de police, les ministères de la jeunesse et des sports, de l'intérieur, de l'équipement, des transports et des membres d'associations, planche tous les mois depuis septembre 1997 pour faire évoluer la réglementation, qui assimile encore le patineur à un piéton.

STATUT À PLUSIEURS VITESSES

Depuis des années, RSI se bat pour la création d'un statut du roller, qui se rapprocherait de celui du cycliste. Il prendrait en compte les différentes vitesses des patineurs : les plus rapides pourraient circuler sur les pistes cyclables, les plus lents seraient autorisés à rester sur le trottoir. La préfecture de police, qui n'envisage pas de créer d'aménagements spécifiques pour le roller, souhaite en revanche l'ouverture de sites d'apprentissage qui pourraient s'ouvrir dans les bois de Boulogne et de Vincennes. *« Il est grand temps que les adultes prennent en considération les attentes des ados,* souligne-t-on au Roller Squad Institut. *On aimerait bien un roller-park dans Paris.* »

En attendant la création d'infrastructures adaptées, Adeline Le Men ne ménage pas ses efforts pour responsabiliser les patineurs. *« La ville est un terrain de jeu qui appartient à tous et qu'il faut savoir respecter,* rappelle-t-elle. *C'est un problème de citoyenneté. Les enfants doivent apprendre qu'ils ne sont pas seuls sur une île déserte, que le plaisir est directement lié à la protection de soi et des autres. On ne fait pas du roller pour devenir handicapé.* »

Alexandre Garcia

La « rando » du vendredi soir, entre défilé de mode et rendez-vous familial

ILS ONT D'ABORD VU la police, quatre motards filant en pleine nuit dans la rue Bonaparte. Escorte ministérielle ? Cortège diplomatique ? Derrière les policiers, pas de limousine, seulement des cris et une masse sombre qui s'avance rapidement. Sous les yeux du jeune couple médusé, une armée de patineurs hurlant de joie envahit soudain la chaussée : des milliers de corps en sueur défilent en rangs serrés, dans un tonnerre de sifflets et de coups de Klaxon. *« Il y a eu une première vague et, depuis, ça ne s'arrête plus »*, lance le mari. Quelques secondes de stupéfaction, et sa femme enchaîne : *« Où est-ce qu'il faut s'inscrire ? On va s'entraîner pour y aller. »*

REPORTAGE

« On a commencé en 1993. On était trente. C'étaient des randonnées sauvages

Il est 23 heures. La fièvre du vendredi soir bat son plein au cœur de Paris. Une demi-heure avant, quatre à cinq mille patineurs ont quitté la place d'Italie pour cette randonnée nocturne de 25 kilomètres à travers la capitale, organisée par l'association Pari Roller. *« On a commencé en 1993, avec un groupe qui patinait à la dalle Montparnasse,* se souvient un vétéran. *A l'époque, c'étaient des randonnées sauvages. On roulait hyper speed sur la chaussée et sur le trottoir. On était trente. Aujourd'hui, c'est plus connu, c'est devenu une grosse structure, ouverte à tout le monde.* »

Tous les vendredis soir, cette grande messe du roller rassemble une foule hétéroclite et bon enfant. Anciens de la rando, amateurs d'un soir, athlètes gays, jeunes couples BCBG, bandes de jeunes, tous se mêlent joyeusement dans un cortège multicolore, traversé par quelques météores aux cheveux décolorés. Dans ce défilé de mode baroque, les shorts moulants l'emportent sur les robes légères, les torses nus côtoient les T-shirts du PMU, les crânes rasés brillent sous la sueur. L'esprit de la rando, c'est le mélange des genres, le brassage social, la fête gratuite pour tous les âges.

A Denfert-Rochereau, Edmond, soixante-six ans, un T-shirt jaune de Pari Roller sur le dos, prend la tête du cortège et fixe la cadence. *« Ici, ça va vite, c'est pour les personnes expérimentées,* prévient-il. *Le problème, c'est les débutants qui viennent pour la première fois et qui ont du mal à négocier les descentes.* » Avec des pointes de vitesse à 40 km/h, les chutes ne sont pas rares. *« La nuit, on roule beaucoup plus vite, on est plus courageux que dans la journée,* observe Anna, vingt-deux ans. *Mais quand une personne se plante devant vous, ça peut provoquer une avalanche.* »

A l'avant, des bras se lèvent pour annoncer un ralentissement : le cortège marque une pause devant le jardin du Luxembourg. Chacun essaie de retrouver son groupe d'origine, rapidement dilué au fil des kilomètres. Les mieux équipés dégainent leur portable : *« Allô, t'es où là ? Sur le trottoir, derrière le camion ? »*

Dans la foule, le « camel bag », ce réservoir équipé d'une pipette qui permet de boire sans s'arrêter, distingue les vrais sportifs des patineurs occasionnels. *« J'ai mis à peine 1 litre »*, lance Julien, quarante-huit ans, qui se *« marre surtout dans les côtes, quand tous les mecs sont sciés à moitié chemin. »*

Nettement moins branché, le coussin antichute collé aux fesses de Lamia, vingt-cinq ans, qui se demande comment elle va tenir jusqu'au retour à la place d'Italie, prévu vers 1 heure. Pistolets à eau, cornes de brume, feux clignotants complètent la panoplie des protections traditionnelles.

« JE VIENS POUR DRAGUER »

Le cortège repart, direction la Seine. Les pavés de Saint-Germain-des-Prés concassent les mollets. *« Il y a quand même suffisamment de boulevards bien goudronnés à Paris pour éviter de se payer des gratons ou des pavés »*, grogne un vétéran, un sifflet autour du cou. Sur le pont du Carrousel, c'est le bouchon. *« Depuis que la "rando" est sortie de la clandestinité, c'est un peu embouteillé,* observe Jean-Claude, trente-huit ans. *C'est plus difficile qu'avant, faut slalomer.* » Pendant que les sportifs assurent le spectacle, une brigade de policiers en roller veille à la sécurité du cortège, comme à celle des piétons. *« Les flics en roller, ils sont franchement cool,* observe Eric, vingt-deux ans. *Ils sont pas là pour faire la loi. Ils roulent, ils ont de la cadence, ils ont pas une grosse technique mais ils savent s'arrêter.* »

A 23 h 45, la tête du cortège arrive à la gare de l'Est. Aux terrasses des cafés, les touristes se lèvent, Caméscope à la main. Un crépitement de flashs illumine la foule à roulettes. Un couple de muets se renseigne à l'entrée d'une brasserie, leurs mains survoltées trouvant mal les mots pour décrire le spectacle auquel ils assistent.

Le long du canal Saint-Martin, Arnaud, vingt ans, patine tranquillement, les mains occupées à rouler un joint. *« Je viens surtout pour draguer,* explique-t-il. *C'est simple, sur cinq mille personnes, il y a au moins 80 % de filles, pas de racaille et une super-sécurité.* » L'abordage à roulettes n'est pourtant pas un sport de tout repos. *« Les filles, il faut pouvoir les rattraper,* soupire Bernard, cinquante-cinq ans. *Elles sont souvent très bonnes.* »

A. Ga.

La police patine aussi

Une unité de policiers circulant en patin à roulettes a été créée en juin pour encadrer les différentes manifestations de roller qui rassemblent chaque week-end des milliers de personnes dans la capitale. *« Au début, on a eu droit à quelques sarcasmes,* confie Pascal Fubini, responsable de l'unité. *Maintenant, les gens nous applaudissent à la fin des randonnées. La police en roller passe très bien. Tous les arrondissements sont demandeurs.* » En marge des deux grandes randonnées du week-end, la brigade assure aussi la sécurisation des principaux sites de patinage à Paris, sur l'esplanade du Trocadéro, la place du Palais-Royal ou la place de la Bourse. *« Le roller s'inscrit dans la durée,* affirme Pascal Fubini. *On doit le prendre en compte. Il y a déjà des réaménagements de l'espace urbain, avec la création des pistes cyclables, et de notre côté une augmentation de la tolérance. On a vraiment besoin de développer ces moyens de locomotion écologiques. Personne ne croit plus au retour à la confidentialité du roller.* »

Un groupe de huit pirates de la route a été interpellé en région Rhône-Alpes

LYON
de notre correspondant régional

Les gendarmes de l'Ain et du Rhône ont mis fin aux agissements d'une bande de huit jeunes malfaiteurs, qui détroussaient des automobilistes circulant la nuit sur des routes secondaires de la région Rhône-Alpes. Les membres de ce groupe, âgés de dix-sept à vingt-cinq ans, originaires de la banlieue lyonnaise, ont été interpellés, jeudi 13 août, à leurs domiciles, dans des squatts ou dans des lieux publics, tous situés à Rillieux-la-Pape (Rhône). Les gendarmes, qui étaient sur leurs traces depuis plusieurs jours, sont intervenus simultanément après avoir arrêté celui qu'ils considèrent comme le *« meneur »* de la bande des pirates de la route, un jeune homme de vingt-trois ans dont l'identité n'a pas été révélée. Les huit malfaiteurs ont ensuite été placés en garde à vue à la gendarmerie de Bourg-en-Bresse (Ain) où ils étaient toujours interrogés vendredi matin.

La bande a écumé les routes de la région entre le 19 juillet et le 6 août. Elle opérait toujours de la même manière. Après avoir volé une voiture dans la banlieue de Lyon quelques heures plus tôt, ses occupants, généralement trois ou quatre, armés et cagoulés, agressaient au milieu de la nuit des automobilistes circulant seuls. Ainsi, le 19 juillet à 4 heures, ils dépouillèrent une femme âgée de soixante ans puis la violèrent. Le 5 août, trois conducteurs furent détroussés et brutalisés dans l'Ain. Le lendemain, quatre autres automobilistes subissaient le même sort près de Chambéry (Savoie) et à Pont-de-Beauvoisin (Isère) après avoir révélé le numéro de code de leurs cartes de crédit. Leurs méfaits accomplis, les pirates brûlaient le véhicule qu'ils avaient volé. Au total, les gendarmes ont recensé huit agressions du même type sur les routes de la région. Celles-ci devaient cesser après la mise en place d'un dispositif de surveillance qui fut déployé autour de Lyon et dans les départements du Rhône et de l'Ain.

Les gendarmes ont pu disposer assez vite de renseignements sur plusieurs membres du groupe. Identifiés il y a quelques jours, ceux-ci furent pris en filature puis finalement interpellés pendant la journée du 13 août. Selon les responsables de la brigade départementale des recherches de l'Ain, les huit individus arrêtés étaient déjà connus des services de gendarmerie ou de police pour *« des faits banals dans les banlieues »*. Mais les gendarmes se déclarent surpris par la *« montée en puissance très rapide »* de ces jeunes dans le domaine de la grande délinquance. Ceux-ci devaient être présentés au parquet de Bourg-en-Bresse vendredi ou samedi.

Claude Francillon



Les propriétaires de logements locatifs ne bénéficieront d'aides fiscales qu'en contrepartie d'une baisse des loyers

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT au logement, Louis Besson, devrait, d'ici la fin août, proposer à l'arbitrage du premier ministre une réforme des aides fiscales à l'investissement locatif. Le système actuel d'amortissement dans le neuf – dit « amortissement Périssol » – serait sensiblement modifié et les aides dont bénéficient les propriétaires de logements locatifs anciens seraient accrues.

Le nouveau *« statut du bailleur privé »*, annoncé par Louis Besson il y a un an, devait initialement faire l'objet d'un projet de loi sur l'habitat à l'automne. Si l'idée d'une loi semble désormais incertaine, le secrétaire d'Etat au logement tient bon sur le principe énoncé : les 6 milliards annuels d'aides fiscales dont bénéficient, depuis deux ans, les seuls investisseurs privés dans le neuf seront, désormais, distribués autrement. Dans le neuf comme dans l'ancien, les aides ne seront plus accordées qu'en contrepartie d'un plafonnement des loyers.

Les bénéficiaires de l'actuel amortissement Périssol, plébiscité par les professionnels de l'immobilier, peuvent retrancher de leurs revenus imposables 10 % du prix d'acquisition du bien pendant quatre ans (dans la limite de 100 000 francs par an) et 2 % pendant les vingt années suivantes. Seule contrepartie exigée : louer pendant neuf ans. Les professionnels de l'immobilier reconnaissent que cet avantage peut multiplier par deux ou trois le rendement de l'investissement. Le dispositif devait s'arrêter fin 1998 mais il a été prolongé jusqu'en août 1999. Un sursis que le gouvernement souhaitait mettre à profit pour changer les règles du jeu.

GARANTIE DE REVENUS

Dans le neuf, le niveau de l'amortissement serait révisé à la baisse : les investisseurs ne pourraient plus déduire de leurs revenus imposables que 8 % du montant de l'acquisition pendant cinq ans. La durée de l'engagement à louer pourrait être réduite (éventuellement de neuf à six ans) mais les loyers seraient soumis à un plafonnement et les locataires à des plafonds de ressources. Le secrétariat d'Etat propose d'imposer une décote des loyers d'environ 20 % sur le prix du marché.

Dans l'ancien, le secrétaire d'Etat au logement souhaite augmenter la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers dont bénéficie tout propriétaire qui encaisse des loyers. Elle passerait de 14 % à 25 %. Même contrepartie : accepter de pratiquer des loyers plafonnés, soumis à un conventionnement.

Dans le cadre d'un accord signé le 29 juillet (*Le Monde* du 7 août), les collecteurs du 1 % logement se sont, en outre, engagés à financer un fonds de garantie des loyers et charges. En cas d'impayés, les bailleurs privés de logements conventionnés seront assurés de récupérer le montant des loyers pendant neuf mois maximum sur la durée du bail (trois ans). A charge, pour le collecteur du 1 % logement, de récupérer les sommes avancées aux locataires par le biais d'un prêt sans intérêt. Seuls pourront bénéficier de cette garantie les bailleurs privés louant à un salarié d'une entreprise assujettie au 1 % logement, les salariés en situation de mobilité professionnelle et les jeunes de moins de trente ans à la recherche d'un premier emploi.

Christine Garin

هكذا من الأصل

Le Limousin se dote d'une stratégie pour échapper à la marginalisation

Face aux « mécanismes de métropolisation et de mondialisation », la région, considérée comme une des plus pauvres de France et d'Europe, cherche à inventer sa propre logique de développement à long terme avec l'« opération Limousin-2017 »

LIMOGES
de notre correspondant

L'intitulé sonne comme un ordre de mobilisation : *« opération Limousin-2017 »*. En fait, c'est un travail de prospective territoriale qu'entreprend la moins peuplée (725 000 habitants) des régions de la France continentale. Il s'agit, selon les termes de Robert Savy (PS), son président, de *« prendre en compte de manière approfondie les mutations en cours et les grands enjeux de l'avenir »*, afin de se donner les moyens de *« faire les meilleurs choix stratégiques possibles »*. Le chef de projet, Benoît Lajudie, chargé de mission au conseil régional, illustre le propos par une métaphore maritime : *« Il s'agit d'inspecter l'état du bateau, de juger de l'état de la mer et de la météo, et de déduire de ces paramètres une méthode de navigation. »*

« Plusieurs échéances importantes approchent : la préparation du nouveau contrat de plan Etat-région (2000-2006), celle du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu par la loi Voynet en gestation, l'évolution des politiques régionales européennes, dans le double contexte du passage à l'euro et de l'élargissement à l'Est », explique Robert Savy. *« Ces échéances sont évidemment les mêmes pour toutes les régions, mais le Limousin qui*, ajoute-t-il, *ne concentre pas d'énormes moyens démographiques, industriels, scientifiques* [doit les aborder] *avec des marges de manœuvre serrées, entre les logiques de métropolisation et de mondialisation. »* Il est condamné à *« être plus agile et plus réactif que les autres régions »*.

L'« opération Limousin-2017 » va se concrétiser d'ici la fin de l'année. Un comité de pilotage vient d'être constitué, qui comprend quarante-quatre membres, préfets, conseillers régionaux, fonctionnaires des directions régionales des principales administrations, présidents des trois conseils généraux, maires et élus municipaux, universitaires, responsables des chambres consulaires, des organisations syndicales, agricoles, patronales et artisanales. Début septembre, douze groupes de travail thématiques seront constitués, avec des spécialistes et des professionnels, à *l'exclusion des élus. Ils plancheront* sur trois grands thèmes : les *activités*, avec *l'évaluation des ressources productives, scientifiques, technologiques* ; la *société*, *c'est-à-dire* la démographie, l'appareil de *formation*, les *pratiques sociales et* culturelles ; enfin, le registre territorial, la *réalité démographique de* la région et la répartition de ses acteurs. Il leur est demandé de remettre, fin 1998, des *« rapports d'étape du diagnostic prospectif »*. Ensuite, le rapport général « Limousin-2017 » est appelé à devenir la charte commune des décideurs régionaux, administratifs, élus et professionnels.

Ce n'est pas une première dans la région. La méthode n'y est pas nouvelle. En 1987, *avait été lancée* une démarche du même type, « Limousin 2007 ». *Il s'agissait*, à partir d'une analyse globale des faiblesses et des atouts régionaux, d'imaginer une prospective à la *fois réaliste et optimiste pour les* vingt ans à venir. On avait rodé la *même technique de travail en* groupe, gérée par le BIPE (Bureau *d'informations et de prévisions* économiques, émanation de la Caisse *des dépôts et consignations*), sous la responsabilité de Bernard Bobe, professeur à l'Ecole centrale.

A mi-parcours, le conseil régional a senti la nécessité de faire le point et de dresser un bilan. Le bureau d'études parisien Progective a reçu mission de comparer les prévisions du document de départ et la réalité de l'évolution pendant cette décennie. *« Bilan globalement positif*, a conclu la sociologue Fabienne Goux-Gaudiment, qui a dirigé l'enquête. *le Limousin en est sorti plus riche d'énergies communes, plus cohérent, et ses acteurs plus lucides sur les efforts qu'ils ont encore à déployer. Sans doute ont-ils appris à regarder l'avenir autrement. La décennie suivante devra être celle de la transformation, au sens sportif du terme. »*

> « Le fait urbain a été un progrès historique, il ne l'est plus, il y a des inversions possibles à imaginer », estime M. Peyronnet, président (PS) du conseil général de la Haute-Vienne

Quelques anticipations faites en *1987 ont été démenties depuis dix* ans. Au chapitre des sous-estima*tions, selon le rapport d'étape*, la persistance et la gravité de la *baisse démographique* et de la déprise agricole, la stagnation de *l'emploi tertiaire (qui n'est pas* parvenu à compenser les saignées agricoles et industrielles). Ont, à l'inverse, été surestimés : les espoirs de flux migratoires positifs, censés rééquilibrer le déficit de la balance naturelle naissances/décès, la vitesse de développement de l'agroindustrie et des nouveaux secteurs (biotechnologie, nouveaux matériaux, domotique...) sur lesquels la région espérait appuyer son essor. Autant de constats qui ont fait juger nécessaires une réflexion supplémentaire et un nouvel horizon. 2007 est devenu 2017. L'enjeu pour le Limousin est de *« se pérenniser en tant que territoire de développement »*.

C'est que, périodiquement, ressurgit le débat sur la taille des régions dans un espace européen unique, et l'hypothèse d'une disparition – dans un ensemble plus vaste – du Limousin, présenté comme la plus petite région de la France continentale. *Ce qu'il n'est* pas : il est plus étendu que l'Alsace, l'Ile-de-France, la *Haute-Normandie*, le Nord–Pas-de-Calais, la Franche-Comté. *Plus vaste aussi* qu'un certain nombre de régions *allemandes, espagnoles, italiennes* ou britanniques. Mais il est parmi *les régions les moins peuplées*.

C'est pourquoi il préfère plutôt *travailler sur les paramètres territoriaux* que sur les données démographiques. *Avec l'hypothèse* selon laquelle une petite région, à identité *forte, où les contacts* sont faciles et immédiats, est mieux *armée qu'une région d'existence* purement administrative pour *mener la politique de développement* durable dont l'exigence commence à faire la trame de tous les discours officiels, à l'image de *la loi d'orientation présentée* par Dominique Voynet le 29 juillet.

Cette notion de proximité est centrale dans la pensée politique *régionale. Un autre fait récent*, parallèle à « Limousin-2017 » le confirme : la constitution, le 2 juillet, par les maires Alain Rodet (PS, Limoges) et Jacques Santrot (PS, Poitiers) d'une association entre *les deux capitales régionales* voisines (120 kilomètres) pour renforcer *leur complémentarité et fédérer* les deux réseaux régionaux déjà *constitués : une constellation de* sept villes – *« la Grande Ourse »*, *aime à dire Alain Rodet* –, Limoges–Brive–Tulle en Limousin, *Poitiers-Angoulême-La Rochelle*-Niort en Poitou-Charentes, qui ont *pour point commun de rester* des pôles moyens dans un espace rural *sans métropole unique*. Ces réseaux régionaux visent également à remplir leurs fonctions urbaines – rayonnement économique, social, universitaire, culturel – sans subir la contrepartie des crises et des coûts qui sont désormais le lot des grandes concentrations. Commentaire de Jean-Claude Peyronnet, président (PS) du conseil général de la Haute-Vienne : *« Le fait urbain a été un progrès historique, il ne l'est plus, il y a des inversions possibles à imaginer. »* C'est le pari d'une nouvelle modernité que le Limousin essaie d'inventer.

G. Ch.

TROIS QUESTIONS À... ROBERT SAVY

1 La comparaison par l'Insee des 196 régions européennes (*Le Monde* du 14 août) place le Limousin en queue de peloton. Cela surprend-il le président (PS) du conseil régional ?

Franchement, non. Elle confirme par les chiffres un phénomène que nous vivons depuis longtemps au quotidien. Mais c'est très utile qu'elle apporte cette confirmation. Les gouvernements nationaux ont tendance à occulter une évolution que, pour ma part, je juge très préoccupante : à savoir que les niveaux de développement global des Etats se rapprochent, mais que les disparités internes à chaque Etat ne cessent de se creuser. Ce qui signifie que la cohésion territoriale est de plus en plus mise en péril, et que le risque s'accroît d'aller vers l'hypertrophie de quelques mégalopoles – avec tous les coûts sociaux que génère cette hypertrophie –, aux dépens d'une désertification tout aussi socialement ruineuse des zones rurales.

2 Comment redresser la barre ?

A mon sens, il faut prendre conscience que la cohésion territoriale est une dimension indissociable de la cohésion économique et sociale de l'Union européenne. C'est l'unité du territoire commun qui est en jeu, a fortiori si l'on se prépare à l'élargir à l'Est. Dans ma fonction de président de la commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée des régions d'Europe, j'ai pu constater qu'il y avait là une exigence générale et une nécessité forte. Le traité d'Amsterdam a commencé à prendre en compte cette idée, et c'est un pas en avant. Il est indispensable que Bruxelles s'interroge en permanence sur les conséquences territoriales des politiques communautaires, et que la logique des fonds structurels européens soit maintenue et même renforcée.

3 Dans cette perspective, quelle marge d'initiative reste-t-il aux pouvoirs nationaux ?

Si l'Europe veut atteindre l'objectif qu'elle revendique, elle doit se fixer des points de convergence. Elle vit actuellement sous le règne du principe de subsidiarité, qui est une auberge espagnole. Pour les régions les plus fortes, ce principe signifie souvent « Laissez-nous nous enrichir ». Si l'Europe veut se construire comme un espace homogène et dynamique, elle ne peut y parvenir qu'en veillant à la cohésion de son territoire.

Propos recueillis par Georges Chatain

Le grand ballon d'Alsace troque sa tour contre une sphère

STRASBOURG
de notre correspondant

Depuis quelques jours, les engins de démolition se sont attaqués à la tour plantée sur le flanc du grand ballon, le point le plus haut des Vosges (1 424 mètres). Cette bâtisse rectangulaire de 14 mètres de haut, érigée il y a un demi-siècle à 1 250 mètres d'altitude, était en effet un relais hertzien devenu aujourd'hui inutile. Il a été remplacé par un radôme moderne, sur une boule blanche d'une quinzaine de mètres de diamètre, et plusieurs grandes antennes, construites depuis 1995 et mises en service en juillet.

La tour quinquagénaire relayait de nombreux services de communication, téléphone, radio et télévision. Pendant longtemps, elle avait été habitée jour et nuit par des gardiens chargés de sa surveillance, comme un phare sur l'océan. Depuis, des appareils automatiques avaient pris leur succession. La construction de cette tour de béton avait provoqué, à l'époque, l'irritation des amoureux des crêtes vosgiennes. Sa destruction s'est engagée avec beaucoup d'égards : le cahier des charges imposé à l'entreprise de démolition dans cet écosystème fragile des Hautes-Vosges est extrêmement strict.

DÉMOLITION PAR BOULE

Le grand ballon est, en effet, inclus dans le périmètre du parc naturel régional des ballons d'Alsace. Il est, par ailleurs, bénéficiaire d'un arrêté de protection des biotopes pris par le préfet du Haut-Rhin en 1990, qui interdit jusqu'aux promenades en dehors des sentiers balisés. A une dizaine de minutes à pied de la route des crêtes, ancienne voie militaire de la première guerre mondiale, c'est un but classique de randonnées pédestres en été et de ski de fond en hiver.

A des explosifs, on a préféré la technique ancienne de démolition par une boule de 800 kilos, avant qu'une pelle mécanique n'attaque les fondations. Les déblais sont tous acheminés vers une usine de recyclage, près de Colmar. Le remblaiement du site sera fait à l'aide de la terre et des pierres conservées après la construction du radôme. La zone sera « renaturée » et les chaumes replantés : dans quelques années, on ne devrait pas soupçonner qu'il y avait sur ces étendues herbeuses une tour de béton. Mais la facture de l'opération sera d'environ 1 million de francs.

Le nouvel édifice, qui ne réjouit pas davantage les écologistes, a été conçu par l'architecte Claude Vasconi. Situé au sommet de la montagne, il est surplombé d'un radar d'approche sphérique utilisé pour les mouvements d'avions des aéroports de Strasbourg-Entzheim, Bâle-Mulhouse et la base aérienne d'avions de chasse de Colmar-Meyenheim. Construit pour la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), il appartient au réseau national des couvertures radar qui permet la gestion du trafic aérien. A ses côtés, des antennes assurent les autres services de télécommunication. Sa construction a coûté 37 millions de francs, dont près de 4 millions pour les mesures de protection de l'environnement.

Lors des débats qui ont précédé cette implantation, les responsables de la DGAC avaient indiqué que, dans vingt ou trente ans, sa tâche pourrait être assurée par des satellites. Le radôme du grand ballon devrait donc, à son tour, disparaître au siècle prochain.

Jacques Fortier

Ouveillan, escale du cœur des stars de la chanson

CARCASSONNE
de notre correspondant

Tous les ans, depuis 1995, une grande star de la chanson française réserve une date, en plein mois d'août, pour le petit village d'Ouveillan (Aude). Jean-Jacques Goldman, le premier, a ouvert la voie, puis ce furent Francis Cabrel, Pascal Obispo et, il y a quelques jours, Patricia Kaas.

Tous sont venus jouer, gratuitement, sur la place du village, devant la cave coopérative viticole de ce gros bourg de deux mille habitants. Tous sont repartis avec pour seul salaire quelques bouteilles, voire des fûts, et en promettant de revenir, comme l'a fait Pascal Obispo cette année pour un duo avec Patricia Kaas.

LA VIGNE DES « RESTOS »

L'origine de ce concert de charité pas comme les autres est une *« belle idée »*, comme le dit Jean-Jacques Goldman lui-même. Celui-ci était venu dans l'Aude, en 1992, à l'invitation du président du Club de la presse de Narbonne, Jean-Paul Chaluleau, parolier de chansons à ses heures et ami du compositeur, pour un récital au profit des sinistrés de la haute vallée de l'Aude, ravagée à l'automne 1991 par des crues torrentielles. *« Les responsables de la cave coopérative d'Ouveillan l'avaient rencontré. Ils voulaient "faire quelque chose" et projetaient d'offrir une vigne aux Restos du cœur »*, témoigne le journaliste.

La *« belle idée »* a fait son chemin, entretenue par un *« coup de foudre réciproque »* entre les viticulteurs audois et le chanteur. Dès la saison suivante, ils plantaient ensemble une *« vigne du cœur »* puis mettaient sur pied le concert de l'été, précédé d'une vente aux enchères de vin de la cave et accompagné d'une cuvée spéciale au nom du parrain, le bénéfice étant intégralement reversé aux Restos.

Cette année, Ouveillan a accueilli Patricia Kaas, tout juste rentrée d'une tournée au Kazakhstan. Particulièrement décontractée et souriante, la chanteuse s'est mêlée au public pour la vente aux enchères et s'est même livrée à un petit *« mano a mano »* avec Pascal Obispo pour l'achat d'un fût de merlot pur. Après un concert de plus de deux heures devant trois mille cinq cents personnes massées sur le parvis de la cave, les deux artistes ont dîné avec les viticulteurs, dans la fraîcheur des chais. Sans bousculade, sans déchaînement de foule, et dans une certaine discrétion : *« C'est ce qui fait l'esprit de la manifestation*, souligne Jean-Paul Chaluleau, *ce qui fait que les chanteurs en parlent entre eux et reviennent. »*

Jean-Jacques Goldman, de son côté, cherche déjà le parrain de la prochaine édition des « Vendanges du cœur ». *« Peut-être une marraine à nouveau. Peut-être même une très grande chanteuse »*, murmure-t-on dans les rues d'Ouveillan, où, quelques jours après le concert, les organisateurs, viticulteurs et bénévoles du village n'arrivent pas à reprendre leur vie normale. *« Un peu comme quand on a vécu ensemble quelque chose de très fort. »*

L'an prochain, les « Vendanges du cœur » vivront un tournant de leur histoire : c'est la vigne des Restos que l'on récoltera.

Laurent Rouquette

(Publicité)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N°: DE/RH-7/98

Le Gouvernement Tunisien a obtenu un prêt de la Banque Mondiale (BIRD) relatif au renforcement des infrastructures des établissements hospitaliers concernés par la réforme de la gestion hospitalière.

Les modalités d'attribution des marchés et règlement des paiements dûs sont précisés sur le cahier des prescriptions spéciales.

L' Appel d'Offres porte sur l'acquisition de Matériels Mobilier Hospitalier.

Le matériel doit avoir origine de tous pays membre de la Banque Mondiale ainsi que la Suisse, Taiwan et la Chine. Les fournisseurs intéressés par le présent avis peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la direction de l'équipement du Ministère de la Santé Publique à partir du 22/07/98.

Les soumissions doivent parvenir au siège du Ministère de la Santé Publique Direction de l'Equipement - Place Bab Saadoun - 1006 Tunis, en trois exemplaires ou remises par porteur sous enveloppe cachetée strictement anonyme, hormis la seule mention obligatoire : Appel d'Offres International N° DE/RH-7/98 «Ne pas ouvrir» accompagnées des pièces suivantes :

1/ Un cautionnement bancaire provisoire égal à 1 % montant de l'offre valable à 150 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2/ Des éléments de preuve justifiant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le marché.

3/ Le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé ainsi que les clauses techniques.

4/ Une attestation de non-faillite ou une déclaration sur l'honneur qu'ils ne sont pas en faillite pour les soumissionnaires domiciliés en Tunisie. Par contre, les soumissionnaires étrangers sont tenus à présenter l'original de non-faillite ou concordat préventif accompagné le cas échéant d'une traduction en arabe ou en français, établie par un traducteur assermenté certifié par les autorités compétentes étrangères et authentifiée par les services de représentation diplomatique et consulaire tunisiens à l'étranger.

5/ Un certificat d'affiliation à la CNSS.

6/ Une attestation de la situation fiscale prévue par la législation en vigueur.

Le dernier délai de réception des plis par le bureau d'ordre central est fixé au 04/09/98.
L' ouverture publique des plis est fixé au 05/09/98 à la direction de l'Equipement à 10 h.

هكذا من الاصل

DISPARITION

■ **NINO FERRER**, chanteur, s'est donné la mort, jeudi 13 août, dans le Lot où il résidait. Il était âgé de soixante-trois ans *(lire page 17)*.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 13 août sont publiés :

● **Balladeurs** : un arrêté portant application du code de la santé publique relatif aux balladeurs musicaux.

● **Ecole** : un arrêté fixant le calendrier des années scolaires 1999-2000 et 2000-2001.



AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Suzy et Michael
ont donné la vie à

Tom,

le 12 août 1998.

Emilienne Ngo Njeng,
Ber Kleinberg,
ses arrière-grands-parents,
Cisèle Job,
Clara et Sacha Kleinberg,
ses grands-parents,
lui souhaitent plein de bonheur pour cent vingt ans.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges Henri ALBERT,
trésorier principal honoraire,
ancien inspecteur principal du Trésor,

survenu le 9 août 1998, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la part de sa famille et des amis.

Les obsèques ont eu lieu, jeudi 13 août, dans l'intimité.

– Les familles Amar, Haddad, Bou-Salah, Cherif et Titri
ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté époux, père, fils, frère et oncle,

le docteur Ahmed Mustapha AMAR,

survenu le 12 août 1998, à l'âge de quarante-sept ans, à Paris.

La levée du corps aura lieu le samedi 15 août, au domicile familial, sis au 87, boulevard des Martyrs, à Alger.

« Nous appartenons à Dieu et vers Lui nous retournerons. »

– Gérard et Mireille Amy
sont bien tristes de faire part du décès de

Paulette AMY,
née BLANCHET,

survenu le 5 août 1998.

« L'important dans la vie, c'est d'être heureux. »

Gérard et Mireille Amy,
12, rue de la Figuière,
13090 Aix-en-Provence.

– M. et Mme Jacques Chevrier,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve CHEVRIER,
née Georgette DAVIRON,

survenu le 10 août 1998, à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Limoges.

130, rue d'Assas,
75006 Paris.

– M. et Mme Jean-Michel Fouquet,
M. et Mme Philippe Fouquet,
M. et Mme Francis Fouquet,
ses enfants,
Frédéric, Hélène, Clémentine, Laurent, Benjamin, François,
ses petits-enfants,
Mlle Anne-Marie Fouquet,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre FOUQUET,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 10 août 1998, à Versailles, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président
Et les membres du conseil d'administration de la Société française d'alcoologie
ont le profond regret d'apprendre le décès de

Pierre FOUQUET,

qui fut leur président fondateur.

Ils expriment à sa famille, à titre personnel et au nom de la société, leurs sincères condoléances et leur vive sympathie.

– Suzanne Jancou,
son épouse,
Alain Jancou,
Michel Jancou,
ses fils,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont le regret de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de

Simon JANCOU,

survenu le 13 août 1998.

Il a fait don de son corps à la science.

88, avenue Albert-Ier,
92500 Rueil-Malmaison.

– M. et Mme Gilbert Rosso,
ses enfants,
Et la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert de KALINOWSKI,
dit Borel-Rosny,

survenu à Carentan, le 11 août 1998, dans sa quatre-vingt-septième année.

Le service religieux sera célébré le lundi 17 août, à 14 h 30, en l'église du Tronquay (Calvados), où un registre à signatures sera ouvert.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne-Billancourt.

– Le 7 août 1998 disparaissait montmartroisement,

Jehan MOUSNIER,
journaliste, écrivain,
maire de la commune libre
de Montmartre.

L'incinération aura lieu le 20 août, à 13 heures, au crématorium du Père-Lachaise à Paris.

Pour un dernier au revoir, Jehan vous attend dans un salon du funérarium des Batignolles, 10, rue Pierre-Ribière, Paris-17e.

– Gabriel Pandolfo,
son époux,
Lucien et Andrée Gobin,
son frère et sa belle-sœur,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur regrettée

Camille-« Mathé » PANDOLFO,
née DUPIN,

le 11 août 1998.

L'inhumation a eu lieu le 14 août, à Montheneau.

35, rue du Lac,
02860 Montheneau.
(Tél. : 03-23-24-72-73).

Remerciements

– Agnès Matarasso
remercie très chaleureusement tous ceux et celles qui ont manifesté leur attachement au souvenir de son père,

Léo MATARASSO,
avocat honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
président d'honneur
de la Ligue internationale pour le droit
et la libération des peuples,
défenseur des droits de l'homme,

décédé à Paris, le 14 février 1998.

Agnès Matarasso,
Les Escures,
15220 Saint-Mamet-La-Salvetat (Cantal).

Anniversaires de décès

– Depuis le 14 août 1987,

François AUBAY

repose dans le massif des Ecrins, et reste présent dans le cœur de ceux qui l'aiment.

Sa famille,
Et ses amis
vous invitent à vous unir aux messes célébrées ce jour, à Vallouise et à Boulogne-sur-Mer.

– Il y a cinq ans, le

docteur Patrice MICHAUD

nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et apprécié.

– A l'occasion du premier anniversaire de la mort de

Maurice SÉRULLAZ,
inspecteur général honoraire
des musées,

survenue le 14 août 1997,
une pensée particulière est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé, estimé.

CARNET DU MONDE
Téléphones :
01-42-17-39-80 01-42-17-29-96 01-42-17-38-42
Fax : 01-42-17-21-36

Manière de voir
Le bimestriel édité par *LE MONDE diplomatique*

Manière de voir 40

Un enjeu politique

Au sommaire

■ Tricoter passé et présent, par **Ignacio Ramonet**. ■ Quand le libre-échange affamait l'Irlande, par **Ibrahim Warde**. ■ Pourquoi l'Union soviétique fascina le monde, par **Moshe Lewin**. ■ Communisme, les falsifications d'un « Livre noir », par Gilles Perrault. ■ De Lénine à Staline, par **Michel Dreyfus**. ■ Tapis rouge médiatique, par **Serge Halimi**. ■ Petits mensonges latino-américains, par **Maurice Lemoine**. ■ Ces archives qu'on manipule, par **Edgar Roskis**. ■ Madagascar : chape de silence sur une effroyable répression, par **Philippe Leymarie**. ■ La France se penche sur sa guerre d'Algérie, par **Philippe Videlier**. ■ Relectures de l'histoire yougoslave, par **Gordana Igric**. ■ L'expulsion des Palestiniens revue par des historiens israéliens, par **Dominique Vidal**. ■ Après l'apartheid, réécrire l'histoire, par **Christine Martin**. ■ Les dessous du pacte germano-soviétique, par **Gabriel Gorodetsky**. ■ Madrid 1936-Sarajevo 1996, par **Juan Goytisolo**. ■ Les bénéficiaires méconnus de la traite des Noirs, par **Elikia M'Bokolo**. ■ Et l'Elysée encouragea un génocide au Rwanda, par **François-Xavier Verschave**. ■ « Ingérence humanitaire » des Etats-Unis en Indochine, par **T. D. Allman**. ■ L'Indonésie, martyre du jeu américain, par **Noam Chomsky**. ■ Libéralisme égalitaire des Jacobins, par **Jean-Pierre Gross**. ■ Suffrage universel, invention française, par **Alain Garrigou**. ■ Parfois, la gauche osa..., par **Serge Halimi**. ■ La Commune de Longwy, par **Pierre Rimbert** et **Rafael Trapet**. ■ Les irréductibles de Longo Maï, par **Ingrid Carlander**. ■ Au miroir de décembre, la part de l'utopie, par **Edgar Roskis**. ■ Cronstadt et ses marins libertaires, par **Ignacio Ramonet**. ■ Enrico Mattei, corsaire contre le cartel du pétrole, par **Fabio Gambaro**. ■ Günter Grass, mauvaise conscience de la nation allemande, par **Brigitte Pätzold**. ■ Contre la désertion intellectuelle, des voix s'élèvent, par **Philippe Videlier**. ■ Décimées par le FBI : les Panthères noires, par **Marie-Agnès Combesque**. ■ C'était aussi ça, la gauche américaine ! par **Serge Halimi**. ■ Ainsi était le « Che », par **Ahmed Ben Bella**. ■ Henri Curiel, citoyen du tiers-monde, par **Gilles Perrault**. ■ Le musée de l'ordre, par **Serge Halimi**.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

Abonnez vous au Monde

Recevez *Le Monde* chez vous et profitez d'une offre spéciale :

48 numéros* GRATUITS

Faites vos comptes :
Vous achetez *Le Monde* chaque jour 7,50 F,
soit au bout d'un an : 2 340 F.
Avec l'abonnement vous ne réglez que 1 980 F soit :
• une économie de 360 F,
• un prix au numéro de 6,34 F.

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde* pour la durée suivante :
☐ 1 AN - 1980 F ☐ 3 MOIS - 562 F
au lieu de 2340 F* au lieu de 585 F*
* Prix de vente au numéro - (Tarif en France métropolitaine uniquement)
je joins mon règlement, soit : ____________ F 801 MQ 003
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*
☐ par carte bancaire N° ____ ____ ____ ____
Date de validité ____ Signature :
☐ M. ☐ Mme Nom : ____________
Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ______
Localité : ____________ Pays : ____________

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2190F	2960F	«Le Monde» (USPS-0009729) is published daily for $ 892 per year «Le Monde» 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518. Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - TEL : 800-428-30-03
3 mois	598F	790F	

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

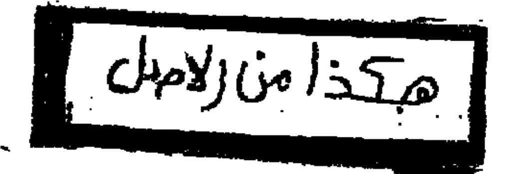
Six écrivains étrangers racontent « leur France »

par Nancy Huston, Mavis Gallant, Eduardo Manet, Norman Spinrad, Gao Xingjian et Abdourahman Waberi

Ils ou elles sont américain, canadien, cubain, chinois ou djiboutien. Tous ont choisi d'écrire leurs livres en France et parfois en français.
Reconnaissant, agacé, amoureux, insolite, leur regard sur notre pays nous réserve bien des surprises.

Tous les jours, du lundi 17 août au samedi 22 août dans Le Monde

Serguei



HORIZONS

ENQUÊTE

5 VOYAGES EN UTOPIES

L'autre fée électricité

Plus de 2 milliards d'habitants de la planète ne seront jamais reliés au réseau électrique. Des panneaux solaires pourraient les faire bénéficier de la lumière

BORIS BERKOVSKI rêve d'apporter la lumière à toute l'humanité ! Il y a encore quelques années, ce scientifique russe de très haut niveau était de ceux qui préparaient un cauchemar. Dans le secret des laboratoires de l'Union soviétique, il se livrait à de complexes manipulations de l'atome. L'objectif était d'installer des réacteurs nucléaires miniatures sur des satellites afin d'approvisionner en énergie un réseau de stations spatiales qui auraient permis à l'ex-URSS de dominer l'espace... et le monde.

L'histoire en a décidé autrement, permettant à Boris Berkovski de changer d'univers. La soixantaine active, l'oeil clair et pétillant, la silhouette courte et le geste volubile, il s'est appliqué à lui-même une perestroïka brutale : désormais, le physicien spécialiste du comportement de la matière ne cherche plus à imposer la version soviétique du bonheur. Il travaille à ce que les autres puissent disposer librement d'une chance de s'épanouir. *« La vie,* dit-il, *est dialectique. »*

Pour changer d'ambition et d'employeur (Boris Berkovski est désormais directeur à la division des sciences de l'Unesco), il s'est trouvé un allié peu commun, le Soleil. Une ressource pacifique, inépuisable et disponible, qu'il entend mettre au service de l'humanité. L'ancien physicien, qui espérait dans sa jeunesse *« trouver quelque chose que Newton n'aurait pas compris »*, veut désormais fournir, grâce au solaire, l'électricité – donc la lumière, l'énergie, la vie – à ceux qui en sont privés. *« Le service que l'énergie solaire peut rendre est incroyable : il change la vie ! »*

Combien sont-ils, gens de nulle part, dispersés dans les savanes et les steppes ou agglutinés dans le fatras sommaire des mégalopoles asiatiques, sud-américaines et africaines, qui ne connaissent de la lumière que celle du jour ou de la lampe à pétrole ? Entre deux et trois milliards d'hommes et de femmes, selon les statistiques forcément imprécises puisqu'elles s'appliquent à des populations qui pèsent si peu... Plus d'un habitant sur trois de la planète n'a jamais vu la fée électricité se pencher sur son berceau, cette bonne fée grâce à laquelle les frontières de l'ombre ont reculé en même temps que celles de l'obscurantisme.

Retard de développement ? Ne suffit-il pas d'attendre que la grande aile du progrès recouvre peu à peu l'ensemble de la planète jusqu'en ses replis isolés ? Tout ce que l'univers comporte d'experts en énergie et en développement, ceux des compagnies pétrolières ou électriques, ceux des institutions internationales, des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche, tous font désormais le même diagnostic : il n'y aura jamais de centrale nucléaire à Tombouctou ni de pylônes escaladant les Andes ou l'Himalaya. Qu'elle soit d'origine fossile – pétrole, charbon ou gaz – ou nucléaire, l'électricité ne sera jamais disponible à satiété dans plusieurs dizaines de pays du monde.

Les gouvernements de ces pays, souvent surpeuplés, après avoir longtemps imaginé que l'énergie issue de centrales et distribuée en réseau leur permettrait à leur tour d'alimenter une production nationale et de décoller économiquement, sont maintenant les premiers à en convenir : trop cher à installer et à entretenir, trop compliqué à gérer et à répartir, l'approvisionnement électrique conçu sur le mode de la production centrale et du réseau distributif est hors de portée. Coûts de production et de transport rendent le produit définitivement réservé à l'autre partie de la planète, le Nord industrialisé, ainsi qu'à quelques îlots de prospérité relative au Sud, centres urbains ou vallées fluviales à proximité des grands barrages. La Chine elle-même, malgré son « grand bond en avant », estime qu'environ 200 millions de ses habitants ne seront jamais reliés à un réseau électrique.

Que reste-t-il alors de l'espérance électrique pour un gros tiers de la planète ? Le Soleil, justement, avec à ses côtés ses petites soeurs des énergies dites renouvelables. Certains croyaient l'utopie écolo du grand astre généreux, apportant la prospérité à l'humanité en lui fournissant une énergie propre, abondante, paisible, décentralisée, autogérée et quasiment gratuite, enfouie au royaume des songes bucoliques. Elle revient en force, adoubée jusque par les nucléocrates d'EDF et les pétroliers de Total, qui développent désormais vis-à-vis du solaire une logique d'entreprise n'ayant plus rien à voir avec une bonne action environnementale. L'utopie n'en est plus vraiment une quand BP ou Shell investissent respectivement 1,2 milliard et 500 millions de dollars (7,2 milliards et 3 milliards de francs) en recherche et développement dans les cellules photovoltaïques. L'utopie acquiert même la vigueur d'une perspective quand les Nations unies décident de lancer un Programme solaire mondial. *« Contrairement à toutes les idées reçues,* répète Boris Berkovski, *le solaire représente la solution la moins utopique. C'est la source d'énergie la plus simple et la plus économique à installer et à entretenir. De toute façon, c'est la seule disponible. »*

A condition, évidemment, que ça marche ! Au Mali, l'hôpital de Ouelessebougou a l'apparence démunie et fruste de la plupart des établissements de brousse en Afrique. Un seul médecin – issu de l'université de Bamako –, un infirmier unique et quelques aides-soignantes pour pratiquer, chaque mois, outre les consultations, une vingtaine d'interventions chirurgicales et environ quatre-vingts accouchements. *« Jour et nuit,* précise le médecin, *car maintenant nous avons toujours la lumière, et cela a tout changé pour nous et pour les malades. »* Dans cette région de 15 000 habitants, qu'aucun fil électrique ne relie au reste du monde – nous ne sommes pourtant qu'à 80 kilomètres de la capitale malienne –, la lumière brille tout le temps à l'hôpital depuis que celui-ci est équipé de panneaux solaires. 5 millions de francs CFA (50 000 francs français) d'investissement ont suffi pour permettre l'alimentation permanente de vingt-quatre lampes, d'un grand réfrigérateur pour conserver médicaments et vaccins et de deux chauffe-eau pour laver les nouveau-nés. Le personnel entretient lui-même panneaux et batteries. Rien de plus aisé : il suffit de changer l'eau des batteries et de dépoussiérer les panneaux. Depuis quatre ans que l'installation fonctionne, l'hôpital n'a pas connu la moindre panne. *« C'est simple, ça marche et ça ne coûte rien »*, résume le médecin en tournant tous les interrupteurs pour faire jaillir la lumière.

Autre exemple au Mali, où le gouvernement d'Omar Konaré, lucide sur les limites du développement de son pays, cherche à mettre en place des technologies adaptées aux moyens de la population. A 200 kilomètres à l'est de Bamako, on atteint le village de Massala par une méchante piste couverte de sable. Ici, avec l'aide d'EDF et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le solaire permet d'alimenter une pompe à eau pour l'irrigation des potagers, quelques reverbères, un réfrigérateur, une télévision et une vidéo dans la maison commune ainsi qu'un téléphone collectif sur batterie. Grâce à l'argent envoyé par leurs enfants immigrés en France ou en Italie, sept familles *ont même équipé* leur pauvre maison en banco de panneaux qui offrent une lumière pâle mais précieuse.

« Le solaire représente la solution la moins utopique. C'est la source d'énergie la plus simple et la plus économique à installer et à entretenir »

DANS l'immensité de la nuit sahélienne, les jeunes se réunissent autour du lampadaire de la place, qui tient lieu d'arbre à palabres. Soudain, deux mots français, inexistants en bambara, surgissent des conversations : ordinateur et Internet. Le monde n'est donc plus totalement inaccessible, même quand on vit à Massala.

Une trentaine de villages – sur treize mille ! – sont ainsi équipés au Mali. La plupart des pays africains, revenus eux aussi des projets démesurés copiés sur le modèle occidental, exsangues de trop de cimetières à « éléphants blancs », empruntent le même chemin. La première tranche du Programme solaire mondial de Boris Berkovski devrait solariser mille villages sur le continent et autant en Amérique du Sud et en Asie, où l'Inde a déjà procédé à des milliers d'installations.

Au regard des habitudes énergivores des pays développés du Nord, l'opération semble bien modeste, presque dérisoire. Quelques watts lâchés dans l'océan du sous-développement ne paraissent pas devoir changer la tendance à la marginalisation de milliards d'individus. Pourtant, à l'étalon des conditions de vie des populations du Sud, l'énergie solaire permet plus que d'éclairer la nuit. Elle enclenche un cycle vertueux au profit de l'ensemble de la communauté villageoise. Yaya Sidibe, directeur du Centre national de l'énergie solaire du Mali, le décrit ainsi : *« D'abord, la source d'énergie solaire permet de développer des activités agricoles, grâce à l'irrigation par pompes à eau, grâce à la conservation par froid ou par séchage. Cela entraîne au-delà de l'économie de subsistance, nos villages entrent dans une économie d'échange qui procure des revenus ; avec l'éclairage des rues et des maisons, l'accès à la télévision, au téléphone, la communication passe, l'isolement recule, la communauté se renforce ; enfin, les conditions de vie s'améliorent : il y a de l'eau chaude, des réfrigérateurs, de la climatisation pour les écoles et les dispensaires. Au bout du compte, cela aide les gens à rester au village, cela les fixe au pays de leurs ancêtres au lieu qu'ils partent dans les villes, que leur croissance rend ingérables, ou plutôt qu'ils s'exilent en Europe, où ils ne sont plus les bienvenus. En se sédentarisant, ils aident aussi à lutter contre la désertification. »*

Pour sa part, Assetou Kone, coordinatrice du projet Femmes-Energie, qui forme des « animatrices du solaire » dans les villages, estime que *« le solaire peut marcher parce qu'il correspond à la culture des communautés villageoises. La production électrique décentralisée permet l'autonomie de ceux qui la mettent en œuvre. La gestion et l'entretien s'opèrent par les villageois eux-mêmes, en particulier par les femmes, sans intervention extérieure, en évitant les technologies sophistiquées d'importation et les dépendances. Le village s'approprie sa lumière et organise la répartition énergétique selon ses propres choix économiques et sociaux. »*

Cette dynamique qui fait préférer la brousse à la ville, dont la lumière, justement, constitue le premier objet de fascination et d'attirance, Boris Berkovski y *croit dur comme fer*. Encore faut-il lui donner les moyens de se développer, car les finances des pays concernés sont bien incapables d'assurer les investissements nécessaires (on estime en moyenne leur capacité de participation à 10 % du coût total). *« Il n'y a pas de problème d'argent,* s'emporte M. Berkovski, *seulement une question de volonté. »* Lui qui a été habitué à travailler pendant plus de trente ans avec des crédits illimités se refuse à *avancer un chiffre : « C'est de toute façon* peanuts, *0,1 à 0,2 % du budget militaire mondial ! »*

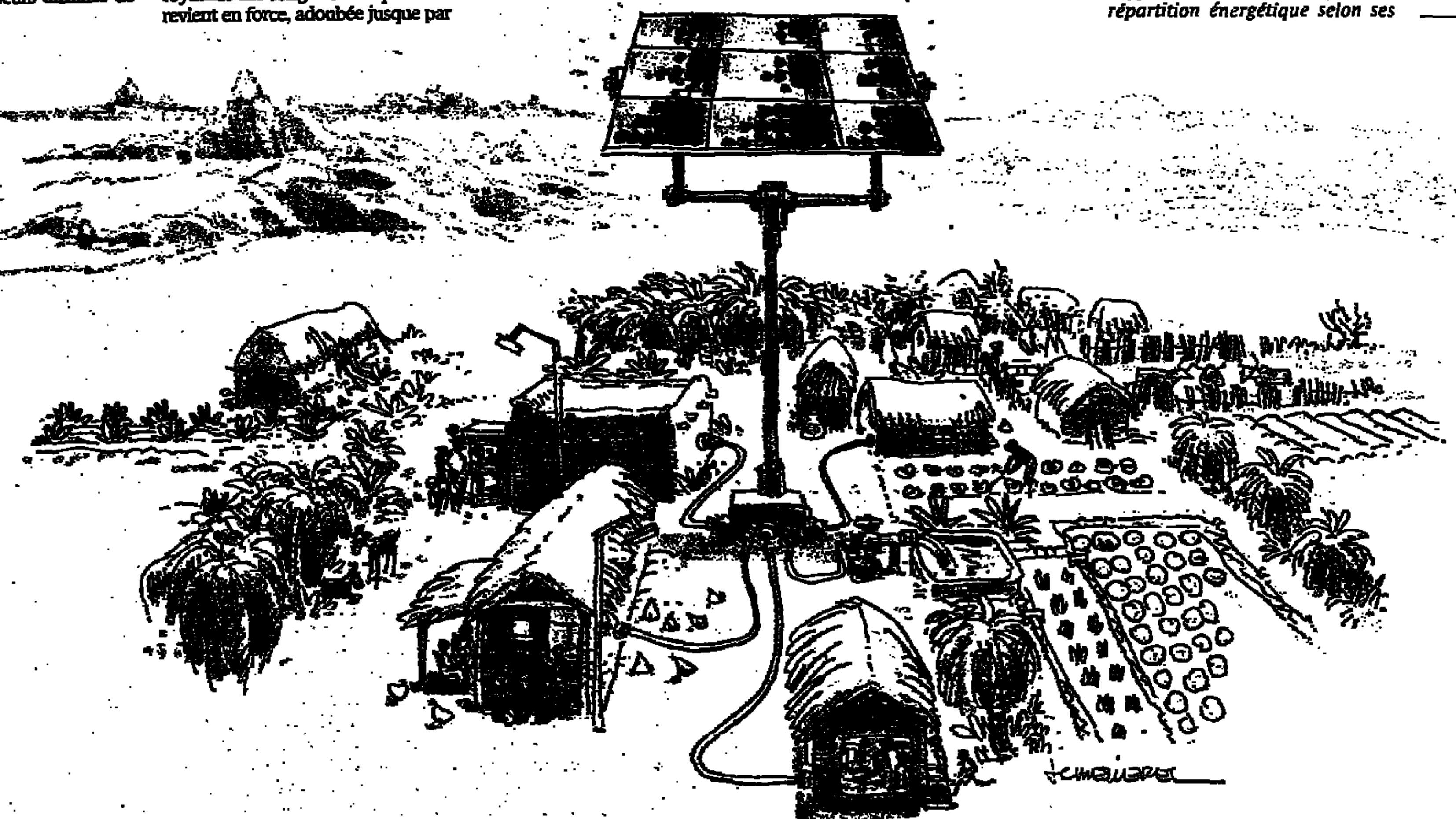
QUAND même... l'énergie solaire est *gratuite* mais, pour la capter, l'installation se paie. Panneaux photovoltaïques et batteries représentent un coût – autour de 5 000 francs français pour équiper une maisonnette – qui, bien qu'en baisse régulière, reste hors de portée des individus, des communautés et des gouvernements de pays où le revenu par habitant est de l'ordre de 100 à 200 francs français par mois.

A EDF, comme chez Total-Energie, on estime que l'équipement solaire d'un village de 2 000 habitants correspond en moyenne à un investissement de 1 million de francs français. Mille villages coûteront donc 1 milliard de francs. Si le Programme mondial solaire veut parvenir à ses fins, il lui faut mettre en œuvre chaque année vingt programmes de mille villages – soit 40 millions d'habitants – et cela pendant cinquante ans pour « solariser » 2 milliards de personnes. Coût annuel : 20 milliards de francs. Coût total de l'investissement : 1 000 milliards de francs. Dans l'entourage du secrétaire général du Programme solaire mondial, on avance des sommes avoisinantes : 200 ou 300 milliards de dollars. Soit, selon Bernard Klein, sous-directeur à la direction internationale d'EDF, *« à peu près l'équivalent du programme électronucléaire français. Etalé dans le temps, c'est largement à hauteur des possibilités de la solidarité internationale »*.

Boris Berkovski n'a de cesse de parcourir le monde, de capitales occidentales en royaumes pétroliers, de fondations privées en ONG, afin de réunir les financements nécessaires. Il use de tous les arguments pour convaincre : devoir de solidarité, investissement nécessaire pour contenir la croissance urbaine des pays en mal de développement, stabilisation des sociétés rurales, remède aux migrations internationales, paix sociale, paix civile, paix tout court. *« Je défends l'idée que l'humanité vivra mieux avec le solaire. Contrairement au pétrole, on ne fait pas la guerre pour ou contre le soleil. »*

Jean-Paul Besset
Dessins : Jean-Claude Mézières

Prochain article : Retour vers le futur



هكذا من الاصل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Alliance sous influence

AU moment où l'extrême droite rappelle ce qu'elle est en réclamant des *« rafles »* et des *« camps de concentration »* pour les immigrés en situation irrégulière – cet article de *National Hebdo* n'a fait l'objet d'aucune critique de la part du Front national –, l'un des trois partis composant la nouvelle Alliance de l'opposition accueille dans son groupe de l'Assemblée nationale Jacques Blanc, réélu président du conseil régional Languedoc-Roussillon, le 20 mars, avec les voix du Front national. A ce jour, si certains responsables de l'UDF ont pris la parole pour dénoncer cette décision de Démocratie libérale, le RPR reste silencieux.

Qualifiée il y a peu de *« pétard mouillé »* par le giscardo-chiraquien Jean-Pierre Raffarin, président du conseil régional Poitou-Charentes, rendue plus fragile encore par la guerre intestine qui fait rage, chez les libéraux, entre François Léotard et Alain Madelin, la maison commune de la droite républicaine prend une étrange allure, trois mois après son lancement. Alors que le protocole d'accord qui en établissait les règles fondatrices précisait que chacun des courants qui la composent doit pouvoir s'organiser *« en refusant toute compromission avec l'extrémisme »*, Démocratie libérale accueille en son sein l'un des principaux champions de cette compromission. L'argument selon lequel l'action du conseil régional Languedoc-Roussillon sous la présidence de M. Blanc ne serait aucunement influencée par son alliance avec le Front national relève de la pure et simple argutie : la gauche ayant, dans cette assemblée, la majorité relative, comment la droite pourrait-elle y faire passer ses projets sans l'accord de l'extrême droite ?

La vérité est que M. Madelin et ses amis ont déjà cédé à la pression qu'un autre président de conseil régional, Charles Millon, exerce sur ce secteur de l'opposition depuis qu'il a créé son mouvement, La Droite. Pour l'éphémère ministre de l'économie d'Alain Juppé, comme pour les députés de Paris que sont Claude Goasguen et Laurent Dominati, la reconquête de l'électorat de droite supppose de rompre avec le combat de la gauche contre le Front national. L'attitude vis-à-vis de ce dernier est bien, à leurs yeux, le discriminant principal de la gauche et de la droite : qui refuse et dénonce l'extrême droite fait le jeu de la gauche au pouvoir ; qui veut la vaincre doit se montrer accommodant avec ceux qui se reconnaissent dans les thèses du Front national.

A ceux-là, il est apparemment inutile de rappeler, une fois encore, que tendre la main à l'extrême droite est le plus sûr moyen de casser en deux l'électorat de l'opposition. Mais ils doivent savoir que si la différence entre la gauche et la droite doit se résumer un jour au refus ou à la banalisation du racisme, de l'exclusion et de la violence politique, alors, la droite française trouvera en face d'elle non seulement la gauche, mais une bonne partie de la droite européenne. A l'heure de l'euro, à la veille de l'an 2000, il est peut-être encore temps, pour eux, d'y réfléchir.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Huxley témoin de son époque

APRÈS avoir presque tout envahi au cours du XIX[e] siècle, le roman se résorbe aujourd'hui au point que plusieurs s'interrogent sur sa disparition. On en fait volontiers une expérience sociale, psychologique, psychanalytique, voire spirituelle : qui donc se contente de raconter une *« histoire qui ne dit mot »*, comme dit Alain, de créer des caractères et de faire vivre des personnages ?

C'est bien la difficulté qu'a rencontrée Aldous Huxley, et dont il a une conscience aiguë : *« Je voudrais bien*, dit l'une de ses héroïnes, *qu'un jour tu écrives une simple petite histoire bien franche sur un jeune homme et sur une jeune fille qui tombent amoureux l'un de l'autre et se marient, et sont aux prises avec des difficultés, mais arrivent à en triompher et finissent par vivre bien tranquillement. »*

Mais Philip Quarles, porte-parole de Huxley, avoue son impuissance : *« Tu sais, cette petite histoire toute simple, ça ne marcherait pas. Il faudrait que ce soit solide et profond. Tandis que, moi, je suis large, large et liquide. Ce ne serait pas mon genre. »*

Aussi a-t-on pu soutenir que Huxley n'avait jamais écrit de vrais romans. Et certes il s'est toujours montré beaucoup plus passionné pour le jeu des idées que pour celui des personnages. Essayiste si l'on veut, ou plutôt satirique, c'est-à-dire moraliste, il est en réalité un extraordinaire témoin de son époque.

De *Contrepoint*, en 1928, à l'étonnante *Paix des profondeurs*, en 1936, pourquoi n'y aurait-il pas en raccourci toute l'évolution du XX[e] siècle ?

Jean Lacroix
(15-16 août 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La France et le français dans la francophonie

par Michel Roussin

AU mois de mars, nous avons célébré, comme chaque année, la langue française et la francophonie, et je me demande si la seconde n'occulte pas la première. Le projet francophone mérite d'être défendu dans sa dimension culturelle, politique et économique, car il est bien le dernier rempart contre l'uniformisation en cours, elle-même liée au processus de mondialisation. Mais notre approche est-elle la bonne ? Ne sommes-nous pas en train de dévoyer notre action en inversant les priorités ?

La création récente d'un Secrétariat général de la francophonie est certainement une sage mesure. Toutefois, avant de superposer cette nouvelle structure, n'eût-il pas été opportun préalablement de fédérer la cinquantaine d'institutions intervenant dans le domaine ? Ce contrôle, en amont, était nécessaire, car il m'arrive sincèrement de mettre en doute l'efficacité de notre engagement au vu du nombre d'acteurs, dont l'utilité de certains reste à démontrer. Intrigué, je feuilletais, il y a quelque temps, un annuaire de la francophonie qui me fit découvrir l'ampleur du phénomène : plus de trois cents associations et organismes divers, récemment qualifiés de *« budgétivores et valétudinaires »* par Hervé Bourges, y sont recensés, allant de l'Association générale des intervenants retraités à celle des odontologistes francophones, pour n'en citer que deux, qui ont sans doute des intentions très louables ! Ce foisonnement témoigne, certes, de notre intense créativité, mais il serait grand temps de *« dégraisser »* une francophonie ressemblant à un réceptacle pléthorique.

Dans son expression même, la francophonie a tendance à privilégier et multiplier des opérations culturelles et artistiques qui, au bout du compte, n'intéressent qu'une petite élite. Ainsi fleurissent les expositions *« francophones »* et se multiplient, sans cohérence, les sites Internet et autres produits multimédias, pour le plus grand profit du Gabonais francophone du village de Makokou qui risque d'ailleurs, au train où vont les choses, de ne plus parler ou comprendre le français dans quelques années. Nous savons aussi que la francophonie est *« l'unité dans la diversité »*. Au nom de ce grand principe, notre langue doit s'enrichir et évoluer grâce aux apports extérieurs, ce qui justifie la vitalité de nos échanges, souvent à sens unique, avec les cultures étrangères les plus éloignées. Je conçois l'intérêt de promouvoir les richesses artistiques du Kirghizistan ou de la République de Nauru, mais nombreux sont aussi les pays francophones intéressés par la richesse de notre propre patrimoine. Alors cessons de réduire la francophonie à une démarche intellectuelle, conceptuelle et virtuelle.

L'enjeu fondamental, le ciment de la francophonie, demeure le français, dont le déclin est général, y compris chez nous, où progresse dramatiquement l'analphabétisme. Notre langue ne sera jamais l'espéranto imaginé par Zamenhof, mais faisons l'effort de développer, ou au moins de maintenir, son enseignement chez tous nos partenaires francophones. La contradiction majeure est de constater la gabegie pratiquée au nom de la francophonie, alors que les crédits alloués à l'éducation font l'objet de réductions draconiennes.

Quel est l'avenir d'une francophonie dite « vivante » si demain il n'y a plus d'écoles ?

Ma préoccupation est simple : quel est l'avenir d'une francophonie dite *« vivante »* si demain il n'y a plus d'écoles, notamment en Afrique, où tant d'enseignants ne sont plus payés ? Cet enjeu doit être une priorité de notre politique, en sachant que les actions conduites au titre de l'aide au développement, ou dans le cadre de la coopération décentralisée, sont aussi des vecteurs de francophonie. Dans un article récent (*Le Monde* du 6 novembre 1997), le président Henri Konan Bédié s'alarmait, à juste titre, en écrivant : *« La condition première d'une francophonie vivante et en expansion est l'existence d'un système éducatif performant (...). Aujourd'hui, les pays francophones sont touchés par une grave crise de l'école. Ce constat vaut aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement. »*

Plusieurs solutions existent qui, soutenues par une réelle volonté, permettraient de pallier ces carences. En complément de l'action gouvernementale, de nombreuses collectivités territoriales pratiquent déjà des échanges scolaires, sous forme de jumelages et de partenariats, avec des pays particulièrement démunis. Ces initiatives méritent d'être encouragées et multipliées, en étroite liaison avec toutes les mairies d'arrondissement.

Mais cela n'occulte pas notre problème franco-français, celui d'une école qui ne remplit plus son rôle : ouverte depuis des années sur les tristes réalités sociales extérieures, avec les conséquences que l'on sait, il serait grand temps qu'elle retrouve sa vocation première, celle d'un lieu d'enseignement, d'acquisition du savoir. Au lieu de gaspiller notre énergie, notre temps et notre argent, de colloques en séminaires et autres tables rondes, à tenter de définir le contenu d'une idée généreuse, construisons enfin une francophonie réelle et concrète !

Michel Roussin *est ancien ministre et adjoint au maire de Paris.*

Parrainage sportif et dopage

par Jacques Thépot

DANS les commentaires autour de l'affaire Festina, on a mis en cause le rôle de l'argent dans la compétition sportive : il incite au dopage, a-t-on dit. La rentabilité du parrainage passe par des résultats et des podiums, et tout est bon pour y parvenir. Les moyens mis à la disposition du champion lui permettent de se doper dans des conditions confortables, en bénéficiant d'un suivi médical de qualité. Les sportifs qui ne bénéficient pas de tels avantages – obscurs cyclistes à la ramasse – donnent de la pédale et de la seringue à l'arrière des pelotons dans l'espoir de décrocher des contrats.

Cet effet d'entraînement est indéniable, mais un parrainage bien compris pourrait jouer dans l'autre sens, et c'est probablement ce que révélera l'affaire Festina. Voilà en effet une entreprise qui, par son engagement dans le cyclisme, cherche à associer aux articles qu'elle produit une image positive de célérité et de dépassement de soi. Le fait que des produits de dopage se soient trouvés dans un véhicule portant les couleurs de Festina introduit une dissonance forte entre ce qui est dit et ce qui est fait ; cela ne peut que détourner les clients et inquiéter les actionnaires de la société, d'autant plus que celle-ci développe depuis 1994 une stratégie européenne, sinon mondiale, avec une forte visibilité médiatique.

Si cette affaire se prolongeait, Festina subirait le sort qu'a connu la société Perrier, victime en 1991 d'une semblable dissonance, lorsque des traces de benzène dans un tube à essai californien ont désintégré son image de marque. Un tel scénario catastrophe est plausible, car les marchés n'aiment pas les dissonances. Ils n'attendront pas les décisions de justice et les communiqués des organisations sportives pour sanctionner. L'intervention de Miguel Rodriguez, président de la société Festina, à l'arrivée de l'étape de Châteauroux montre combien la direction de cette société est consciente du problème.

Le dopage constitue désormais un risque majeur pour les entreprises de parrainage ; elles ont les moyens de s'en prémunir par des clauses spécifiques des contrats qui les lient aux sportifs. On peut imaginer que ces derniers soient mis dans l'obligation contractuelle de se soumettre aux tests de dépistage les plus perfectionnés. Ainsi serait instituée une sorte de certification des pratiques sportives, sollicitée par les sponsors eux-mêmes, analogue à ce que les entreprises industrielles pratiquent avec les normes de qualité de type ISO. Il y aurait ceux qui acceptent la certification et les autres, les compétitions sportives où cela est imposé et les autres...

Cette évolution aurait également pour effet de stimuler la demande de tests de dépistage et, de ce fait, d'en améliorer les performances pour répondre à l'efficacité croissante des protocoles de dopage, de la même façon que les contrats d'assurance contre le vol ont suscité le développement des systèmes de sécurité. Les sponsors ont les moyens de combattre le dopage. Dans leur intérêt.

Jacques Thépot *est professeur de sciences de gestion à l'université Louis-Pasteur à Strasbourg.*

La Suisse apure ses comptes

Suite de la première page

Devant la montée vertigineuse des enchères et une médiatisation anglo-saxonne qui faisait de la Confédération un paria, les milieux d'argent en sont venus à s'apercevoir de la nécessité de descendre à leur tour dans l'arène : leur atout principal, le secret bancaire, se retrouvait en point de mire, alors que la place financière était sérieusement menacée.

Pour parer enfin au plus pressé, dans la hâte et le désordre, une *« cellule de crise »* est créée en octobre 1996 à Berne. Les commissions dites Bergier et Volker du nom de leur président, s'affairent, la première à projeter des lumières dans la jungle de documents historiques jusqu'alors confinés à des cercles restreints de spécialistes, la seconde, à traquer sur les pistes des fonds en déshérence que les banques ont été obligées de reconnaître publiquement mais à contrecœur. Coup sur coup, en février et en mars 1997, le Conseil fédéral annonce la mise sur pied d'un fonds spécial destiné à dédommager les victimes de l'Holocauste, puis une ambitieuse fondation de solidarité dont nul aujourd'hui ne peut assurer qu'ils deviendront réalité.

Ces gestes hautement claironnés n'empêchent pas le sous-secrétaire d'Etat américain, Stuart Eizenstat, de se montrer particulièrement dur à l'égard de la Confédération, l'accusant dans un rapport publié en mai 1997 d'avoir soutenu l'effort de guerre allemand en blanchissant de l'or spolié par les nazis. Le ton monte encore tandis que sont publiées dans la presse à travers le monde des listes de titulaires de comptes dormants. La morgue de certains milieux financiers alimentent la polémique. Un directeur de banque n'avait-il pas été jusqu'à déclarer publiquement que les sommes en jeu équivalaient *« à une poignée de cacahuètes »* ? Le ton a cependant changé dès que les avocats des victimes ont riposté en réclamant jusqu'à 20 milliards de dollars dans une première plainte collective. Dans le feu des échanges verbaux, le sort des disparus et des rescapés semblait disparaître...

CONFLIT D'IMAGE

En fait, le malaise helvétique vient du divorce entre l'image traditionnelle que la Suisse s'est forgée d'elle-même et à laquelle elle a fini par s'identifier, et l'autre, nettement moins glorieuse que la recherche historique et l'ouverture de certaines archives ont soudain dégagée de sa gangue de complaisance. A l'abri de sa neutralité, la Confédération ne s'est, à sa manière, ni mieux, ni plus mal comporté que d'autres. Elle l'a fait sous le vernis protecteur d'organisations comme la Croix Rouge ou son réseau bancaire, sans jamais perdre de vue ses propres intérêts. Quand ses dirigeants de l'époque ont estimé que *« la barque était pleine »*, ils ont fermé les portes aux réfugiés après en avoir accueilli environ 230 000, dont un dixième de juifs. L'entretien de ces derniers, et d'eux seuls, a été assuré par les associations juives locales et 30 000 de leurs coréligionnaires ont été refoulés. C'est ce passé dérangeant qui est revenu à la surface dans le sillage de plusieurs requêtes d'apurement des comptes.

Les affaires d'argent théoriquement en voie de règlement, même s'il faut encore convenir des bénéficiaires immédiats et arrêter les modalités de répartition, il reste un bon bout de chemin à accomplir dans l'introspection et la lucidité devant les faits historiques. Un demi-siècle après, le travail de mémoire se révèle semé d'embûches et le passé apparaît dans une perspective différente. De quoi nourrir encore nombre de réflexions dans un environnement continental où d'autres pays sont amenés, eux aussi, à affronter des questions analogues. Les responsables helvétiques savent aussi qu'ils seront encore appelés à répondre des transactions sur l'or nazi, sans oublier la politique envers les réfugiés : autant de moments douloureux à venir où les gros sous côtoieront une nouvelle fois dangereusement la morale, sinon l'éthique, dans un pays qui se veut toujours un parangon de vertu.

Jean-Claude Buhrer

RECTIFICATIF

LE POUVOIR EN VACANCES

Une coupe malencontreuse dans un article intitulé « Le pouvoir en vacances n'est pas la vacance du pouvoir » (*Le Monde* du 13 août) a introduit une confusion entre le problème, évoqué par Valéry Giscard d'Estaing, de l'absence simultanée des deux têtes de l'exécutif, et celui de l'absence d'intérim du premier ministre, qui n'a jamais été évoqué par l'ancien chef de l'Etat.

COURRIER

LA LANGUE BERBÈRE ET LES AUTRES

C'est avec un très grand intérêt et une non moins grande surprise que j'ai pris connaissance de l'excellent article de Salem Chaker relatif au statut de la langue berbère en Algérie (*Le Monde* du 11 juillet). Ma surprise est surtout de découvrir l'identité de situation juridique et politique de cette langue et des langues minoritaires dites « régionales » de France. En effet, le tahitien, comme le breton, le corse, le catalan, le créole, l'occitan..., ne disposent aujourd'hui pour tout statut officiel, à l'instar du berbère en Algérie, que de circulaires sans force de loi qui autorisent quelques écoles associatives en immersion, quelques classes bilingues sans recrutement spécifique d'enseignants, quelques départements universitaires, une présence insignifiante à la télévision (1 heure 20 minutes par semaine pour le breton !). La Constitution de la France, tout comme celle de l'Algérie, ne reconnaît qu'une seule langue officielle et nationale, et cela, il n'est pas inutile de le mentionner, depuis seulement 1992, année de modification de l'article 2. Tout comme en Algérie, la France, pour rester fidèle à ses principes, se doit aujourd'hui de reconnaître les droits culturels et linguistiques des collectivités humaines autochtones concernées, notamment en signant, à l'instar de treize des quinze membres de l'Union politique européenne à ce jour, la charte du conseil de l'Europe. Une question angoissante me vient dès lors à l'esprit : si l'Algérie était restée française, la langue berbère aurait-elle un statut constitutionnel et une reconnaissance réelle dans la vie publique ?

Jean-Jacques Page
Sene (Morbihan)

مركز الأهرام

AÉRONAUTIQUE **Boeing a annoncé que les réductions d'emplois pourraient toucher 28 000 personnes *d'ici à la fin 1999 sur les 118 000* employés de la branche commerciale. ● LE CONSTRUCTEUR prépare le *retournement du marché*, précipité par la crise asiatique. Le constructeur de Seattle prévoit une baisse de sa production de 10 % en l'an 2000, après un niveau record de production de 620 appareils en 1999. ● LA BAISSE DES COÛTS constitue le principal souci du géant de Seattle, qui a enregistré une baisse de 70 % de son résultat semestriel. Boeing incrimine *« l'intensification de la concurrence »* et *« le dumping pratiqué par Airbus »*. ● LA NÉGOCIATION du contrat de travail pluriannuel, qui doit être terminée avant septembre 1999, constitue un défi social majeur pour le PDG. Certains s'attendent *« à une grève au dernier trimestre et des perturbations au début de l'an 2000 »*.**

Boeing ferme ses usines et licencie, sans convaincre Wall Street

Phil Condit, le PDG du géant aéronautique, a annoncé un nouveau train de restructurations, fermetures d'usines et suppressions d'emplois. La Bourse de New York a accueilli le nouveau plan avec une baisse de l'action de 4,3 %

COMMENT remettre Boeing en piste ? Phil Condit, le PDG du géant aéronautique américain, n'en finit pas de se poser la *question depuis* que la machine s'est enrayée au milieu de l'année *1997*. Un an plus tard, les problèmes restent entiers et Wall Street se lasse. Une fois de plus, M. Condit a annoncé, jeudi 13 août, restructurations, fermetures d'usines et suppressions d'emplois. Une nouvelle fois, la Bourse de New York a affiché son scepticisme : l'action a baissé de 4,3 %.

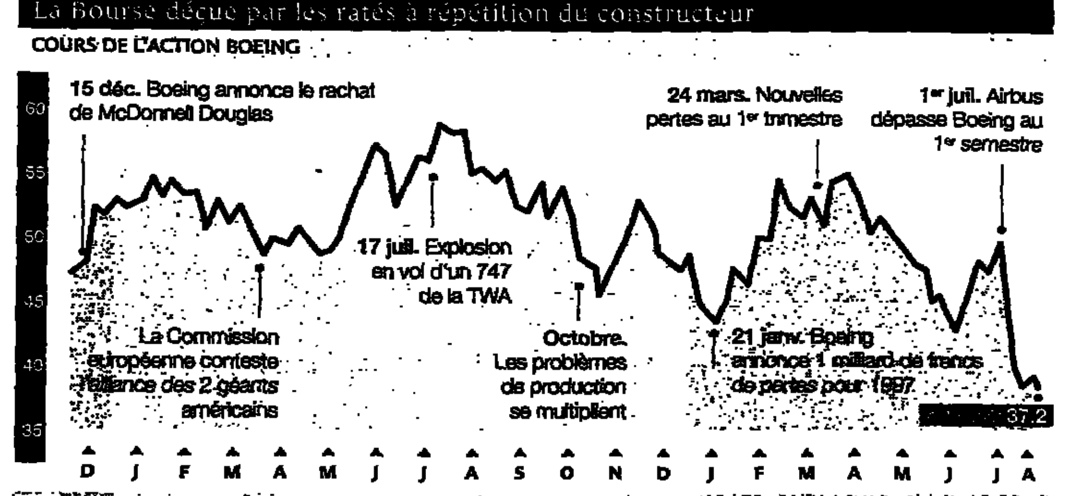
« Nous sommes en train de réduire les coûts », a pourtant martelé M. Condit. Le groupe aéronautique a décidé de fermer 260 000 mètres carrés qui *s'ajoutent* au 1,6 million de mètres carrés d'activités industrielles sacrifiés en mars. Surtout, il a annoncé que les réductions d'emplois pourraient toucher 28 000 personnes d'ici à fin 1999 sur les 118 000 employés de la branche commerciale. Jusqu'à présent, Boeing faisait état de 20 000 emplois touchés dont 8 000 pour l'usine *californienne de Long Beach*, site de production de la branche civile de l'ex-McDonnell Douglas (MDD), racheté par Boeing en décembre 1996. Pour compenser partiellement l'arrêt de la gamme MDD, Boeing a annoncé, jeudi, l'ouverture d'une ligne de production de Boeing 737 sur le site californien.

Les autres secteurs du groupe subissent le même traitement de choc. Le nombre de bureaux d'étude sera ramené de 600 à 450 et les centres de fabrication de 110 à 10. Chacune *des activités* (*avions de combat*, satellites, transport spatial, information et communication) n'aura plus qu'un site de production principal. Les avions de combat sont transférés à *Saint Louis. Boeing y fabriquera* l'avion de combat du futur, le JSF, si le Pentagone préfère Boeing à son concurrent Lockheed-Martin.

TRAITEMENT DE CHOC

Elle semble loin l'époque – septembre 1996 – où Boeing embauchait à tour de bras et passait des annonces d'offres d'emplois dans la presse locale *européenne pour dé*baucher des ingénieurs à Toulouse ou Hambourg, principaux sites de production de son rival européen Airbus. La priorité était alors d'aug*menter les cadences de* production pour satisfaire la demande d'un marché en pleine expansion. Boeing a mis plusieurs mois pour remettre ses usines en ordre de marche. Les retards *se sont* accumulés tout au long de 1997 et au début de 1998, entraînant d'importantes provisions qui ont fait plonger, pour la première fois depuis cinquante ans, les comptes du groupe dans le rouge.

Boeing anticipe désormais le retournement prochain du marché, précipité par la crise asiatique. Il prévoit une baisse de sa production de 10 % en l'an 2000, après un niveau record de 620 appareils en 1999. Alors que ses problèmes de production sont en voie d'être résolus, Boeing a un autre souci : réduire les coûts. Pour justifier le plongeon de 45,7 % de son bénéfice net au deuxième trimestre (à 258 millions de dollars), l'américain a dû avouer des coûts de production trop élevés. Il incrimine *« l'intensification de la concurrence »* et, en privé, *« le dumping pratiqué par Airbus »*.



La rivalité entre les deux constructeurs est vive, mais certains analystes et banquiers sont dubitatifs sur l'accusation lancée par Boeing. M. Condit, dont l'objectif à son arrivée à la tête de l'entreprise début 1996 était de réduire les coûts et les délais de production, s'est peut-être montré trop ambitieux. *« Les avions pris en commande en 1996 ont été proposés aux clients à des prix calculés à partir des futurs cycles de production en 1997 et 1998 »*, avait-il alors confié *au Monde*. Mais l'appareil de production, déstabilisé par l'envolée des commandes et le début de la fabri*cation des gros-porteurs 777 et des* nouveaux 737, n'a pas suivi. *« Nous continuons avec la même équipe »*, a dû préciser, dimanche 9 août, Harry Stonecipher, le président du groupe, *pour démentir* les *rumeurs de dé*mission imminente de M. Condit.

Ce dernier n'est pas au bout de ses peines. Il devra affronter un autre défi, de nature sociale. Pour la *première fois*, la diminution des effectifs pourrait se traduire par des licenciements secs de 11 000 personnes, selon le quotidien *USA Today* du jeudi 13 août. Pour donner davantage de gages à Wall Street, Boeing a promis *« d'autres réductions d'effectifs en l'an 2000 »*. Cette fois-ci, les analystes financiers s'inquiètent pour la paix sociale chez l'avionneur. La négociation du contrat de travail pluriannuel doit être terminée avant septembre 1999. Byron Callan, analyste à Merrill Lynch, s'attend *« à une grève au dernier trimestre et des perturbations au début de l'an 2000 »*.

Christophe Jakubyszyn

Airbus impose ses prix pour les petits porteurs

« C'EST LE MONDE à l'envers », reconnaît un banquier spécialiste du financement aéronautique. *« Sur certaines campagnes d'achat, c'est Boeing qui doit vendre ses avions moins cher pour avoir des chances de l'emporter face à Airbus »*, a-t-il constaté, en Europe et en Amérique du Sud. Pour la première fois dans l'histoire de la jeune compagnie aéronautique européenne – détenue conjointement par le français Aerospatiale, l'allemand Daimler-Benz Aerospace, British Aerospace et l'espagnol Casa –, Airbus est en mesure de donner le la sur le segment porteur des avions à couloir unique.

Arrivé plus tôt sur le marché avec des avions plus modernes (pilotage électronique), le constructeur européen a réussi à s'arroger 52 % de parts de marché sur les cinq dernières années. Sa famille de moyen courrier A-319/A-320/A-321 séduit davantage que la nouvelle génération de Boeing 737, lancée en novembre 1993. L'éventuelle commande par British Airways, bastion européen inviolé de Boeing, d'Airbus A-320 en septembre, constituerait le camouflet ultime.

DES ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS

« Quand Boeing se plaint de la « guerre des prix », c'est souvent lui qui en est à l'origine », explique un banquier. La preuve : Boeing tente de faire marche arrière en annonçant, le 1er juillet, la hausse de ses tarifs de 5 %, voire de 10 % pour les modèles les plus récents de ses 737. Cette annonce a fait sourire les analystes et les compagnies aériennes. *« Le prix catalogue ne veut plus rien dire »*, explique l'une d'elles.

« Chaque contrat illustre le rapport de force entre une compagnie aérienne et son fournisseur », détaille un banquier. *« Lorsqu'on achète 100 avions, ou 400 comme US Airways, on ne paie pas son avion le même prix qu'une petite compagnie »*, ajoute-t-il. Les avantages accordés par les constructeurs, comme la formation des pilotes ou la fourniture gratuite de pièces de rechange, sont des éléments déterminants des contrats, davantage que le prix.

Heureusement pour les deux constructeurs, le marché leur est favorable en 1998. L'afflux des commandes et la saturation des chaînes de production leur permet d'être plus ferme dans les négociations. Ce répit pourrait n'être que de courte durée : déjà, le retournement du marché se profile avec l'annulation des commandes de certaines compagnies asiatiques.

C. J.

Adidas imprime sa marque à l'entreprise Salomon

ANNECY
de notre envoyée spéciale

C'est sur leur lieu de vacances, en ouvrant le journal, que les salariés ont appris la nouvelle : Adidas reprend en main sa filiale Salomon. Dans un communiqué laconique (*Le Monde* du 6 août), le numéro deux mondial des articles de sport a annoncé une série de mesures destinées à *« accélérer le processus d'intégration de Salomon* (racheté en début d'année) *et à améliorer ses résultats financiers »*.

REPORTAGE

« Le sponsor de l'équipe de France a attendu l'après-Mondial pour ne pas ternir son image »

Au siège du fabricant de skis à Annecy, les salariés présents pendant la trêve estivale ne cachent pas leur inquiétude. Rassemblés près de la machine à café, ils font et refont leurs calculs. Certains prévoient quelques dizaines de suppressions de postes, les pessimistes près de 600 sur un total de 1 800 salariés. Au sous-sol du grand bâtiment moderne rouge et gris, le local du comité d'entreprise ne désemplit pas. Rentrés de vacances précipitamment début août, les représentants du personnel ont rencontré Jean-François Gautier, PDG depuis 1990, qui leur a annoncé son départ. Motif : *« Désacord stratégique avec Adidas. »* Ironie du sort : M. Gautier fut l'artisan du mariage et mit tout son poids dans la balance pour convaincre la famille Salomon de la nécessité de s'adosser à un grand groupe.

Depuis, les salariés sont sans nouvelles de la direction. *« Adidas a attendu la fermeture annuelle d'août pour annoncer cette restructuration »*, s'indigne Catherine Daver, déléguée CFDT. *« Chacun se demande s'il va retrouver son bureau à la rentrée »*, ajoute son collègue Bernard Couderc. Aujourd'hui, tous deux estiment qu'Adidas a chargé la barque. *« Le groupe nous impute 1,6 milliard de francs de pertes semestrielles, alors qu'en fait nous devrions dégager 13 millions de bénéfices. C'est une charge exceptionnelle liée à notre rachat par Adidas qui nous plombe »*, s'insurgent-ils, une liasse de comptes à la main. Ils soupçonnent Adidas d'avoir préparé la reprise en main depuis plusieurs mois. *« Le sponsor de l'équipe de France a attendu l'après-Mondial pour ne pas ternir son image »*, résume Catherine Daver.

GUERRE DES PRIX

En septembre dernier, lors de la *signature de l'alliance*, Robert Louis-Dreyfus, patron et propriétaire d'Adidas, affichait son optimisme. Il acceptait de payer Salomon au prix fort – 8 milliards de francs – et accordait à son PDG, M. Gautier, une grande autonomie de gestion. Aujourd'hui, il affirme avoir *été surpris* en découvrant les résultats de sa nouvelle filiale. Confrontés à l'érosion du marché mondial – 4,5 millions de paires de skis vendues en 1997-1998 contre 6,6 millions il y a cinq ans –, les fabricants se sont lancés dans une guerre des prix qui lamine leurs marges. La crise asiatique a fait plonger les ventes de matériel de golf au Japon de la filiale Taylor Made qui assure la moitié du chiffre d'affaires de Salomon (5 milliards de francs). Pour Adidas, qui veut se montrer sous son meilleur jour à quelques mois de son introduction à Wall Street, cela ne pouvait pas durer.

Comment le groupe va-t-il doper Salomon ? Pour l'heure, c'est le mutisme complet. *« Nous allons commencer par nous mettre au travail »*, répond-on chez Adidas. Mais son récent communiqué donne une idée des projets. Tout d'abord, *« rationaliser la structure de production et la gamme d'articles de sport d'hiver »*. Juste avant son départ, M. Gautier a ouvert le feu en annonçant la réduction de 30 % des gammes de produits et la suppression de 35 postes de cadres. La CFDT se dit prête à aller en justice pour arrêter ce plan. *« Adidas risque d'accélérer les délocalisations et de stopper certaines productions bas de gamme »*, s'alarme Gérard Geoffroy, délégué CGC.

Second motif d'inquiétude : l'intégration des fonctions centrales annoncée par Adidas. *« D'ici peu, ce siège social n'existera sans doute plus »*, s'attriste Jacques Tholin de la direction *juridique, en considérant les mon*tagnes par la fenêtre. Pour lui comme pour beaucoup de ses collègues, la reprise en main d'Adidas est un choc culturel. *« Les objectifs d'une multinationale comme Adidas n'ont rien à voir avec ceux d'une entreprise familiale comme la nôtre qui développe ses produits sur le long terme sans se préoccuper des cours de Bourse »*, explique-t-il.

Il y avait aussi peu de points communs entre Jean-François Gautier, le centralien amoureux de la montagne, et Robert Louis-Dreyfus, le richissime homme d'affaires à la réputation de *cost killer*, qui ne sépare jamais de son maillot de foot et de ses lunettes de soleil. A son actif : le licenciement de 15 % des effectifs lors de son passage par l'agence de publicité Saatchi&Saatchi, suivi d'une vague de délocalisations chez Adidas.

Pour redresser Salomon, Michel Perraudin, un des fidèles lieutenants de M. Louis-Dreyfus, sera dépêché à Annecy dès la rentrée. Il se chargera de négocier avec les syndicats qui comptent sur la réduction du temps de travail pour sauver des emplois.

Hélène Risser

Une Cocotte qui n'en finit pas de pondre ses œufs d'or

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

TOUT PRÉCURSEUR est-il voué à être méconnu de ses contemporains ? L'histoire de SEB et de son inusable Cocotte-Minute confirme cette thèse. En 1954, Frédéric Lescure, *PDG de SEB et descendant* du fondateur de l'entreprise, est fier de sa toute nouvelle invention, alors appelée *Super-Cocotte*, qu'il a mise au point un an plus tôt au terme de deux ans et demi de recherches. Pourtant, le directeur du Salon des arts ménagers, en ces temps de modernité naissante, lui ferme les portes. Le PDG, qui a l'habitude de démarcher lui-même sa clientèle avec deux valises et un marteau servant à *éprouver* la solidité de ses produits, ne se démonte pas.

Il compose quelques couplets aux « vers » vengeurs : *« Je suis une pauvre Cocotte/ Le Salon m'a fermé ses portes/ Pourtant je suis sûre et fidèle/ Et puis, de beaucoup, la plus belle. »* Son manifeste de rébellion ménagère imprimé, il envoie ses propres enfants les distribuer à l'entrée de l'exposition. Le nom de l'organisateur du Salon si peu avisé n'est pas resté dans l'Histoire... Mais, quinze ans après cet épisode pittoresque, Frédéric Lescure fête à Selongey (Côtes-d'Or), berceau de l'entreprise, la dix millionième Cocotte sortie de ses chaînes de production : un ustensile fabriqué, pour l'occasion, en or massif. 1998 devrait être l'année de la cinquante millionième. Le temps a beau filer, le produit vedette de l'ex-Société d'emboutissage de Bourgogne (qui a donné le sigle SEB) reste une Cocotte aux œufs d'or.

De cette époque pionnière, SEB a gardé l'esprit de famille et le sens de l'innovation. Dirigée pendant *un siècle et demi par cinq généra*tions successives, la société a aujourd'hui pour PDG Jacques Gairard, lui-même gendre d'un Lescure : *« 140 actionnaires familiaux détiennent aujourd'hui 47 % des actions et 63 % des droits de vote »*, précise-t-il.

PRODUITS MYTHIQUES



Pour M. Gairard, pas de mystère : même sur un marché en apparence banalisé, c'est en restant à la pointe de la technologie qu'on développe ses parts de marché. C'est de tradition dans l'entreprise. Si le célèbre autocuiseur bourguignon s'est imposé dans la France de René Coty, ce n'est pas seulement en raison de l'abattage commercial de Frédéric Lescure. Le succès est d'abord technique. *Une vingtaine de* concurrents avaient, avant SEB, prétendu s'imposer sur les gazinières de France et de Navarre : Bel Cocotte, Bonne Femme, Caroline et Cocotte-Midi étaient, elles aussi, filles de Denis Papin mais, quelque peu primesautières, il leur arrivait d'exploser. Seule SEB, certifie un *descendant de l'illustre inventeur, a su concevoir* l'héritier parfaitement sûr de son *« digesteur d'aliments »*, créé en 1675. Ses rivales disparurent.

Comment apprivoiser la vapeur de la Cocotte ? La première innovation de Frédéric Lescure a consisté à mettre au point un système d'emboutissage de la cuve, là où ses concurrents ne savaient que souder le fond, d'où le risque d'explosion. Pour le reste, la recette est consignée dans le premier brevet déposé par SEB en 1952 : prenez un couvercle muni d'une soupape amovible permettant d'éjecter la vapeur, dou*blée d'une soupape de sécurité se posant sur le* corps du faitout. Ayez soin au préalable de doter ce dernier de deux oreilles dont l'utilité apparaîtra fort rapidement. Sur le couvercle, fixez un étrier. Faites tourner le couvercle de telle sorte que l'étrier vienne se placer sous les deux oreilles, serrez le couvercle sur le corps avec le bouton de serrage. Utilisez de préférence de l'aluminium ou de l'inox.

En s'installant, en 1857, à Selongey, Antoine Lescure, rétameur auvergnat fixé en Bourgogne, n'imaginait sans doute pas que ses seaux, arrosoirs et bidons à lait de fer-blanc auraient un jour une si prolifique lignée. Matières et couleurs de la Cocotte se sont diversifiées, ses systèmes de fermeture se sont sophistiqués : le dernier brevet en date porte sur un verrouillage par clip. *Elle a changé de forme, son arrondi deve*nant parfois ovale, et, pour séduire les consommateurs japonais, on l'a coiffée d'un hublot.

Malgré ces efforts, la Cocotte-Minute est loin d'être un produit universel : l'Allemagne et les Etats-Unis la boudent ostensiblement. Mais elle continue d'assurer des revenus confortables à un groupe qui possède d'autres spécialités, sous les marques SEB, *Calor*, Tefal *ou Rowenta*. Combien rapporte-t-elle ? Combien en produit-on chaque jour à Selongey, son unique *centre de fabrication* ? SEB en garde le secret : *« La Cocotte-Minute, comme Tefal, fait partie des coffres-forts que nous n'ouvrons pas facilement. »*

Anne-Marie Rocco

PROCHAIN ARTICLE :
Les boules Quiès

هكذا من الاصل

France 2 veut profiter de son déménagement pour se moderniser

A partir du samedi 15 août, les journaux télévisés de la chaîne publique seront diffusés depuis le nouveau siège situé dans le quinzième arrondissement. La rédaction de France 3 négocie le report de son déménagement

NOUVEAUX LOCAUX, nouvelles technologies : France 2 achève son déménagement. Samedi 15 août, le journal de 13 heures sera diffusé, pour la première fois, depuis le nouveau siège de France-Télévision ; lundi 17 août, Claude Sérillon, qui remplace Daniel Bilalian, présentera son premier « 20 heures ».

En réalité, cela fait deux semaines que lui et d'autres journalistes se rodent et rodent ce nouveau système. Si, à l'écran, pour le téléspectateur, rien n'aura l'air d'avoir changé, la fabrication du journal télévisé va être profondément bouleversée. En changeant un matériel proche de l'obsolescence, la chaîne publique en profite pour passer au numérique. Pour la postproduction et la diffusion des sujets d'information, un serveur informatique, spécialement conçu pour France 2, va faire disparaître les magnétoscopes traditionnels. *Le système devrait y gagner en* souplesse et en rapidité.

Avec deux studios et trois plateaux, les moyens d'enregistrement ne sont pas plus importants *qu'avenue Montaigne. En re*vanche, les quatorze salles de montage et les deux salles de mixage son permettent que trente personnes travaillent simultanément à la préparation du journal. Grâce ce système, les 300 journalistes auront directement accès sur l'écran de leurs ordinateurs aux images des journaux précédents et à celles des agences. Auparavant, ils devaient consulter ce type de documents sur des cassettes.

Mais ce déménagement n'est pas seulement une opération technique. Il est aussi l'occasion pour Pierre-Henri Amstam, directeur de l'information, de peaufiner l'organisation de la rédaction, à la tête de laquelle il a été nommé en juin. Il en a profité pour rapprocher physiquement les services de la rédaction qui devront davantage travailler ensemble comme politique et économie, informations générales et société. Il a aussi complété son *organigramme, notamment* avec la nomination comme rédacteur en chef du « 20 heures » de Pascal Guimier, quarante-deux ans, une manière de rajeunir la hiérarchie. Il devrait annoncer dans les prochains jours sa décision pour le remplacement de Patrick Chêne, appelé à la direction des sports de France Télévision, pour le 13 heures.

Les prochaines semaines diront si, en déménageant, France 2 a laissé avenue Montaigne ses états d'âme, sa médiocre audience et ses crises à répétition. *« Il faut d'abord réinstaller un climat de confiance et de travail »*, estime Pierre-Henri Amstam, qui ne veut pas se laisser illusionner par la moyenne de 25 % *d'audience atteinte, cet été,* par le « 20 heures ».

Pour les programmes, Patrice Duhamel, nouveau directeur général chargé de l'antenne, devra utiliser la petite marge de manœuvre dont il dispose pour modifier la grille, concoctée par Jean-Pierre Cottet. Quelques cases encore libres le week-end et des contrats d'animateurs qui s'achèvent à la fin de l'année sont les rares manettes dont il dispose pour faire remonter l'audience. Par ailleurs, Arlette Chabot et Alain Duhamel, Albert du Roy et Paul Amar planchent, chacun de leur côté, sur un projet de grande émission d'information.

« CHAÎNE RÉACTIVE »

Durant l'été, France 2 *s'est* essayée à la fabrication d'émissions spéciales consacrées à un événement. Le 29 juillet et le 2 août, les deux débats sur le Tour de France, réalisées dans la prolongation du « 20 heures », ont enregistré de bons scores autour de 7 millions de téléspectateurs. *« L'audace a payé, d'autant que la programmation de ces émissions, notamment celle du dimanche 2 août, n'a pas pénalisé l'audience du film qui suivait »*, commente Pierre-Henri Amstam. Pour la chaîne, ces résultats sont d'autant plus précieux *que ce genre* d'émissions fait partie de ses nouveaux objectifs. Dans le plan stratégique en cours d'élaboration, France 2 prévoit, en effet, d'être *« une chaîne réactive, c'est-à-dire mieux coller à l'actualité et aux grands moments qui animent la vie quotidienne de nos sociétés »*.

Une des plus grandes difficultés qui attend Xavier Gouyou-Beauchamps, président de France-Télévision, est de réussir la cohabitation entre les personnels des deux chaînes qu'il préside. Pour la première fois, France 2 et France 3 se retrouvent dans un même immeuble. Le complexe de supériorité des premiers sera directement confronté au bon score d'audience des seconds. Et, en attendant que la négociation sur ce point arrive à son terme, la différence des salaires des journalistes des deux chaînes sera une occasion de récrimination.

Déjà, la rédaction nationale de France 3 fait la mauvaise tête et réclame que son déménagement, prévu *le 27 août, soit reporté* au 1er octobre. La CFDT a déposé un préavis de grève pour le 25 août et a traduit ce malaise en revendications quantitatives. *« France 2 déménage dans des conditions fabuleuses. Ils ont pu faire des essais, alors que chez nous rien n'a été vraiment préparé. En plus le fait que la régie ne sera pas en place pour notre arrivée oblige à la location d'un car-régie dont le coût est de 1,5 million de francs »*, accuse un responsable syndical. La direction et les syndicats devaient se rencontrer, vendredi 14 août, pour discuter des points en litige, de la demande d'embauche de trois motards de presse et de la création de quatre postes de techniciens de reportage.

Pour Xavier Gouyou-Beauchamps, l'installation dans le nouveau siège est une des épreuves où il doit réaliser un sans-faute, s'il veut obtenir une reconduction de son mandat l'année prochaine. Dans cette perspective, il vient d'ailleurs de mettre une nouvelle carte dans son jeu. Nommé le 10 juillet à la présidence de l'Association des employeurs du service public de l'audiovisuel, il va être en première ligne pour la renégociation de la convention collective des personnels. Ce peut être un formidable atout ou la pire des cartes.

Françoise Chirot

Les personnels de France 3 Lille entre projets et amertume

LILLE
de notre correspondante

Quelques-uns des trois cents collaborateurs de la station régionale Nord - Pas-de-Calais - Picardie de France 3 s'affairent à la préparation de leur magazine hebdomadaire de vingt-six minutes. *En effet, à partir du 20 septembre*, chaque région diffusera une nouvelle émission le dimanche soir à 18 h 15.

Pour ce décrochage, qui est une conséquence de la grève de l'hiver dernier, la station du Nord a choisi de programmer « Faces cachées », une nouvelle formule, plus axée sur l'actualité, de l'émission « Des héros très discrets », jusqu'ici présentée le samedi après-midi et qui réalisait une bonne audience. A la place de celle-ci, les téléspectateurs pourront voir « Initiatives », un nouveau magazine d'informations et de services consacré à l'emploi, à la formation et à toutes les formes de solidarité. *« Il était regrettable que ces thèmes, bien traités sur Canal Plus, ne fassent pas l'objet d'une émission régulière sur une grande chaîne de service public. Notre choix a été différent de celui d'autres stations, dont l'idée est de faire une émission d'informations charnière entre la semaine écoulée et la semaine à venir »*, explique Luc Mousseau, responsable de l'antenne régionale Nord-Picardie.

FAIBLE BUDGET

Cette *émission s'ajoutera aux quelque neuf* cent quarante heures de programme, – informations régionales et locales, mais aussi émissions de service, de divertissement et de découverte de la région – qui sont diffusées chaque année par cette station, à l'adresse de 6 millions d'habitants. Avec deux rédactions régionales situées à Lille et Amiens, des bureaux décentralisés dans les départements du Pas-de-Calais, de l'Aisne et de l'Oise, des locales qui couvrent l'actualité de la métropole lilloise, des villes belges voisines et celles du littoral et son arrière-pays qui réalisent chacune un journal d'informations d'images six jours sur sept ainsi qu'un magazine le samedi, France 3 Nord – Pas-de-Calais – Picardie est l'une des plus importantes stations régionales implantées sur le territoire.

Le projet de nouveau magazine semble plutôt bien accueilli par l'ensemble des journalistes et *techniciens, même si certains se montrent scep*tiques devant le faible budget dont il va disposer ; d'autres, notamment du côté d'Amiens, sont déçus de ne pas bénéficier de leur propre créneau. Mais le fait que onze jours de grève ont *abouti à la création d'une émission consacrée à* ces thèmes en réjouit plusieurs. *« Reste à voir concrètement comment les différentes rédactions, notamment les deux locales, seront associées à la réalisation du magazine puisqu'elles n'ont pas été consultées lors de sa conception »*, commente le délégué SNJ.

Par ailleurs, les stigmates de la grève de décembre ne sont pas tous effacés. *« On ne sait toujours pas quelle stratégie la direction veut mettre en place,* résume Olivier Michel, journaliste à la locale lilloise et délégué SNJ. *Sept mois après la signature du protocole, on n'a toujours pas obtenu grand-chose, d'où un sentiment d'amertume assez largement partagé par l'ensemble des salariés. »*

Nadia Lemaire

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Le FMI juge sévèrement l'économie japonaise

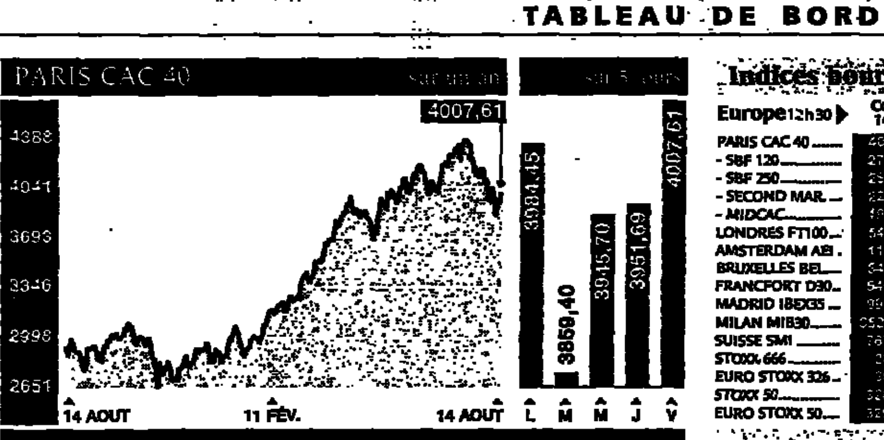
DANS SON RAPPORT ANNUEL sur le Japon, publié jeudi 13 août, le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré plus pessimiste que le gouvernement japonais sur l'économie de l'archipel. Il prévoit une contraction de 1,7 % du produit intérieur brut en 1998. La production industrielle pourrait plonger de 5,3 %, la consommation reculer de 0,9 % et le chômage grimper à 4,1 %. L'organisation internationale incite le Japon à *« prendre des mesures rapides et décisives »* pour enrayer la détérioration de son économie.

■ **Le ministère des finances** japonais a publié, jeudi 13 août, le solde des opérations courantes au premier semestre. Il a progressé de 52,9 % à 7 573 milliards de yens, traduisant la forte chute des importations. La balance des capitaux a démontré que les sorties de capitaux ont atteint 85 milliards de dollars sur six mois.

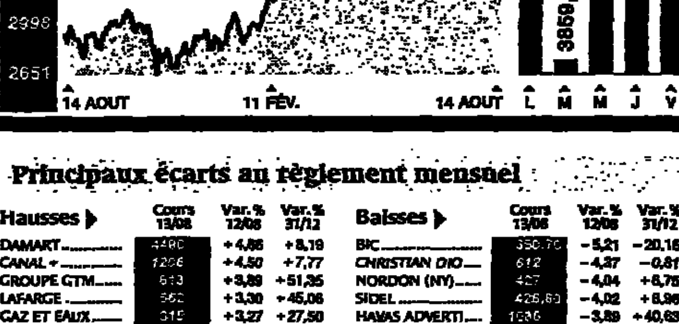
■ **ÉTATS-UNIS : les ventes de détail ont baissé de 0,4 %** en juillet. Toutefois, si l'on exclut l'impact de la grève de General Motors, elles ont progressé de 0,5 %. La frénésie de consommation des Américains continue : *sur douze* mois, les ventes de détail ont augmenté de 5,9 %.

■ **EUROPE : le marché automobile européen a progressé de 8,8 %** en juillet, avec l'immatriculation de 1,25 million de véhicules particuliers. Les pays les plus dynamiques sont l'Espagne (+15,9 %) et la France (+12,9 %).

■ **ESPAGNE : les prix à la consommation ont progressé de 0,4 %** en juillet, portant le taux d'inflation sur les douze derniers mois à 2,2 %. Cette accélération de l'inflation irrite le gouvernement espagnol qui conserve sa prévision d'une hausse des prix limitée à 2,1 % pour 1998.

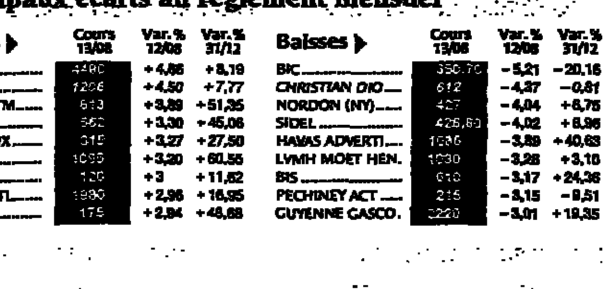


Principaux écarts au règlement mensuel



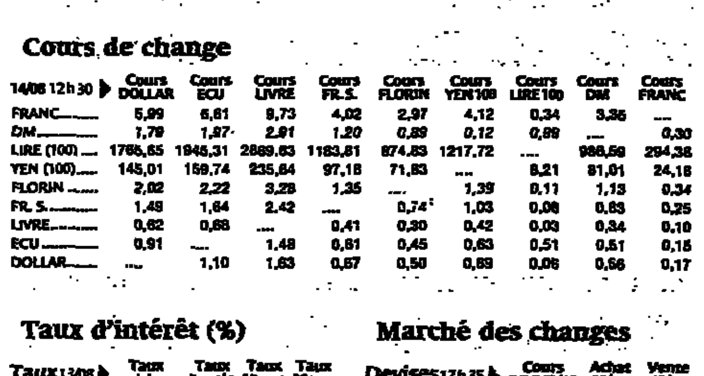
Hausses	Cours 13/08	Var. % 12/08	Var. % 31/12	Baisses	Cours 13/08	Var. % 12/08	Var. % 31/12
DAMART	4480	+4,86	+8,19	BIC	[illegible]	–5,21	–20,16
CANAL +	1206	+4,50	+7,77	CHRISTIAN DIO	612	–4,27	–0,81
GROUPE GTM	[illegible]	+3,89	+51,35	NORDON (NY)	427	–4,04	+8,75
LAFARGE	[illegible]	+3,30	+45,06	SIDEL	[illegible]	–4,02	+8,96
GAZ ET EAUX	315	+3,27	+27,50	HAVAS ADVERTI	[illegible]	–3,89	+40,63
BOUYGUES	[illegible]	+3,20	+60,55	LVMH MOET HEN.	[illegible]	–3,28	+3,10
FINEXTEL	120	+3	+11,62	BIS	[illegible]	–3,17	+24,36
ESSILOR INTL	[illegible]	+2,96	+16,95	PECHINEY ACT	[illegible]	–3,15	–9,51
INGENICO	175	+2,94	+48,68	GUYENNE GASCO.	[illegible]	–3,01	+19,35

Cours de change



14/08 12h30	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,99	6,61	9,73	4,02	2,97	4,12	0,34	3,35	---
DM	1,79	1,97	2,91	1,20	0,89	0,12	0,99	---	0,30
LIRE (100)	1766,65	1946,31	2869,63	1183,81	874,83	1217,72	---	988,59	294,38
YEN (100)	145,01	159,74	235,64	97,18	71,83	---	8,21	81,01	24,18
FLORIN	2,02	2,22	3,28	1,35	---	1,39	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,49	1,64	2,42	---	0,74	1,03	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,62	0,68	---	0,41	0,30	0,42	0,03	0,34	0,10
ECU	0,91	---	1,48	0,61	0,45	0,63	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	---	1,10	1,63	0,67	0,50	0,69	0,06	0,56	0,17

Taux d'intérêt (%)

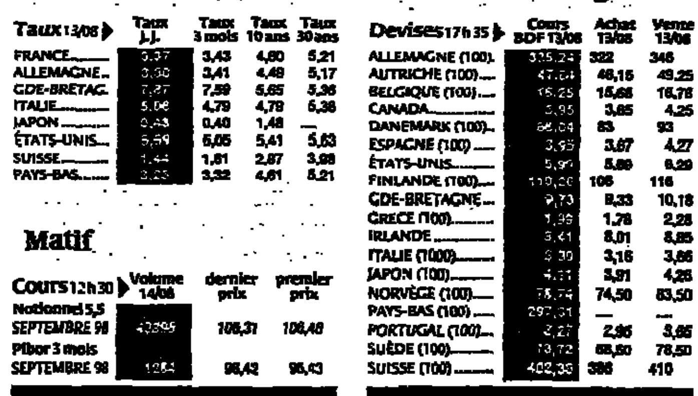


Taux 13/08	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,43	4,60	5,21
ALLEMAGNE	[illegible]	3,41	4,49	5,17
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,59	5,65	5,36
ITALIE	[illegible]	4,79	4,78	5,36
JAPON	[illegible]	0,40	1,48	---
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,05	5,41	5,63
SUISSE	[illegible]	1,61	2,87	3,98
PAYS-BAS	[illegible]	3,32	4,61	5,21

Marché des changes

Devises 17h35	Cours BDF 13/08	Achat 13/08	Vente 13/08
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,68	16,78
CANADA	[illegible]	3,65	4,25
DANEMARK (100)	[illegible]	83	93
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,69	6,29
FINLANDE (100)	[illegible]	106	116
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,33	10,18
GRECE (100)	[illegible]	1,78	2,28
IRLANDE	[illegible]	8,01	8,85
ITALIE (1000)	[illegible]	3,16	3,66
JAPON (100)	[illegible]	3,91	4,26
NORVÈGE (100)	[illegible]	74,50	83,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	---	---
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,96	3,65
SUÈDE (100)	[illegible]	68,50	78,50
SUISSE (100)	[illegible]	386	410

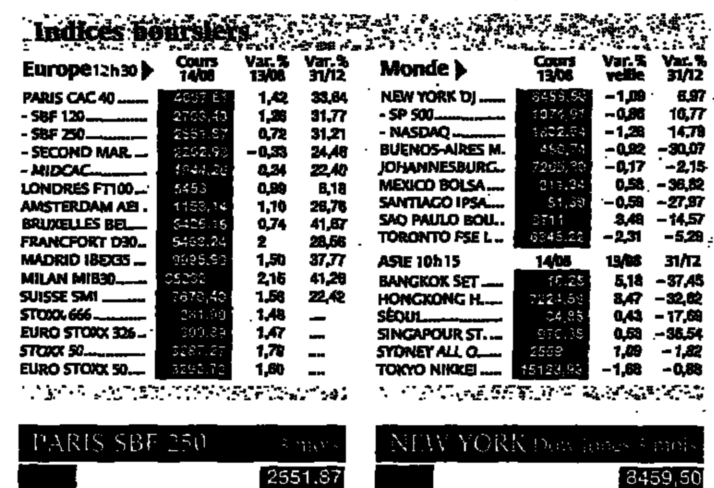
Matif



Cours 12h30	Volume 14/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	[illegible]	108,31	108,48
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	[illegible]	96,42	96,43

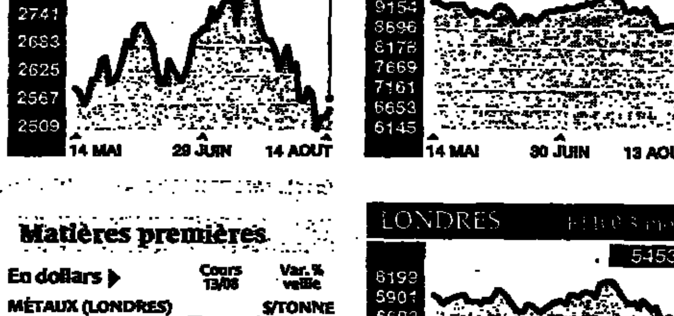
Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde ».
www.lemonde.fr

Indices boursiers



Europe 12h30	Cours 14/08	Var. % 13/08	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	[illegible]	1,42	33,84
- SBF 120	[illegible]	1,26	31,77
- SBF 250	[illegible]	0,72	31,21
- SECOND MAR.	[illegible]	–0,33	24,46
- MIDCAC	[illegible]	0,24	22,40
LONDRES FT100	5453	0,99	8,18
AMSTERDAM AEI	[illegible]	1,10	26,76
BRUXELLES BEL	[illegible]	0,74	41,67
FRANCFORT D30	[illegible]	2	28,56
MADRID IBEX35	[illegible]	1,50	37,77
MILAN MIB30	[illegible]	2,16	41,26
SUISSE SMI	[illegible]	1,56	22,42
STOXX 666	[illegible]	1,48	---
EURO STOXX 326	[illegible]	1,47	---
STOXX 50	[illegible]	1,78	---
EURO STOXX 50	[illegible]	1,60	---

Monde	Cours 13/08	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	–1,09	6,97
- SP 500	[illegible]	–0,86	10,77
- NASDAQ	[illegible]	–1,28	14,78
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	–0,82	–30,07
JOHANNESBURG	[illegible]	–0,17	–2,15
MEXICO BOLSA	[illegible]	0,58	–38,82
SANTIAGO IPSA	[illegible]	–0,58	–27,97
SAO PAULO BOU.	[illegible]	3,49	–14,57
TORONTO FSE I.	[illegible]	–2,31	–5,29
ASIE 10h15	14/08	13/08	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	5,18	–37,45
HONGKONG H.	[illegible]	3,47	–32,02
SÉOUL	[illegible]	0,43	–17,69
SINGAPOUR ST.	[illegible]	0,58	–36,54
SYDNEY ALL O.	[illegible]	1,09	–1,82
TOKYO NIKKEI	[illegible]	–1,68	–0,88

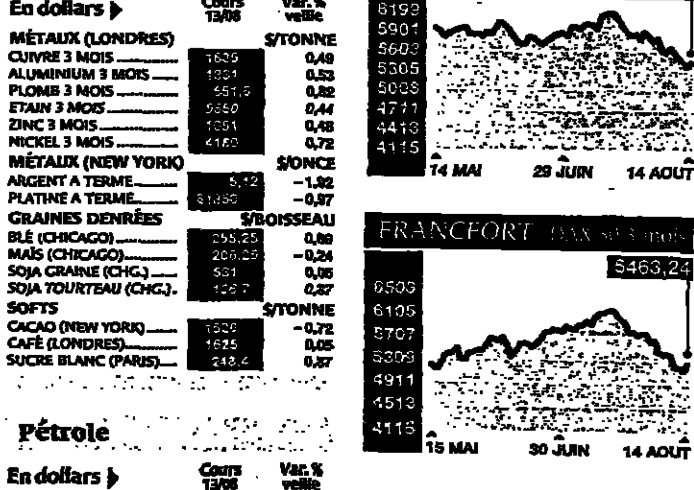


LONDRES FT100 3 mois — 5453 — 14 MAI 29 JUIN 14 AOUT

FRANCFORT DAX 30 3 mois — 5463,24 — 14 MAI 30 JUIN 14 AOUT

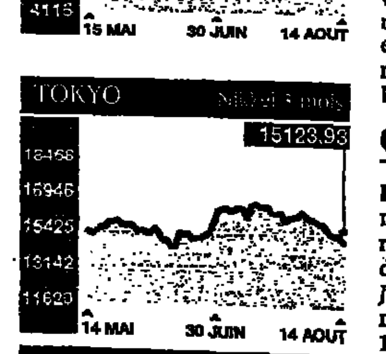
TOKYO Nikkei 3 mois — 15123,93 — 14 MAI 30 JUIN 14 AOUT

Matières premières



En dollars	Cours 13/08	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	0,49
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	0,53
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	0,82
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	0,44
ZINC 3 MOIS	[illegible]	0,48
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	0,72
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	–1,92
PLATINE A TERME	[illegible]	–0,97
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	0,09
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	–0,24
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	0,05
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	0,37
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	–0,72
CAFÉ (LONDRES)	1625	0,05
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	0,37

Pétrole



En dollars	Cours 13/08	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	---
WTI (NEW YORK)	[illegible]	1,14
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	2,63

Or

En francs	Cours 13/08	Var % 12/08
OR FIN KILO BARRE	[illegible]	–0,18
OR FIN LINGOT	[illegible]	---
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	---

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

VENDREDI 14 AOÛT, à la mi-séance, l'indice CAC 40 a grimpé de 1,57 % repassant largement au-dessus des 4 000 points, à 4 013,27 points. La place parisienne profite de la poursuite du rattrapage des Bourses européennes dans un volume d'activité important pour une veille de 15 août. Parmi les valeurs en hausse, France Télécom s'est adjugé un gain de 3,4 %, suivi de Rhône-Poulenc (+ 3,2 %), Cap Gémini (3,1 %) et Thomson CSF (3 %). En baisse, les titres Damart et Intertechnique se sont distingués.

FRANCFORT

VENDREDI 14 AOÛT, la Bourse allemande se redressait en début de matinée. Quelques minutes après l'ouverture, l'indice Dax gagnait 0,84 % à 5 399,02 points. Les titres Daimler-Benz et Volkswagen étaient en hausse après la publication de bons chiffres d'immatriculations en Europe.

TOKYO

VENDREDI 14 AOÛT, la Bourse japonaise est repartie à la baisse. L'indice Nikkei a cédé 1,68 % à 15 123,93 points. Il a été affecté par la baisse de Wall Street et par les inquiétudes persistantes sur le secteur bancaire nippon.

NEW YORK

JEUDI 13 AOÛT, la Bourse de New York a finalement terminé en recul. L'indice Dow Jones a perdu 1,09 % à 8 459,50 points. Le marché avait ouvert en hausse, mais les mauvaises nouvelles en provenance de Russie et les médiocres perspectives de bénéfices annoncées par DuPont de Nemours, ont fait plonger l'indice.

CHANGES

Le yen poursuivait son redressement vendredi 14 août à Tokyo en raison des craintes persistantes d'une intervention de la Banque du Japon pour soutenir sa devise. La monnaie nipponne s'échangeait à 144,80 yens pour 1 dollar contre 145,03 à New York la veille au soir.

هكذا من الاصل

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 14 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+1,44 %
CAC 40 : 4008,47

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1015	[illegible]	- 0,09	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	966	[illegible]	+ 1,65	[illegible]
Renault (T.P.)	3078	[illegible]	- 0,22	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1280	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	996,50	[illegible]	—	[illegible]
Accor	1526	[illegible]	+ 1,04	[illegible]
AGF	351	[illegible]	+ 0,48	[illegible]
Air Liquide	879	[illegible]	+ 0,68	[illegible]
Alcatel Alsthom	1143	[illegible]	- 0,34	[illegible]
Alstom	173,10	[illegible]	- 1,15	[illegible]
CGIP	3061	[illegible]	- 1,50	[illegible]
Chargeurs	407	[illegible]	- 0,73	[illegible]
Christian Dalloz	660	[illegible]	—	[illegible]
Christian Dior	612	[illegible]	+ 1,96	[illegible]
CIC - ACTIONS "A"	578	[illegible]	+ 0,17	[illegible]
Ciments Francais	337	[illegible]	- 0,59	[illegible]
Clarins	526	[illegible]	+ 1,14	[illegible]
Club Mediterranee	500	[illegible]	—	[illegible]
Coflexip	553	[illegible]	+ 1,08	[illegible]
Colas	1266	[illegible]	+ 0,71	[illegible]

Comptoir Entrep.	14,30	14,85	+ 3,84	[illegible]
Comptoirs Mod.	3140	3102	- 1,05	[illegible]
CPR	461	464	+ 0,65	[illegible]
Cred.Fon.France	91,60	91,70	+ 0,10	[illegible]
Credit Lyonnais CI	645	647	+ 0,31	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	540	534	- 1,11	[illegible]
Damart	4490	4255	- 5,21	[illegible]
Danone	1675	[illegible]	+ 0,23	[illegible]
Dassault-Aviation	1760	1770	+ 0,56	[illegible]
Dassault Systemes	293,50	[illegible]	+ 3,91	[illegible]
De Dietrich	330,20	340	+ 2,96	[illegible]
Deveaux(Ly)#	980	981	+ 0,10	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	63	61	- 3,17	[illegible]
Dexia France	825	843	+ 2,18	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	118	119,30	+ 1,10	[illegible]
Dynaction	203,50	214,50	+ 5,40	[illegible]
Eda	1470	1450	- 1,36	[illegible]
Eiffage	497	490,50	- 1,30	[illegible]
Elf Aquitaine	701	709	+ 1,14	[illegible]
Eramet	203,10	205	+ 0,93	[illegible]
Eridania Beghin	1230	1217	- 1,05	[illegible]
Essilor Intl	2105	2122	+ 0,80	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1980	1950	- 1,51	[illegible]
Esso	505	508	+ 0,59	[illegible]
Eurafrance	3300	3260	- 1,21	[illegible]
Euro Disney	10,45	10,30	- 1,43	[illegible]

Legrand	1465	1460	- 0,34	10
Legrand ADP	920	929	+ 0,97	10
Legris indust.	268,50	269	+ 0,18	20
Locindus	784	790	+ 0,76	150
L'Oreal	3327	3356	+ 0,87	10
LVMH Moet Hen.	1030	1037	+ 0,67	10
Marine Wendel	1070	1051	- 1,77	100
Metaleurop	43,05	44	+ 2,20	25
Metrologie Inter.	20	20	—	10
Michelin	304,50	311	+ 2,13	12
Montupet SA	291	294,30	+ 1,13	10
Moulinex	130	130,60	+ 0,46	10
Natexis	370	369,90	- 0,02	100
Norbert Dentres #	249	248,70	- 0,12	10
Nord-Est	121,50	122,80	+ 1,06	50
Nordon (Ny)	427	432	+ 1,17	20
NRJ #	1185	1179	- 0,50	10
Olipar	60,70	60,70	—	60
Paribas	577	592	+ 2,59	100
Pathe	1110	1125	+ 1,35	100
Pechiney Act Ord A	215	219,50	+ 2,09	100
Pernod-Ricard	403,90	403	- 0,22	20
Peugeot	1111	1117	+ 0,54	35
Pinault-Print.Red	980	987	+ 0,71	20
Plastic Omn.(Ly)	800	816	+ 2	20
Primagaz	496	495	- 0,20	10

Sophia	256	255	- 0,39	75
Spir Communic. #	421,20	424	+ 0,66	20
Strafor Facom	495	495	—	25
Suez Lyon.des Eaux	1004	1011	+ 0,69	60
Synthelabo	880	900	+ 2,27	10
Technip	581	590	+ 1,54	20
Thomson-CSF	217	223	+ 2,76	20
Total	639	643	+ 0,62	50
UIF	435,10	436,10	+ 0,22	100
Unibail	733	725	- 1,09	100
Union Assur.Fdal	856	850	- 0,70	10
Usinor	73	73,90	+ 1,23	20
Valeo	511	516	+ 0,97	20
Vallourec	340	350,50	+ 3,08	100
Via Banque	166,50	167	+ 0,30	100
Vivendi (ex CGE)	1261	1282	+ 1,66	100
Worms (ex.Somea)	102,10	102	- 0,09	10
Zodiac ex.dt divid	1400	1425	+ 1,78	10
Elf Gabon	907	900	- 0,77	17

General Elect. #	531	532	+ 0,18	—
General Motors # ■	417,50	416	- 0,35	1
Gle Belgique #	695	690	- 0,71	—
Harmony Gold #	23,05	23,35	+ 1,30	—
Hitachi #	34,10	33,50	- 1,75	50
Hoechst #	251	255	+ 1,59	—
I.B.M #	761	759	- 0,26	—
I.C.I #	69	—	—	1
Ito Yokado #	263	265,80	+ 1,06	50
Kingfisher plc #	44,70	45	+ 0,67	—
Matsushita #	85	—	—	50
Mc Donald's #	386,10	395	+ 2,30	—
Merck and Co #	746	765	+ 2,54	—
Mitsubishi Corp.#	33,60	33,95	+ 1,04	50
Mobil Corporat.#	410	415,50	+ 1,34	1
Morgan J.P. #	712	750	+ 5,33	2
Nestle SA Nom. #	11850	11960	+ 0,92	10
Nipp. MeatPacker #	68,40	—	—	50
Nokia A	476,90	471,80	- 1,06	2
Norsk Hydro #	230,10	235	+ 2,12	20
Petrofina #	2228	2240	+ 0,53	—
Philip Morris #	247,10	247,20	+ 0,04	—
Philips N.V #	455	465,10	+ 2,21	10
Placer Dome Inc #	60,90	60,15	- 1,23	—
Procter Gamble	478,10	477,90	- 0,04	—
Quilvest	333	—	—	—
STmicroelectronics	363,60	376	+ 3,41	13
Sumitomo Bank #	46,90	47,25	+ 0,74	50
T.D.K #	415	421,90	+ 1,66	50
Telefonica #	289,80	290,10	+ 0,10	500
Toshiba #	23,20	23,50	+ 1,29	50
Unilever #	402	415,20	+ 3,28	1
United Technol. #	533	535	+ 0,37	5
Volkswagen A.G #	465	487,90	+ 4,92	—
Yamanouchi #	116,80	117,90	+ 0,94	50
Zambia Copper	12,10	12,05	- 0,41	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 14 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq.9% 91-02	117,55	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	105,07	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	121,75	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	122,96	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	101,03	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	114,24	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,03	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	129,42	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,87	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	102,45	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,42	[illegible]
EDF 8,6% 92-04#	—	[illegible]
Finansder 9%91-06#	129,62	[illegible]
Finansd.8,6%92-03#	114	[illegible]
Flora9,75% 90-99#	—	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	100,01	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	575	575
Fiat Ord	22,20	22,25
Gold Fields South	62	62
Kubota Corp	14	14
Montedison act.ep.	9,45	9,45
Olympus Optical	60,15	60,35
Robeco	635	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 14 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	◆	50,70	[illegible]
AFE #		900	[illegible]
Aigle #		559	[illegible]
Albert S.A (Ns)		236	[illegible]
Arkopharma #		450	[illegible]
Assystem #		281	[illegible]
Bque Picardie (Li)		1050	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#		400,90	[illegible]
Bque Vernes	◆	150	[illegible]
Beneteau CB#		730	[illegible]
B I M P	◆	135	[illegible]
Boiron (Ly)#		412	[illegible]
Boisset (Ly) #		765	[illegible]
Bot S.A.		305	[illegible]
C.E.E #		179	[illegible]
Ducros Serv.Rapide	◆	32	[illegible]
Emin-Leydier (Ly)#		347,20	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)		367	[illegible]
Expand s.a		270	[illegible]
Factorem	◆	792	[illegible]
Faiveley #		177	[illegible]
Finacor		30,05	[illegible]
Fininfo		1035	[illegible]
Assur.Bq.Populaire		615	[illegible]
Gautier France		370	[illegible]
Gel 2000		36,80	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 14 AOUT

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligène Oncor	30,20	31
Belvédère	1094	1080
BVRP	360	359
Chemunex	14,30	14,30
Duran Duboi	334,50	335
Eurofins scientific	595	595
FDM Pharma n.	46,50	47
Genset	532	531
Guyanor action B	7	6,85
Infonie	183	185
Joliez-Regol	92	90
La Cie Group	155,50	156
Olitec	1055	980
Omnicom	761	765
Picogiga	215	215
R2I Santé	410	410
Serp Recyclage	730	740

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 14 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Euraltech	◆	135	135
Europe Finance Ind.	◆	745	745
Cibox-LCI	◆	278	278
CTT-SCETA	◆	450	450
Sté lecteurs du Monde	◆	144,10	144,10
Troc de l'Ile	◆	169	169

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 13 août

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	164,62	[illegible]
Agipi Actions (Axa)	151,14	[illegible]
BNP 3615 BNP		
Antigone Trésorie	914945	[illegible]
Natio Court Terme	14677	[illegible]
Natio Court Terme 2	398604	[illegible]
Natio Epargne	2234,43	[illegible]
Natio Ep. Croissance	3925,26	[illegible]
Natio Ep. Patrimoine	165,88	[illegible]

CDC Asset Management EUROPE

Livret Bourse Inv. D PEA	1090,98	[illegible]
Nord Sud Dévelop. C	2658,69	[illegible]
Nord Sud Dévelop. D	2381,23	[illegible]
MULTI-PROMOTEURS OCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C	326,53	[illegible]
Patrimoine Retraite D	309,14	[illegible]

CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)

Fonsicav C	20342,68	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C	20065,98	[illegible]

CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)

Écur. Act. Futur D PEA	374,96	[illegible]
Écur. Capitalisation C	271,41	[illegible]
Écur. Expansion C	86130,56	[illegible]
Écur. Géovaleurs C	4446,79	[illegible]

LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE

Asie 2000	318,12	304,82
Saint-Honoré Capital	21813,98	21178,62
St-Honoré March. Emer.	473,39	458
St-Honoré Pacifique	578,40	559,48
St-Honoré Vie Santé	2131,65	2069,86

LEGAL & GENERAL BANK

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT

Actimonétaire C	39155,46	39155,46
Actimonétaire D	31021,34	31021,34
Cadence 1 D	1076,86	1066,20
Cadence 2 D	1064,75	1054,21
Cadence 3 D	1066,78	1056,22

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

هكذا من الاصل

SPORTS Pour expliquer le peu d'efficacité de sa lutte contre le dopage, l'Union cycliste internationale (UCI) invoque le plus souvent le manque de fiabilité des moyens de contrôle et la sophistication des produits utilisés. ● UNE ENQUÊTE DU « MONDE » démontre qu'il est actuellement possible de détecter – par prélèvement d'urine, de sang et d'air expiré – la plupart des substances illicites. ● SEUL L'EMPLOI des hormones de croissance pose encore problème aux chercheurs. ● LE DIRECTEUR du Laboratoire national de dépistage du dopage, le professeur Jacques de Caeriz, dénonce *« le terrorisme intellectuel des opposants aux contrôles qui pèse sur les fédérations sportives »*. ● APRÈS LES AFFAIRES du Tour de France 1998, l'UCI a dévoilé, jeudi 13 août, une série de mesures (suivi médical des coureurs, limitation des jours de course, etc.) qui devrait, selon elle, rendre la tâche des tricheurs plus délicate.

Les nouveaux et multiples défis lancés à la science par le dopage

La course-poursuite entre les toxicologues et tous ceux qui détournent, chez les sportifs, les médicaments à des fins illicites n'a jamais été aussi intense. Les affaires du Tour de France permettent de dresser un état des lieux de cette « pharmacopée de l'ombre »

LE COUP DE TONNERRE qu'aura constitué, *grâce au Tour de* France 1998, la découverte de l'ampleur du dopage dans les milieux du cyclisme professionnel constituera sans doute une étape dans la lutte contre les procédés contraires à l'éthique sportive autant qu'à la morale médicale. L'usage de substances prohibées dans les milieux sportifs en général, le cyclisme en particulier, n'est certes pas nouveau. *Jamais, pourtant,* les consommations de produits illicites n'avaient atteint de tels niveaux.

Tout se passe comme si les progrès thérapeutiques issus de l'endocrinologie, de la biologie moléculaire et du génie génétique avaient, depuis moins de dix ans, élargi dans des proportions considérables cette *« pharmacopée de l'ombre »*, provenant de filières plus ou moins connues et prescrite par des médecins marrons, avec l'aide de laboratoires complices. Et jamais la course-poursuite entre les toxicologues *spécialisés dans la lutte* contre ces procédés et les « soigneurs » des sportifs, qui participent au dopage de leurs poulains, n'a été aussi intense. Quel est, dans ce domaine, l'état des lieux ?

● LES BRONCHO-DILATATEURS

Utilisés dans le traitement des crises d'asthme, ils sont recherchés, à des fins dopantes, pour l'augmentation rapide des capacités pulmonaires (et donc musculaires) qu'ils *induisent. Les toxicologues savent* identifier leur présence à partir d'échantillons urinaires. La difficulté est ici d'un autre ordre, dans la mesure où, à l'instar notamment des anesthésiques locaux, ces substances peuvent être utilisées par des sportifs professionnels dès lors que ces derniers disposent d'une ordonnance médicale les prescrivant. C'est ainsi que l'on observe une proportion croissante de sportifs de haut niveau souffrant, officiellement, d'« asthme d'effort », une entité pathologique aux contours qui *méri*teraient d'être précisés.

● L'ÉRYTHROPOÏÉTINE (EPO)

Personne, parmi les spécialistes de la lutte contre le dopage, n'aurait osé imaginer, avant les affaires du Tour, l'ampleur de la consommation de cette hormone naturellement synthétisée par l'organisme humain et qui a pour propriété d'augmenter la production de globules rouges, c'est-à-dire les volumes de transport sanguin d'oxygène et, *in fine*, la puissance musculaire. Mais comment auraient-ils pu en avoir une vision précise ? La concession majeure faite l'an dernier par l'Union cycliste internationale (UCI) autorisant les prélèvements sanguins n'a nullement permis, en pratique, de retrouver les traces des apports dopants en EPO. Bien au contraire. De manière quelque peu perverse, ces prélèvements sanguins ont pu en*courager les consommations*, en permettant une manipulation préalable des données hématologiques chez les cyclistes dopés (*Le Monde* du 8 août).

Or il n'y a ici aucune fatalité. En dépit des similitudes structurelles existant entre l'EPO naturelle et celle issue des techniques de manipulation génétique – utilisée à des fins thérapeutiques, chez les insuffisants rénaux sous rein artificiel notamment –, il est techniquement possible de faire la différence à partir de l'identification de certaines variations fines de structure (isoformes). Ce constat peut être fait grâce à de simples prélèvements urinaires. Une limite existe : la toxicologie la plus sophistiquée ne peut identifier la consommation de l'EPO que dans les vingt-quatre heures qui suivent la prise. Pour établir l'existence de consommations plus anciennes, les toxicologues ont toutefois déjà identifié d'autres pistes.

*L'une des plus prometteuses r*ésulte des travaux du professeur Michel Audran (faculté de pharmacie de Montpellier). Elle fait actuellement l'objet d'étalonnages dans différents laboratoires en Norvège, au Canada et en Australie. Cette approche consiste à calculer les concentrations de certaines molécules réceptrices (les récepteurs à la transferrine) qui augmentent en cas de prise d'EPO à des fins dopantes. Cette méthode indirecte permettrait d'identifier des consommations remontant à une semaine ou plus.

D'autres symptômes biologiques et physiologiques pourraient également être pris en compte, comme *l'existence d'une consommation* anormalement élevée en fer, substance indispensable à l'action de l'EPO. La lutte contre l'utilisation de cette substance illustre la nécessité de dépasser le contrôle effectué à un seul moment de la prise de produit prohibé ; elle dispose désormais d'une série de paramètres mesurés à échéances régulières qui permettraient d'établir de manière plus objective l'apparition ou l'existence d'une anomalie.

● LES « SANGS ARTIFICIELS »

On *désigne sous* ce terme les substances mises au point pour, en traumatologie et en chirurgie notamment, faire l'économie de transfusions sanguines massives. La principale d'entre elles, administrée par voie intraveineuse, est le PFC (ou perfluorocarbone), molécule de synthèse qui permet de fixer l'oxygène dans le sang sans augmenter le taux de globules rouges (ou hématocrite). *Cette molécule*, qui devrait bientôt obtenir une autorisation de mise sur le marché, a déjà fait son entrée dans des milieux sportifs professionnels. Elle peut être dépistée soit dans le sang, soit – ce qui est plus facile – dans l'air expiré, où elle peut être retrouvée dix à quinze jours après son administration initiale. Présenté comme dénué de risques dès lors qu'il est issu d'une production *pharmaceutique de* qualité (permettant une stabilité des émulsions), le PFC a déjà été à l'origine d'accidents graves chez des sportifs, son utilisation mal contrôlée pouvant notamment entraîner des embolies gazeuses.

● LES STÉROÏDES

Cette famille de substances hormonales aux propriétés anabolisantes, dont l'usage est répandu dans les milieux sportifs, pose elle aussi un problème fondamental en toxicologie : faire la part entre les molécules qui sont naturellement synthétisées par l'organisme humain et celles qui sont d'origine exogène. Compte tenu des nombreuses combinaisons mises en œuvre aujourd'hui, associant des substances « masquantes » aux molécules actives, la lutte contre le dopage a dû multiplier les ap*proches en utilisant notamment* des rapports entre les taux de certaines hormones naturelles (comme la testostérone) et ceux de leurs métabolites. En dépit des progrès, les méthodes actuelles ne constituent pas une panacée.

Les recherches en cours se basent sur des méthodes isotopiques développées dans le domaine des fraudes. La principale difficulté *réside dans les volumes* limités des échantillons urinaires disponibles : ils imposent une adaptation des techniques de manière à ce qu'il soit possible, à partir de quelques millilitres d'urine, d'identifier la présence de différents stéroïdes d'origine exogène pouvant être utilisés à des fins dopantes, au premier rang desquels la nandrolone. Compte tenu de *l'hétérogénéité des législations* et des réglementations dans ce domaine (les stéroïdes peuvent être utilisés ponctuellement par voie locale), l'espoir est dans une approche globale qui chercherait à mesurer le catabolisme protéique du sportif (les réactions biochimiques par lesquelles l'organisme produit ses déchets) : des anomalies observées à ce niveau traduisent des prises répétées sans aucune *justification thérapeutique.*

● L'HORMONE DE CROISSANCE

C'est sans aucun doute, avec l'EPO, la substance aujourd'hui la plus utilisée à des fins dopantes. Prescrite en médecine pour lutter contre les graves retards de croissance dus à des déficits endocrinologiques d'origine cérébrale, elle peut, chez l'athlète, augmenter no*tablement, sinon* le volume du moins la puissance musculaire. Les spécialistes de la lutte antidopage estiment que la consommation de cette hormone (administrée par voie intramusculaire) est aujourd'hui de plus en plus associée à celle des stéroïdes anabolisants. La synergie entre ces deux substances fournit des résultats spectaculaires dans la mesure où elle permet de *réduire* les *doses tout en* augmentant les effets. Or il est aujourd'hui impossible de dépister une pratique dopante par hormone de croissance à partir de la seule mesure du taux de cette substance dans le sang ou, *a fortiori*, l'urine. Les recherches visent à identifier des signes indirects apparaissant notamment au niveau du métabolisme osseux, l'usage illicite de cette hormone provoquant des anomalies dans l'équilibre entre la construction et la destruction du tissu osseux de l'athlète.

J.-Y. N.

TROIS QUESTIONS À...

JACQUES DE CAERIZ

1 Des spécialistes *mettent en* **cause la lutte contre le dopage en arguant de sa grande inefficacité. Quelle est l'opinion du directeur du laboratoire national de dépistage du dopage ?**

Cette remise en cause résulte de divers facteurs et, notamment, des lacunes concernant les recherches de prises d'EPO chez les cyclistes professionnels. Les méthodes ac*tuelles ne constituent ici qu'un* garde-fou dont on découvre les limites et qu'il faudra améliorer puisque c'est techniquement possible. Il existe aujourd'hui un terrorisme intellectuel des opposants aux contrôles qui pèse sur les fédérations sportives, et particulièrement sur l'Union cycliste internationale. Ce terrorisme se fonde sur le fait que l'on risque de déclarer posi*tifs des sportifs qui ne se sont pas* dopés et conclut qu'il vaudrait mieux ne rien faire. Cela est redoutable, compte tenu des dangers majeurs auxquels on exposerait les athlètes si tous les efforts antidopage étaient réduits à néant.

2 Comment, dès lors, peut-on parvenir à améliorer l'efficacité de la lutte contre le dopage ?

Il faut, pour minimiser les risques de faux positifs, obtenir des surveillances personnalisées et longitudinales des sportifs au lieu de se borner, comme c'est le cas aujourd'hui, à des examens ponctuels, aux résultats plus ou moins aléatoires et qui peuvent toujours être contestés. Il nous faudra parvenir à ne pas réfléchir dans l'absolu, mais à travailler dans le relatif, à faire de l'individu sportif son propre témoin. Il faut mettre en place un encadrement médical individualisé plutôt que de se borner à des constats ponctuels exclusivement chimiques.

3 Comment parviendra-t-on à une harmonisation dans ce domaine ?

Cette harmonisation est indispensable. Elle ne résultera que d'une volonté clairement exprimée au plus haut niveau, celui du Comité international olympique et des grandes fédérations internationales. Mais l'espoir peut aussi venir de l'Europe. Les recommandations du Conseil de l'Europe, calquées sur celles du CIO, pourraient très vite *être transformées en directives eu*ropéennes déclinées ensuite à l'échelon de chaque pays. Dans l'Union européenne, seuls des pays comme la France ou l'Espagne disposent de directives législatives nationales. On ne parviendra à rien sans harmonisation, tant que chaque pays pourra craindre de pénaliser ses sportifs ou son économie sportive au détriment des pays voisins.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

L'analyse toxicologique des cheveux connaît encore des limites

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

Spécialiste depuis près de dix ans des recherches en toxicologie conduites à partir du cheveu, le professeur Patrice Mangin qui, *après avoir œuvré à Strasbourg, di*rige depuis deux ans l'Institut de médecine légale de Lausanne, se refuse à extrapoler quant à l'application de cette technique dans le champ du dopage. Pour le directeur de cet institut, accrédité par le Comité international olympique (CIO) et qui travaille pour de nombreuses fédérations internationales (tennis, cyclisme et football, entre *autres), il convient de faire la part* entre le théorique envisageable et ce qui peut être mis en œuvre avec de raisonnables chances de succès.

Jadis limitée à quelques recherches anecdotiques (comme celle de l'arsenic), l'analyse toxicologique du cheveu humain a commencé à prendre son essor il y a une dizaine d'années grâce au développement de techniques mises en œuvre en médecine légale. Le cheveu, à la différence du sang et de l'urine, a la propriété de fixer, au fur et à mesure de sa croissance, les substances étrangères à l'organisme qui peuvent être présentes au sein de ce dernier. Cette fixation (qui résulte à la fois de l'alimentation sanguine du cheveu et de son imprégnation par la sueur) peut dès lors constituer le reflet d'une exposition chronique alors que les recherches sur le sang et les urines ne permettent de retrouver que des administrations à la fois récentes et aiguës.

C'est ainsi que l'analyse du cheveu ouvre de larges perspectives médico-légales, sa croissance moyenne (un centimètre par mois) permettant de remonter dans le *temps jusqu'à environ un semestre. « Nous savons aujourd'hui retrouver sans difficultés majeures les traces de consommations chroniques de stupéfiants, qu'il s'agisse d'opiacés, de cocaïne ou d'amphétamines*, explique Patrice Mangin. *Ces analyses permettent, par exemple, de confondre les dealers qui, dans l'espoir de voir réduire leur peine, expliquent qu'ils sont également consommateurs. Mais en matière de dopage proprement dit, tout ou presque reste à faire. Et si, en théorie, l'analyse du cheveu est intéressante, de nombreuses questions demeurent pour l'heure sans réponses. »*

L'une des principales limites tient au fait qu'il n'existe pas de procédés permettant de détecter dans le cheveu les substances hormonales de nature protéique, au premier rang desquelles l'érythropoïétine (EPO) et l'hormone de croissance. La recherche des anabolisants ne s'est, en outre, pour l'heure, conclue de manière positive que chez certains adeptes du body-bulding : ils utilisaient ces produits à des doses telles que leur apparence physique permettait de *conclure de visu* à cette consommation.

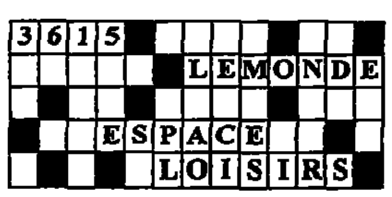
ÉPIDÉMIE DE CRÂNES RASÉS

L'adaptation des pratiques dopantes visant à déjouer les contrôles urinaires complique un peu plus encore les recherches toxicologiques sur le cheveu. *« Le fait que des substances comme les corticostéroïdes puissent être interdites lors des compétitions mais autorisées en dehors de ces périodes nous imposera de valider pleinement ces techniques afin de fournir toutes les garanties scientifiques face aux critiques et contestations qui, compte tenu des intérêts en jeu, ne manqueront pas »*, souligne le professeur Patrice Mangin. Si l'on retrouvait les traces, sur les cheveux prélevés chez certains coureurs du Tour de France, de prises répétées de corticostéroïdes, il faudrait ainsi, pour conclure, démontrer que ces consommations coïncidaient avec une période de compétition ; une démonstration d'autant plus délicate que la croissance capillaire peut varier d'une personne à une autre.

Dans l'attente, les rumeurs *concernant les possibilités de cette* nouvelle approche antidopage ne sont sans doute pas étrangères à l'épidémie de crânes rasés et de teintures exotiques observée depuis quelque temps dans différentes spécialités sportives. Conscients qu'il peut s'agir là de tentative de dissimulation, les toxicologues font valoir que de telles analyses peuvent également être réalisés sur les poils axillaires et pubiens.

J.-Y. N.

Un moment de détente...
Consultez votre Minitel



et

commandez (livres, CD et CD-Rom, vidéos)
sortez (restaurants, expositions, spectacles)
jouez (jeux primés)
voyagez (séjours, billets d'avion,...)

3615 LEMONDE

2,23 F/min

Le plan de lutte de l'Union cycliste internationale

APRÈS avoir organisé trois réunions avec les représentants des organisateurs de courses, des groupes sportifs et de coureurs professionnels, l'Union cycliste internationale (UCI) a annoncé, jeudi 13 août, des mesures destinées à lutter contre le dopage. Si le phénomène était connu depuis longtemps, son ampleur, révélée par les « *affaires* » du Tour de France, a semblé surprendre les dirigeants internationaux.

« L'objectif de ces réunions n'était pas de changer nos systèmes de contrôle, a prévenu l'UCI, devançant l'éventuelle déception des défenseurs de la lutte antidopage. *On ne peut guère aller plus loin que ce qui se fait : des contrôles à grande échelle pour les produits décelables, des tests sanguins permettant de maîtriser le problème de l'érythropoïétine (EPO) et de conclure que l'objectif santé, par la limitation de l'abus d'EPO, a été atteint. »*

L'UCI a annoncé deux séries de mesures, pour lutter contre le dopage et pour agir sur les facteurs pouvant inciter à sa pratique. Dans la première série, figurent le suivi médical mis en place à partir du 1er janvier 1999 – *« Toutes les parties, et notamment les coureurs, donnent leur soutien total à ce plan »*, a affirmé l'UCI, oubliant que l'entrée en vigueur immédiate de cette mesure avait provoqué la mauvaise humeur du peloton le 25 juillet lors de la 12e étape du Tour.

Il est également fait mention d'un programme de recherche pour déterminer le taux d'EPO endogène (naturel) d'un coureur cycliste. *« Cela devrait permettre, à partir du milieu de l'année prochaine, de déterminer s'il y a des manipulations d'EPO exogène »*, a ajouté l'UCI. Cela devrait aussi permettre d'en finir avec le seuil hématocrite (taux de globules rouges) de 50 % fixé arbitrairement qui, de fait, encourage le dopage.

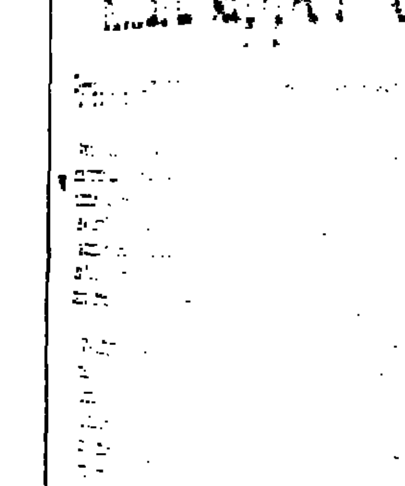
Enfin, le rôle des médecins d'équipe, sera renforcé à l'avenir. Les formations seront *« assistées par des médecins diplômés en médecine du sport qui seront, en plus, tenus pour responsables du respect du règlement, de l'éthique du sport et de la santé de leurs coureurs »*.

Dans la seconde série de mesures, l'UCI a décidé une limitation d'activité des coureurs : *« Le problème réel n'est pas un calendrier surchargé mais plutôt celui du nombre de jours de course pour les coureurs, surtout pour les grandes équipes et les vedettes. »* Pour y remédier, l'idée d'une limitation du nombre de jours de course entre 90 et 120 par an a été retenue. Pourtant, rares sont actuellement les coureurs qui présentent des scores aussi élevés.

Afin de démontrer que les organisateurs et les directeurs sportifs ne sont pas des « esclavagistes », l'UCI a décidé d'entreprendre des études physiologiques pour démontrer la compatibilité des obligations professionnelles des athlètes et de leurs possibilités physiques. Elle a annoncé une refonte du système de cotation des épreuves et un nouveau système de calcul du classement des équipes, *« dans le but de diminuer les contraintes des coureurs »*. *(Avec l'AFP)*

■ **Les organisateurs du Tour d'Espagne 1998** ont affirmé, jeudi 13 août, que l'épreuve (5-27 septembre) ne passerait pas par la France comme prévu.

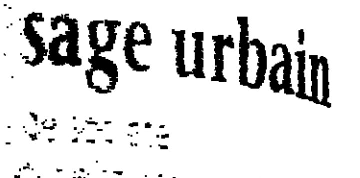








هكذا من الأصل




Richard Sapper, en juillet, à l'Ecole des beaux-arts de Stuttgart.

GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

DESIGNERS DANS LE SIÈCLE

Richard Sapper, ces objets qui nous veulent du bien

Formé à l'école allemande, un esprit européen se tourne vers l'Italie pour inventer une signalétique optimiste de la vie quotidienne

Après « Charlotte Perriand, une femme dans le fauteuil des hommes » (*Le Monde* du 1er août) et « Pierre Paulin, les années de la remise en formes » (*Le Monde* du 8 août), rencontre avec Richard Sapper.

VIA BERETTA, à Milan, au numéro 3, la porte cochère est lourde, et la serrure répond avec le claquement huilé d'une arme qu'on enclenche. *Clac, clac.* « *Beretta comme le pistolet* », avait dit la voix au téléphone. Coups de fil à Los Angeles, entre deux missions au Japon, repérage à Stuttgart. Et rencontre dans son bureau-atelier de la cité lombarde avec celui qu'un de ses amis décrit comme « l'agent 007 » du design international. Auteur discret d'objets plus connus que lui, Richard Sapper inscrit son nom dans l'ombre d'une lampe, la Tizio, et, depuis les années 60 et 70, de plusieurs créations remarquées et remarquables.

Clac, clac. On allait entendre le même son métallique, précis et ajusté, quand se referme, en démonstration à la fin de l'entretien, la dernière invention d'un chercheur préoccupé d'urbanité qui veut aider ses contemporains à se déplacer en ville : un vélo pliant, léger et rapide, 8 kilos à 30 km/heure, qui emprunte ses matériaux à l'aéronautique et se range au format d'une paire de skis. La Zoom bike, éditée à Milan, sera commercialisée prochainement. Projeté sur l'écran d'un ordinateur, un petit scénario de course-poursuite met en scène les vertus de l'engin. Et rabattant le couvercle de l'appareil, le designer-consultant pour IBM depuis vingt ans nous présente un exemplaire de la plus récente génération de Think pad, ou bloc-notes, micro-ordinateur portable, noir, net et ultramince par rapport aux premiers modèles lancés au début des années 90.

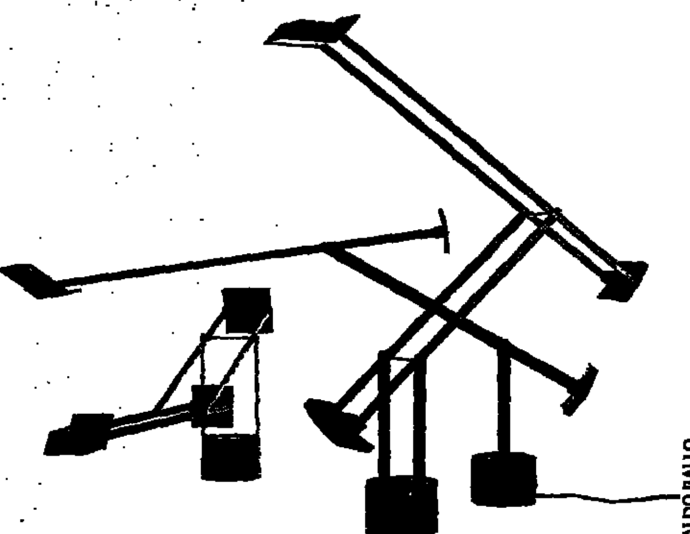
Les outils qui nous entourent, ces bureaux sur lesquels nous traçons – ici même, dans notre journal –, ces écrans, ces pendules, ces radios qui nous amusent, ces postes de télé qui nous sidèrent, ces robots ménagers colorés, certains de nos contemporains nous les ont dessinés. Ces instruments noirs ou aciérisés que nous offrons comme on offrait des bijoux et que nous affichons comme des grigris, tous ces accessoires qui ne semblent plus superflus, caractérisent notre environnement quotidien. Jusqu'à exprimer ce que nous voulons représenter de nous-mêmes.

Ainsi de la lampe Tizio, oiseau noir haut sur pattes, mathématiquement équilibrée et contre-balancée quel que soit le mouvement qu'on lui donne, l'une des toutes premières à utiliser l'ampoule halogène. En l'imaginant en 1972 pour Ernesto Gismondi, patron de Arteluce à Milan, Richard Sapper venait de réécrire un classique, la lampe dite d'architecte.

On connaissait le premier modèle à contrepoids dessiné par un Français, Busquet, en 1927, vite suivi par l'Anglepoise, anglaise, de Cawardine en 1932, avec ressorts et pinces de table. En quelques traits, bras conducteurs, contrepoids pour assurer la diversité des positionnements, cylindre du socle pour caser le transformateur, Sapper traçait une économie des formes entièrement rénovée. Exprimant une modernité sans heurt pour une génération tout juste arrivée à la reconnaissance de ces mécaniques nouvelles et à une certaine aisance financière.

Il y a des designers qui discourent et protègent leurs créations dans le cocon des commentaires. Et ceux qui laissent parler leurs objets. Pourquoi la lampe Tizio est-elle devenue un classique ? Richard Sapper préfère répondre qu'il ne sait pas. A propos des ordinateurs, il dira seulement qu'il est attentif à ce que « *les choses n'entravent pas son champ de vision et de réflexion* ». « *Quand j'ai besoin de l'ordinateur, je peux l'ouvrir, quand il est fermé, je veux qu'il ne soit pas plus présent qu'une boîte à cigares.* » Même la couleur pourrait devenir encombrante : d'où cette disparition par le noir ou bien la neutralité des gris et des beiges chez d'autres constructeurs. En sachant que c'est aussi pour un meilleur contrôle des stocks que les fabricants préfèrent l'uniformité. Ils n'ont pas oublié la promesse d'Henry Ford : « *Les clients pourront choisir la teinte de leur voiture, à condition qu'ils la préfèrent noire.* »

Pour la lampe, Sapper avait étudié d'abord son propre cas. Un bureau couvert de papiers, de projets, peu de place pour poser un luminaire, le besoin de pouvoir d'un doigt léger modifier l'orientation, une lumière égale, une hauteur à volonté. Et pour les halogènes, des ampoules pour automobiles dans les premiers modèles...


Lampes Tizio pour Arteluce, 1972.

ALDO BALLO

Chez lui, repaire et laboratoire à la fois, où les prototypes de cafetière voisinent avec les cerf-volants chinois et une vue du port de Hambourg peinte par son père, émergent toujours sur les tables encombrées plusieurs Tizio, signes anciens et toujours précurseurs de travaux en cours.

Avant d'être américain, le design industriel est né en Europe, discipline anglo-saxonne que pratiquent avec aisance les Italiens du Nord. Sur quarante ans, la carrière de ce Germano-Milanais, né à Munich en 1932, éduqué à Stuttgart, et qui choisit l'Italie à vingt-six ans, illustre la place qu'il a pris dans les sociétés développées. Rôle commercial, sociologique, esthétique, ludique, ou simplement pratique.

Bien inspiré, le jeune Sapper, qui avait étudié un peu de commerce pour rassurer un père artiste-peintre puis, choisissant le design, s'était aguerri deux ans chez Mercedes à Stuttgart, répond à une attraction naturelle vers l'Italie.

A Milan, en 1958, il travaille d'abord chez l'architecte Gio Ponti, époque florissante, puis débute une collaboration de quinze années avec celui qu'il nomme son mentor, Marco Zanuso. Avec lui, il cosignera une chaise légère, une radio-cube pliante, des télévisions profilées, des meubles en plastique empilables ; travail plein d'optimisme. La vivacité de la moyenne industrie lombarde et de patrons prompts à l'enthousiasme animait alors un milieu cosmopolite où, selon Richard Sapper, « *l'on n'attendait jamais longtemps pour placer une bonne idée* ».

Rigueur germanique, inventivité italienne, les produits issus de l'alliance Zanuso-Sapper tiennent leur rang dans le climat créatif des années 60. Quand la contestation postmoderne prendra forme du côté du groupe Memphis animé par Ettore Sottsass, Sapper fera alors figure de fonctionnaliste classique. Mais quand on l'interroge aujourd'hui sur l'école d'Ulm, d'où émergea, dans les années 50-60, une certaine forme de design puriste sensible, par exemple, dans les produits de la marque Braun, sa réponse est claire : « *En 1954, j'ai rencontré Max Bill, le futur directeur. Heureusement peut-être, cette école n'était pas encore ouverte, et je suis parti en Italie. On a dit qu'ils appliquaient les principes du Bauhaus ; il me semble qu'ils ont appliqué plutôt les résultats du Bauhaus. Car le plus important, à Weimar et à Dessau, dans les années 30, sous l'impulsion de Gropius, avait été la diversité des enseignants, la force de leurs personnalités. Si l'école d'Ulm avait agi de même, elle aurait pu faire venir quelqu'un comme Sottsass justement...* »

Mais si le mouvement postmoderne s'amuse à bousculer les principes du Bauhaus, il suggère aussi un nouveau regard sur les formes que l'on a pris l'habitude de tenir pour belles et harmonieuses. Les objets fonctionnalistes eux-mêmes adoptent une touche d'ironie. C'est l'histoire de cette bouilloire à sifflet dessinée par Sapper en 1983 – best-seller à ce jour que l'on trouve jusque dans les boutiques d'aéroport, comme les carrés de soie. « *Les Italiens n'utilisent pas de bouilloire, et c'est le distributeur d'Alessi pour l'Allemagne qui m'avait demandé d'y penser. Elle a été conçue pour le public allemand et c'est vrai que je l'ai imaginée comme une réponse au « persiflage »* [en français dans le propos] *des postmodernes.* » En compétition avec l'oiseau bleu posé sur le bec de l'ustensile par l'Américain Michael Graves, la « *Bollitore* » de Sapper pour Alessi est solide, puissante et bombée comme un casque prussien, et ses trois sifflets de cuivre évoquent une machine à vapeur, sorte de locomotive de compagnie toujours prête à offrir son énergie.

Si une machine à café ne sert pas seulement à faire un expresso, et si elle est aussi l'accueil du petit matin, la lampe existe pour la surface de travail qu'elle va susciter et encourager. Et même le modernisme pur et dur qui se présentait comme une loi divine et universelle – la fonction crée la forme – a subi lui aussi le jeu de l'interprétation, devenant symbole de franchise et d'efficacité.

« La laideur aussi se vend très bien. Le design n'a rien à voir avec l'argent qu'on y met »

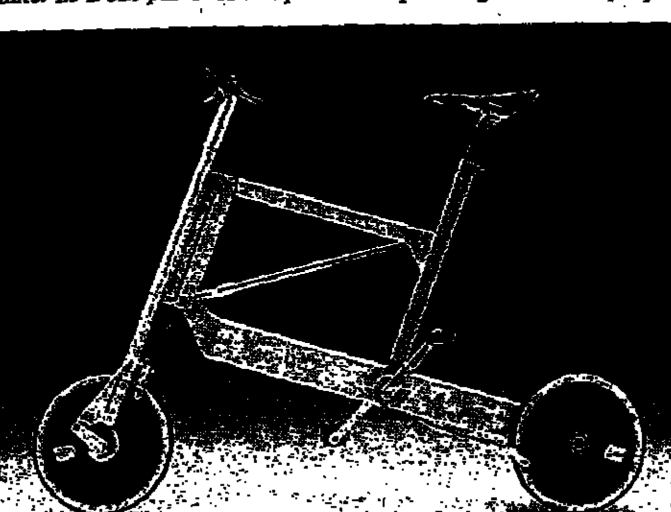
Le rôle du designer, seul ou en équipe, c'est peut-être de réinventer une synthèse du geste et de l'œil qui, au temps de l'artisan, existait spontanément car la main qui inventait l'outil était aussi celle qui allait s'en servir. Aujourd'hui, les intermédiaires et les étapes techniques sont si nombreuses, les solutions machinistes tellement variées, que l'on pourrait au cours du processus industriel perdre de vue la commodité, le sensuel et l'amicalité pour l'usager. « *L'ingénieur apprend à réfléchir selon le point de vue du constructeur, à produire plus facilement et moins cher. Le designer, lui, imagine et exprime le point de vue de l'utilisateur* », rappelle Richard Sapper.

Celui qui avait choisi ce métier après avoir lu le livre de Raymond Loewy, *La laideur se vend mal*, sait aujourd'hui que « *la laideur aussi se vend très bien. Le design n'a rien à voir avec l'argent qu'on y met* ». Mais il préfère emprunter une définition au graphiste américain Paul Rand : « *Le design, c'est faire de la poésie avec de la prose.* »

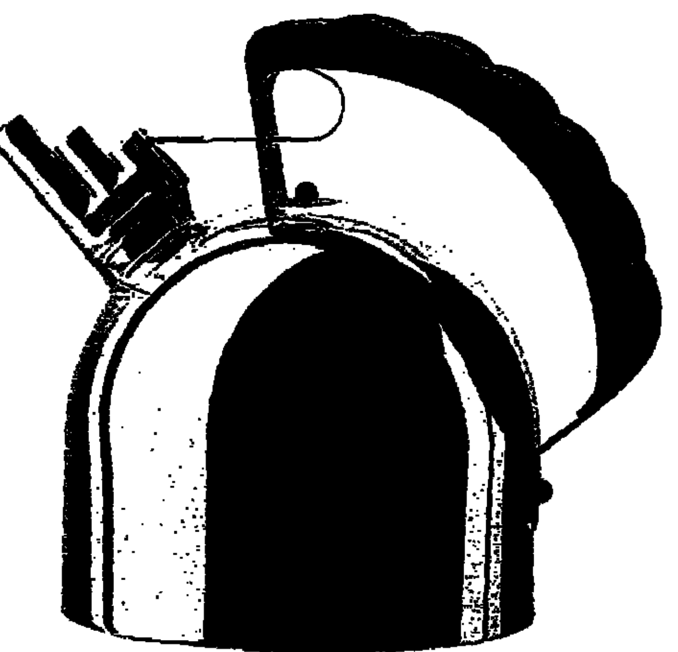
Homme seul qui travaille avec des équipes, Richard Sapper n'a pas d'agence et de rares relations avec les médias. Peu d'ouvrages ont été publiés sur son travail : une monographie de Uta Brandes, *Werkzeuge für das Leben* (Steidl), et le catalogue d'une exposition à Cologne, datent de 1993 et ont été publiés en allemand, sans traduction. Communication très limitée, au profit d'un engagement dans l'enseignement, à Milan, à Vienne, puis à Stuttgart où les étudiants des sections design de l'Ecole des beaux-arts viennent d'organiser pour « Sapperman » une fête à l'occasion de son départ, après douze années de présence.

Des élèves à qui l'on ne propose « *pas de solutions, mais des problèmes à résoudre* ». Comme dans la vie. Des groupes de nationalités et de personnalités mêlées. Une manière de rendre à la ville de sa jeunesse une expérience de passe-frontières qui a fait de Richard Sapper, selon son confrère à l'université, Klaus Lehmann, « *un homme des deux cultures* ». Richard Sapper, ou l'anonymat à portée de tous.

Michèle Champenois

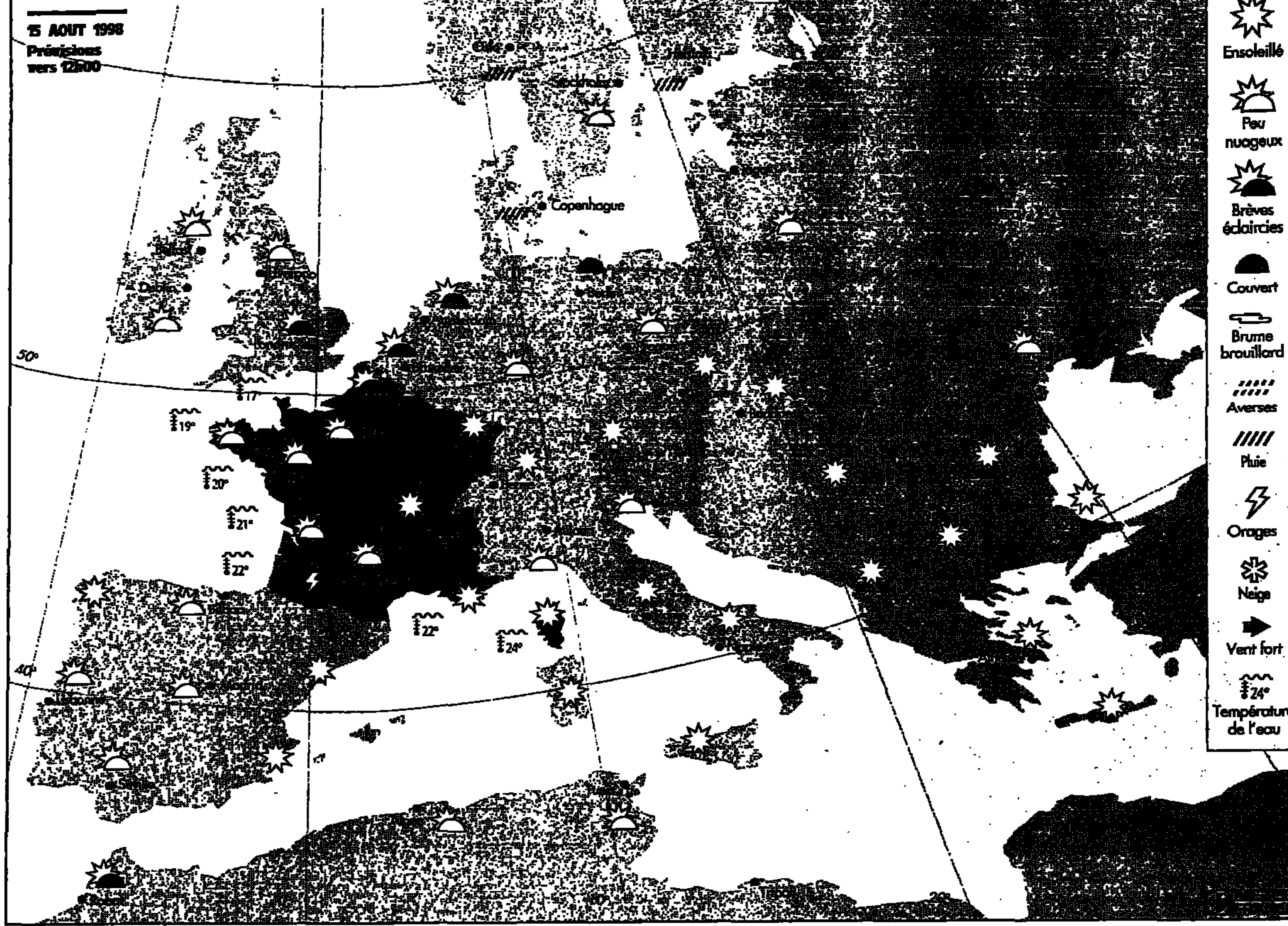

Bicyclette pliante, la Zoom Bike. Sortie prévue en octobre.

ALDO BALLO


Bouilloire musicale pour Alessi, 1983.

LUCIANO SOAVE/FOTOGRAFO

هكذا من الاهل



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **JERSEY.** Le réseau cyclable continue de se développer, il devrait couvrir l'ensemble de l'île Anglo-Normande d'ici à l'an 2000. Une carte routière, en vente à l'office du tourisme de Saint-Hélier, donne l'état des lieux de ces *Green Lanes*. Le transport des bicyclettes est gratuit sur tous les navires de la compagnie Condor Ferries, qui offre trois allers-retours quotidiens jusqu'au 15 septembre, sauf le dimanche, entre Saint-Malo et Saint-Hélier. Prix : 435 F, tarif adulte longue durée. Réservation au téléphonant au 02-99-200-300. Minitel 3615 Jersey.

■ **AUTRICHE.** Selon un rapport de la Commission européenne, l'Autriche serait, au sein de l'Union, le pays qui possède les lacs de baignade les plus propres des pays d'Europe. Sur 268 sites recensés par les enquêteurs qui ont effectué l'étude, la qualité de l'eau est déclarée remarquablement bonne dans 85,1 % des cas, et acceptable pour 96,6 % des relevés effectués.

■ **FRANCE.** Les détenteurs de la carte Adésio (carte bancaire de La Poste récompensant la fidélité de ses adhérents) peuvent désormais bénéficier de 100 F de réduction sur chaque location d'un véhicule de la société Budget (troisième loueur mondial) ou d'un surclassement sur les forfaits « Go Budget week-end » en échange de 100 points Adésio et sur présentation du coupon de réduction disponible à La Poste. Pour profiter de cette offre, il faut réserver quarante-huit heures à l'avance en téléphonant au 0800-10-00-01, le numéro vert de la centrale Budget.

Quelques orages au sud

SAMEDI, la dépression située au large de l'Islande génère une perturbation qui concernera la moitié nord du pays. Mais dans un champ de pressions encore élevé son activité sera faible et elle ne donnera que peu de nuages. En revanche les remontées nuageuses d'Espagne affecteront la moitié sud et seront parfois accompagnées de quelques coups de tonnerre.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Sur Bretagne et Basse-Normandie la matinée sera couverte avec quelques gouttes, l'après-midi des éclaircies se développeront. Sur les pays de Loire le soleil dominera. Les températures voisines de 20 degrés près des côtes atteindront 25 ou 26 degrés dans l'intérieur.

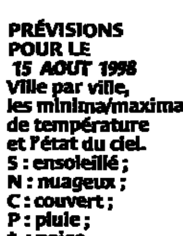
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur le Centre le soleil brillera toute la journée. Sur les autres régions les passages nuageux seront plus nombreux. Les températures seront comprises entre 20 et 27 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Ces régions bénéficieront d'un temps agréable avec un ciel bien dégagé et des températures proches de 27 ou 28 degrés.

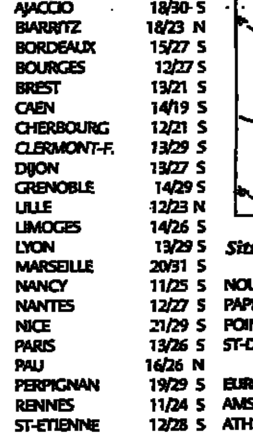
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le matin des nuages envahiront l'Aquitaine, l'après-midi ils gagneront Midi-Pyrénées. Des foyers orageux se développeront, en particulier sur le relief. Sur Poitou-Charentes la journée sera ensoleillée. Il fera de 27 à 33 degrés.

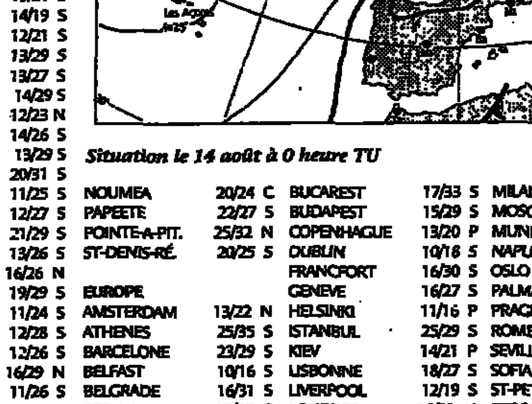
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – La matinée sera ensoleillée sur l'ensemble des régions. L'après-midi les nuages seront plus nombreux sur le sud de l'Auvergne et de Rhône-Alpes et quelques orages éclateront. Il fera de 28 à 33 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence Alpes Côte-d'Azur, Corse. – Sur Languedoc-Roussillon le ciel sera dégagé le matin, l'après-midi des nuages parfois orageux gagneront la région. Sur Provence Alpes Côte-d'Azur et Corse le soleil sera au rendez-vous. Les températures souvent proches de 30 degrés pourront atteindre 35 degrés dans l'intérieur.

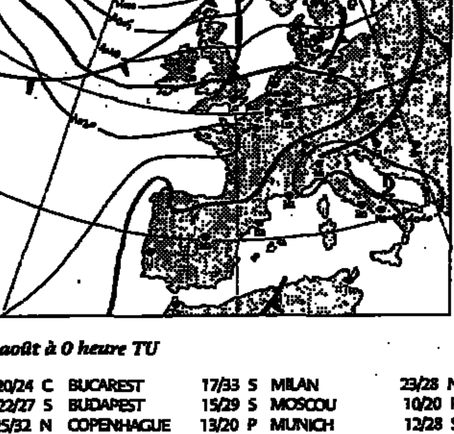


PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

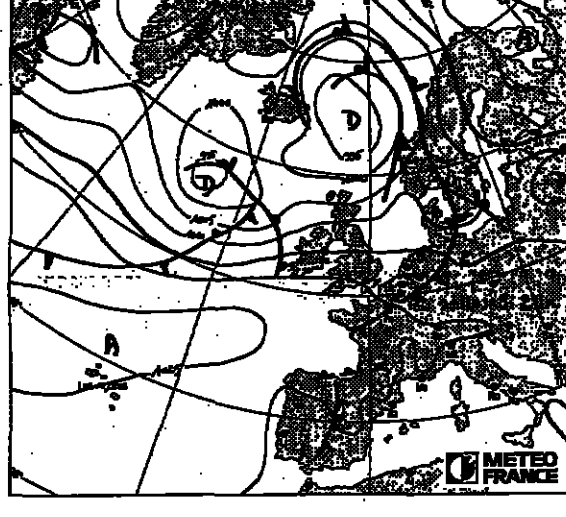




FRANCE métropole													
AJACCIO	18/30 S												
BIARRITZ	18/23 N												
BORDEAUX	15/27 S												
BOURGES	12/27 S												
BREST	13/21 S												
CAEN	14/19 S												
CHERBOURG	12/21 S												
CLERMONT-F.	13/29 S												
DIJON	13/27 S												
GRENOBLE	14/29 S												
LILLE	12/23 N												
LIMOGES	14/26 S												
LYON	13/29 S												
MARSEILLE	20/31 S												
NANCY	11/25 S	NOUMEA	20/24 C	BUCAREST	17/33 S	MILAN	23/28 N	VENISE	22/29 S	SANTIAGO/CHI	2/17 N	ASIE-OCÉANIE	
NANTES	12/27 S	PAPEETE	22/27 S	BUDAPEST	15/29 S	MOSCOU	10/20 P	VIENNE	16/28 S	TORONTO	17/27 N	BANGKOK	26/30 P
NICE	21/29 S	POINTE-A-PIT.	25/32 N	COPENHAGUE	13/20 P	MUNICH	12/28 S			WASHINGTON	18/31 S	BOMBAY	27/29 P
PARIS	13/26 S	ST-DENIS-RÉ.	20/25 S	DUBLIN	10/18 S	NAPLES	22/32 S	AMÉRIQUES				DJAKARTA	26/30 P
PAU	16/26 N			FRANCFORT	16/30 S	OSLO	12/18 P	BRASILIA	15/29 S	AFRIQUE		DUBAI	35/42 S
PERPIGNAN	19/29 S	EUROPE		GENEVE	16/27 S	PALMA DE M.	19/31 S	BUENOS AIR.	5/18 C	ALGER	23/30 S	HANOI	27/32 P
RENNES	11/24 S	AMSTERDAM	13/22 N	HELSINKI	11/16 P	PRAGUE	14/26 N	CARACAS	25/31 P	DAKAR	27/30 N	HONGKONG	27/31 N
ST-ETIENNE	12/28 S	ATHENES	25/35 S	ISTANBUL	25/29 S	ROME	22/31 S	CHICAGO	19/26 S	KINSHASA	20/29 N	JERUSALEM	25/33 S
STRASBOURG	12/26 S	BARCELONE	23/29 S	KIEV	14/21 P	SEVILLE	20/31 S	LIMA	16/19 C	LE CAIRE	24/34 S	NEW DEHLI	28/32 C
TOULOUSE	16/29 N	BELFAST	10/16 S	LISBONNE	18/27 S	SOFIA	17/31 S	LOS ANGELES	19/24 N	MARRAKECH	18/33 S	PEKIN	23/30 N
TOURS	11/26 S	BELGRADE	16/31 S	LIVERPOOL	12/19 S	ST-PETERSB.	12/15 P	MEXICO	14/21 P	NAIROBI	15/25 S	SEOUL	24/30 P
FRANCE outre-mer		BERLIN	17/28 C	LONDRES	15/22 N	STOCKHOLM	12/19 S	MONTREAL	20/25 P	PRETORIA	5/21 S	SINGAPOUR	26/30 C
CAYENNE	23/29 P	BERNE	14/27 S	LUXEMBOURG	18/27 S	TENERIFE	18/25 S	NEW YORK	21/28 S	RABAT	17/24 N	SYDNEY	11/16 N
FORT-DE-FR.	26/31 N	BRUXELLES	14/25 N	MADRID	21/34 S	VARSOVIE	12/20 S	SAN FRANCIS.	14/22 S	TUNIS	26/40 N	TOKYO	24/28 P



Situation le 14 août à 0 heure TU



Prévisions pour le 16 août à 0 heure TU

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98194

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II									■			
III							■					
IV						■						
V					■						■	
VI		■		■								
VII							■			■		
VIII			■									
IX				■			■					
X									■			

HORIZONTALEMENT

I. Apportera donc du tonus. – II. Préciser point par point. Un spécialiste dans son secteur. – III. Mettre un point final. Roulent, avec les caisses et les bagnoles. – IV. Assurera la fin. Rendue nulle par défaut. – V. Evite les répétitions. Plus ils sont serrés, plus ils sont forts. – VI. Un risque quand les vitamines B1 viennent à manquer. – VII. Glace en tombant. Démonstratif. Directions opposées. – VIII. Dans la gamme. Sur les traces de Baden-Powell. – IX. Descend des Alpes. Pour appeler. Fait pareil. – X. Evaluer la situation. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Deux couleurs qui font une vilaine couche. – 2. Jamais entendu. Autre capitale du jeu et de la séparation. – 3. Pour voir passer les sons. Sans fioriture. – 4. Un raccourci pour celui qui part sans rien. Personnel. – 5. Mettra en œuvre. Rée en forêt. – 6. Grogne d'hier. Démonstratif. – 7. Bout de limace. Coule en Provence. – 8. Fait tout péter un beau soir de juillet. – 9. Très présent mais n'a pas le beau rôle dans un film à succès. – 10. Bien accrochée. Ame bouleversée. – 11. Déchet à évacuer. Sert à manœuvrer de lourdes charges. – 12. Réserves naturelles au bord de l'eau.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98193

HORIZONTALEMENT

I. Antagonismes. – II. Réalité. Fila. – III. Rutilant. Tau. – IV. Ite. Enervant. – V. Errât. Tierce. – VI. Râ. Ui. Tender. – VII. Elude. Est. Ee. – VIII. Bineras. El. – IX. Atèles. Deuil. – X. Ne. Assassine.

VERTICALEMENT

1. Arrière-ban. – 2. Neutralité. – 3. Tâter. Une. – 4. Ali. Au-delà. – 5. Giletières. – 6. OTAN. Ass. – 7. Nénettes. – 8. Triés. DS. – 9. SF. Ventées. – 10. Mitard. Lui. – 11. Elancée. In. – 12. Sauterelle.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde Publicité
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Stéphane Mallarmé

À L'OCCASION du centenaire de la disparition du poète Stéphane Mallarmé (1842-1898), La Poste mettra en vente générale, lundi 7 septembre, un timbre à 4,40 F. L'auteur d'*Hérodiade* et... de plus d'une centaine de quatrains d'adresses, rédigés sur les enveloppes de courriers destinés à ses proches – *« Sans t'endormir dans l'herbe verte/ Naïf distributeur, mets-y/ Du tien : cours chez Madame Berthe/ Manet, par Meulan, à Mézy »* (lettre adressée à Berthe Morisot, belle-sœur du peintre Edouard Manet) –, rejoint Verlaine, Gide, Valéry, entre autres, au Panthéon philatélique.

Le timbre, au format horizontal 36 × 22 mm, dessiné par Jean-Paul Véret-Lemarinier, gravé par Pierre Albuisson, est imprimé en taille-douce et offset en feuilles de cinquante exemplaires.

P. J.

★ Vente anticipée les 5 et 6 septembre à Vulaines-sur-Seine (Seine-et-Marne), au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée Mallarmé, 4, quai Stéphane-Mallarmé ; à Sens (Yonne), au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention « premier jour » ouvert au palais synodal, place de la République.

★ Souvenirs philatéliques : carte, enveloppe, 15 F plus port, auprès de M. Mouret, 49, rue Maurice-Prou, 89100 Sens.



EN FILIGRANE

■ **Henri Garcia président des négociants en philatélie.** Après avoir vécu quelques mois d'instabilité, la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP) a élu Henri Garcia à sa présidence. Candidat de consensus, Henri Garcia, né le 11 janvier 1949 à Paris, succède à Roger Calves. Il a commencé sa carrière, en 1975, au Carré-Marigny, à Paris. Se spécialisant dans le commerce de gros, il tient d'abord un magasin rue Drouot, avec son frère jumeau, avant d'ouvrir boutique, en 1979, passage des Panoramas. Et ses enfants ont repris la Bourse du collectionneur, rue Saint-Marc. Longtemps trésorier de la CNEP et responsable de la commission des litiges, Henri Garcia a dû, pour étrenner son mandat, résoudre, avec succès, un litige sur le prix des stands à la prochaine exposition philatélique mondiale, Philexfrance 99.

■ **Ventes.** Résultats de la vente sur offres Baudot (Paris, tél. : 01-42-96-51-12) du 20 juin, six enchères ont dépassé 50 000 F, dont un *ensemble* de marques postales de France et d'Europe mis à prix à 120 000 F et adjugé 147 000 F.
Au catalogue de la vente à prix nets Rivoli-Philatélie (146, rue de Rivoli, 75001 Paris), on notera en vedette le *Peynet*, émis en 1985 accidentellement sans valeur faciale, à 79 000 F.

CHANSON Le chanteur et compositeur Nino Ferrer s'est donné la mort, jeudi 13 août, d'un coup de fusil de chasse, non loin de son domicile de Saint-Cyprien (Lot). Il allait avoir 64 ans le 15 août. ● DEPUIS LES ANNÉES 60, il a été l'auteur de nombreux succès, parmi lesquels *Les Cornichons, Le Téléfon, Mirza, Le Sud...* Il avait créé un style très personnel, une rage de jouer inspirée par le blues, l'absurde et la dérision. ● MUSICIEN DE JAZZ à l'origine, Nino Ferrer se sentait *toutefois enfermé dans ces tubes,* où il ne se reconnaissait pas tout à fait. Refusant de se plier aux règles d'un show business qui, en Italie, était allé jusqu'à le transformer en star publicitaire, il souhaitait qu'on écoute la « face B » de son œuvre. ● DANS LE LOT, où il avait choisi d'habiter, il vivait entouré de ses proches, et se consacrait à la peinture. Sa mère était morte il y a peu.

Nino Ferrer, le chanteur qui voulait échapper à ses succès

L'auteur de « Mirza » et du « Téléfon » s'est donné la mort. Il vivait dans le Quercy, où il peignait. Grand escogriffe inquiet, tournant le dos à la politique mais pas à ses convictions, notamment écologistes, il voulait se libérer du carcan de ses tubes, que des générations de Français n'ont cessé de fredonner


PHILIPPE HAMON

Chez lui, dans le Lot, en 1991. « Je suis un solitaire avec un clan, je suis une bulle dans laquelle vit mon monde. »

UN SOUPÇON trop jeune pour être patriarche (de son vrai nom Agostino Ferrari, né à Gênes, Italie, le 15 août 1934), l'auteur du *Sud* aimait ce Lot, ce Sud-Ouest français, *« où le fait d'absorber autant de palmipèdes gras, des oies et des canards, prolonge la vie »*. C'est là qu'il a décidé de se donner la mort d'un coup de fusil de chasse, à trois kilomètres de Montcuq.

Nino Ferrer a traversé trente ans de chanson et de rock français avec l'aplomb d'un hard-rocker qui serait tombé dans un bain de musique country à tendance latine. Santiags devant, regards de velours derrière. Dans le salon de la Taillade, sa bâtisse carrée du XVe siècle, à Saint-Cyprien, trônent des tableaux, les siens. Il peignait car, comme d'autres chanteurs, il considérait la chanson comme un *« art mineur »* (Gainsbourg), *« art mineur de fond »* (Nougaro).

Et, pourtant, Nino Ferrer a fait beaucoup pour notre bonheur chanté. Avec sa voix rauque, ses accès de guitare venus comme des colères, il a balancé des bouffées d'humour gratuit – énumérations anodines et tordantes, *« des cornichons, de la moutarde, du pain, du beurre, des petits oignons, des confitures, et des œufs durs »* ou litanies exaltées, *« Veux-tu venir ici, je ne le répéterai pas, Veux-tu venir ici... »* – en s'appuyant sur l'esprit du blues et sur les drames quotidiens de l'*homo sapiens* de base. Passionné, soupe au lait, latin, méditerranéen, Nino Ferrer revendiquait ses origines : Piémontais par son père, Français par sa mère. Issue d'une famille installée en Nouvelle-Calédonie avec *« un côté gascon, un côté normand »*.

C'est en 1963 qu'il entre dans le jeu, avec un heureux 45 tours, *Pour oublier qu'on s'est aimé*. Deux ans plus tard, la France entière chante *Mirza, Ho, hé, hein, bon !* et *le Téléfon. Les Cornichons*, un standard que trois générations de potaches révisent chaque année dans les cours de récré, continuent de nourrir à l'étranger l'idée d'un esprit français, moqueur, légèrement distant, bien enlevé.

Ferrer fut d'abord contrebassiste. Il est passé par l'école du jazz, compagnon de Bill Coleman pendant deux ans, puis par celle de la soul américaine (il tenait la basse Fender auprès de Nancy Holloway). Dans les années cinquante, il joue avec un groupe de Dixieland, Richard Benett et les Dixie Cats, et se convertit au rock. *« Je suis passé de la musique ternaire à la musique binaire*, nous disait-il chez lui, l'été 1995. *Le rock est un état d'esprit : la vérité, la sincérité, l'énergie. Avant, je ne comprenais pas ça, ces grosses guitares saturées, le bruit. Aujourd'hui, j'aime le rock binaire lourd, fracassant, mais qui swingue. »*

Nino Ferrer, c'était une longue suite d'incompréhensions. Le chanteur avait une idée précise de lui-même : un mélange de prince russe (comme celui qu'il avait inspiré à Hugo Pratt dans un album de Corto Maltese), de paysan-propriétaire, de terrien désabusé et de musicien intelligemment éclectique. Amuseur public, jamais. Ce décalage l'irritait : d'un côté, la masse de son public, celui des *Cornichons*, appuyé par le show-business : de l'autre, lui-même. Le Ferrer no 1 était un collectionneur de tubes, heureux de sa gloire. Le Ferrer, no 2 voulait qu'on écoute la face B de son oeuvre : l'album-concept *Métronomie* (1972), ou encore *C'est irréparable (Un an d'amour)*, un de ses succès majeurs, piraté, chanté en italien par la grande Mina, puis en français par Dalida, avant d'atterrir sous la forme de *Un ano de amor* dans *Talons aiguilles*, le film de Pedro Almodovar.

Quoi qu'il fasse, chacun de ses albums, qu'il imaginait, lui, dans leur entier, était inévitablement masqué par un tube : *La Maison près de la fontaine*, tiré de *Métronomie* ; *Le Sud*, extrait de *Nino and Radiah* (1974)...

Et pourtant n'est-ce pas une belle histoire que celle de *Mirza* et du *Téléfon*, qui traversent les générations ? Non. Pour lui, c'était un étouffoir. *« Ces chansons traversent les années parce qu'elles ont été matraquées en radio. Le show-biz a fait ce qu'il fallait pour les faire entrer dans la tête des gens.* Mirza, *c'est un blues en mineur sur tempo rapide, rien de plus.* Le Téléfon, *c'est un texte rigolo qui aurait sûrement fait rire Max Jacob ou Alfred Jarry. Mais leur réalisation musicale et technique était épouvantable. »*

Le succès l'oppressait comme une camisole de force. Comment se tirer des pattes des *« dragons du show-biz »*, qui le prenaient pour un *« outil malléable »* ? La question le hantait. Contrats léonins, manipulations, utilisations... Il refusait d'être catalogué à vie « chanteur français » : *« Personne ne s'est jamais aperçu que j'avais toujours essayé de faire des groupes de rock. Je me sens plus proche de Jacques Higelin, de Noir Désir que de Sardou ou Dorothée. »* La preuve ? La reprise par les Three Young And Fresh Fellows, un groupe *grunge* de Seattle, d'un de ses titres, *NF In Trouble*, composé en 1968.

En 1964, séduit par le succès en Italie de *Je veux être noir* (*Pelle Nera* en italien), une chanson qu'il estimait davantage conforme à son image, Ferrer émigre. *« J'ai cru qu'en Italie je pourrais sortir de cette image d'auteur de chansons rigolotes qui me collait à la peau. »* Ce sera pire. Les Italiens lui font présenter une émission de variétés mastoc à la télévision, qui le lance sur l'apocalyptique *Cantagiro*, le Tour d'Italie en chansons. Ferrer devient, grâce aux fromages Kraft, une star de la publicité. Un *« album-concept »* enterré, *Rats and Roll*, par sa maison de disque italienne, et encore une fois, Ferrer part en claquant la porte. Son escapade italienne avait duré trois ans. En 1972, il rencontre l'ex-guitariste de T-Rex, Micky Finn, et son groupe, les Heavy Metal Kids. *« Ce fut*, disait-il, *une rencontre puissante et foudroyante »*, d'où sort un album brut, *Nino Ferrer and Legs*, en attendant *Blanat*, œuvre à rallonges commencée en 1976, *« une création collective »* terminée en 1979, et qui l'amena dans le Lot.

> « Ces chansons traversent les années parce qu'elles ont été matraquées en radio. Le show-biz a fait ce qu'il fallait pour les faire entrer dans la tête des gens »

Il possède alors une solide réputation de flambeur, d'insolent, de mégalomane. Quand il s'installe à la Taillade, on a vu des mouvements d'hélicoptères, des ballets de Ferrari, un train de vie de châtelain à gadgets. *« J'ai acheté de belles voitures, oui, mais d'occasion. Quant à l'hélicoptère, rien de plus faux, j'ai horreur des objets volants. Je suis un solitaire avec un clan, je suis une bulle dans laquelle vit mon monde, les gens que j'aime. »* Pas facile de vivre dans une bulle, quand on s'appelle Ferrer, qu'on a une gueule, inoubliable, et qu'on est reconnu, en Italie, comme « M. Tranches de fromage », et en France, comme « M. Cornichons ».

Un jour d'hiver 1979, il part en guerre contre... l'armée française, qui avait pris sans prévenir son domaine comme terrain de manœuvres. *« Je conçois qu'on fasse des manœuvres pour la sécurité du territoire, mais pas chez moi et sans avertissement. J'ai eu un coup de sang. Ils m'ont cassé la tête à coups de pierres, mis une grenade dans ma voiture. J'ai porté plainte, j'ai obtenu 1 franc de dommages et intérêts et une lettre de regret. Depuis, j'ai clôturé toute la propriété. Mais je n'avais pas envie que ma vie devienne une croisade antimilitariste. Cet accès de fureur était une connerie. Il ne faut pas entrer dans un jeu viril comme celui-là. Si on est raisonable, on attend qu'ils aient fini de jouer... »*

Dans son Quercy, Nino Ferrer pouvait compter sur la fidélité d'aficionados qui ont aimé dans le même élan chaleureux l'énergie de *Véritables Variétés verdâtres* (1977), *Ex Libris* (1982), *Rock and Roll Cow-Boy* (1983), ou le Dieu-le-père qui lisait *Le Monde* sous chapiteau, environné d'animaux, pour l'*Arche de Noé*, une pièce montée avec le Théâtre de l'Unité. Les mêmes ont raccroché les wagons six ans plus tard : *Désabusion*, album au charme entier, qui commence par une énumération, à l'ancienne : *« Tchekov, Tchernobyl, Pravda »*, aussi désarticulée que l'ex-URSS. Nino Ferrer a souvent tourné le dos à la politique, il ne s'est pas mêlé de mai 68, pas davantage du socialisme ou du chiraquisme. Il disait regarder tout cela depuis la planète Mars. *« Je ne suis pas heureux de l'évolution du monde. Dieu sait que j'ai été contre l'Eglise, j'en ai souffert dans mon enfance, j'ai été dans des pensionnats religieux en France et en Italie, mais où est passé le sens moral ? »*

Ferrer entrait en guerre intérieure quand on touchait à la nature. *« On dirait le Sud, le temps dure longtemps et la vie sûrement, plus d'un million d'années, et toujours en été »* (*Le Sud*, 1974) : ces bastions de bien-être, truffés de foie gras, de vins épais, de fromages de chèvre et d'huile de noix devaient, selon lui, opposer une résistance naturelle à la bêtise militaro-productiviste. Oui, mais il y avait les technocrates, versant nord du show-biz. *« Dangereux. Dans* La Danse de la pluie [extrait de *La Désabusion*], *je parle de ça, du baron de Zeppelin (il était comte), de la ligne Maginot et du* Titanic, *je parle des technocrates avec leurs airs angéliques :* "Nous avons tout en main, nous maîtrisons". *Mais ce sont les directeurs des centrales nucléaires qui sont les héritiers de ceux qui ont construit l'insubmersible* Titanic. » Il disait sa sympathie pour l'association écologiste Robin des Bois, s'inquiètait des *« immenses stocks de matière nucléaire »*.

Nino Ferrer s'emportait vite, sur un air de blues, la mèche sur le devant, grand escogriffe inquiet en marchant à grands pas dans la cour de la Taillade. *« Voyez le remembrement. Il était évident que c'était une connerie monumentale. Finis les haies, les oiseaux, et vive les pesticides, les gros tracteurs qui vont dans le sens de la pente, les sillons, les nitrates dans la nappe phréatique, les inondations, tout se tient. »* A une dizaine de kilomètres de Montcuq, village perché que les touristes visitent en été à cause de son nom (et des cartes postales : *« Bon souvenir de... »*), Nino Ferrer peignait de drôles de personnages à gueule de voiture, des femmes-bouquets, des jeunes garçons en santiags. Et quand il montait sur scène, on lui redemandait *Les Cornichons...*

Véronique Mortaigne

★ ***L'Indispensable*** **(coffret de 6 CD), enregistrements 1966-1986, Barclay/Polygram, 1991.** ***La Désabusion*****, FNAC Music, 1993.**

« Avec des mots qui font sourire, on fait passer toutes les pilules »

L'été 95, Véronique Mortaigne avait longuement rencontré Nino Ferrer dans sa propriété du Quercy, au centre d'un triangle formé par Castelnau-Montratier, Montcuq et Lauzerte.

Sur la vanité du succès : ***« Le succès, au début, c'était génial. Jusqu'à la fin des années 60, ce fut un enchaînement de découvertes, de plaisirs. Au bout de trois ans, j'ai commencé à être en totale révolte (...) Je n'ai rien contre les amuseurs publics, les comiques, les cracheurs de feu, mais chanteur de variétés, non. »***

Sur le show-business : ***« Je n'ai pas voulu rentrer dans un moule, et ça c'est impardonnable pour les gens du show-biz. Eux ne savent pas faire autre chose que d'exploiter un filon qu'ils ont eux-mêmes créé. »***

Sur l'engagement : ***« Parler du sida ou de Tchernobyl de façon pompeuse, c'est lourd. Mais avec des mots qui font sourire, on fait passer toutes les pilules. C'est comme ça que je suis. Pas de croisade. »***

Claude Nougaro : « Il avait le sang bleu de l'âme »

CLAUDE NOUGARO a salué le *« grand écrivain du rythme »* que fut Nino Ferrer. *« C'était un esthète*, selon le chanteur, interrogé sur France Inter. *Il avait un côté aristocratique de la beauté, de l'art. Il était pur. Et cela ne m'étonne pas qu'il se suicide parce qu'il avait son drame. (...) Entre nous, il y avait quand même une sorte de filiation profonde au point de vue du rythme. C'était un passionné de rythme (...) Je suis vraiment ému par cette mort, et ce suicide en plus. C'était un noble profond. Il avait le sang bleu de l'âme. Je trinque avec une larme. »*

Le premier ministre Lionel Jospin a exprimé sa *« tristesse »*. *« Nino Ferrer s'était frayé une place à part dans la vague "yéyé" des années 60, en maniant l'humour et le second degré. Il avait su rester présent dans la discrétion et nous émouvoir, notamment avec* Le Sud, écrit-il dans un communiqué. *Il a décidé de nous quitter. Sa voix nous manquera. »*

De son côté, la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a également rendu hommage à l'auteur du *Telefon* : *« Sa voix si particulière restera dans les cœurs comme le symbole d'un merveilleux talent*, a-t-elle déclaré. *Sa fantaisie, son humour, la poésie des mélodies et des paroles de ses chansons ont marqué le monde de la musique : le public ne s'y est pas trompé, qui a réservé à chacune de ses créations un immense succès et à l'auteur de* Mirza *et* Le Sud *une sympathie jamais démentie. »*



Du Gers à Johannesburg, la photographie comme inventaire du monde

L'Eté photographique de Lectoure s'appuie sur des œuvres fortes, dont celles de Jean-François Joly

Qu'il photographie les habitants d'un petit village gersois ou les SDF du Caire et de Johannesburg, Jean-François Joly ne saisit pas un groupe, mais des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes et ne se réduisent pas à une définition sociologique. Ses deux expositions – « Gens d'Avezan » et « Naufragés de la ville » – dominent L'Eté photographique de Lectoure, qui présente également les œuvres intrigantes de Fatiha Bélaïd.

L'ÉTÉ PHOTOGRAPHIQUE. Centre de photographie, 5, rue Sainte-Claire, 32700 Lectoure. Tél. : 05-62-68-83-72. Du lundi au samedi, de 14 heures à 19 heures ; le dimanche, de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

LECTOURE
de notre envoyé spécial

On peut venir à Lectoure pour son panorama, la fraîcheur de sa cathédrale. Pour des photos aussi, les travaux récents de quelques photographes actuels. L'une des expositions traite du problème sans faux-semblant, de front. Jean-François Joly a reçu commande de la part du ministère de l'agriculture d'une mission photographique dans un village gersois, Avezan. A charge pour lui de réunir les portraits des habitants de la commune. Les agriculteurs sont la majorité, hommes et femmes. Il y a aussi quelques employés, quelques enfants, le médecin et un rasta. Joly les photographie de face, en plein air ou dans une cuisine, à mi-corps ou en pied. La plupart regardent droit vers l'objectif. A première vue, rien de plus simple, une galerie de figures, l'inventaire d'une population peu nombreuse. Pour donner à sentir la qualité de l'œuvre, le mieux est de dire ce qu'elle n'est pas : ni racoleuse, ni démagogue, ni misérabiliste, ni systématique. Joly n'a pas photographié un groupe mais des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes et ne se réduisent pas à une définition sociologique élémentaire. Il a saisi des doutes, des tristesses, des malaises, des soupçons, des envies, des souvenirs, des plaisirs, des rêves. Accessoirement, il a réussi quelques compositions exemplaires, le vieil homme aux deux petits chiens, celui qui vient de lâcher sa brouette, la jeune femme qui s'inquiète de l'air qu'elle aura sur l'image.

Joly présente par ailleurs un ensemble réuni entre 1993 et 1997, « Naufragés de la ville », qu'il a montré à Paris l'hiver dernier. A Moscou, Johannesburg, Le Caire, Zurich et Paris, il a visité des centres de soins ou de rétention pour SDF, des bidonvilles, des mouroirs, les lieux de la pire détresse. Là aussi, il a refusé les commodités de l'expressionnisme, mais la violence du sujet est si forte qu'elle laisse peu de place aux nuances de caractère qui font l'intérêt des « Gens d'Avezan ».

Ces deux ensembles dominent L'Eté photographique en affirmant la conviction de leur auteur : son art est un mode de connaissance des sociétés. Par comparaison, tout usage de la référence, tout effet formel appuyé, semble presque abusif, si habile soit-il. Les citations littéraires, picturales, photographiques et cinématographiques de Telemach Wiesinger – Hopper, Wenders, Turner entre autres – ne démontrent que la longue culture de leur auteur, qui a voyagé de Gibraltar à l'Irlande sans parvenir à s'en délivrer. Autre invité à Lectoure, Antoine d'Agata a la mémoire non moins abondante – Lowry, les séries B, Cartier-Bresson dans les bordels mexicains – mais l'oeil plus rapide. Dans la dynamique de l'image brouillée par le mouvement, il lui arrive de fixer plus qu'un bel artifice dramatique.

PORTRAIT FRAGMENTÉ

Hien Lam Duc, Mahmud et Shehzad Noorani, le premier né au Laos d'une famille vietnamienne, les deux autres bangladais, ne construisent pas de tels labyrinthes de miroirs. Hien Lam Duc recompose par les images l'histoire de sa famille, dispersée par la guerre et les migrations entre l'Asie, les Etats-Unis et la France. Il cherchait des traces. Il retrouve de vieilles parentes et de jeunes cousins inconnus. Il recompose tant bien que mal généalogies et chroniques familiales, éléments d'une autobiographie évidemment lacunaire, de Vientiane à Orlando et à Toulouse. Le propos retient par sa cohérence, en dépit de l'inégalité des photos, où la narration se fait souvent très littérale. Pour Mahmud et Noorani, les motifs sont là encore ceux de leur quotidien : Dacca, les toits, les quartiers de la prostitution, les belles câlinées contre argent et celles qui saignent, vaincues par la loi du souteneur.

Reste l'exposition la plus intrigante, celle de Fatiha Bélaïd, Toulousaine jeune et inconnue. Son travail est construit autour de la figure d'une vieille dame seule, Noélie, d'une visite de son appartement, de ses attitudes dans la chambre et dans la cuisine. Un portrait ? Sans doute, mais par fragments, indices dispersés, métonymies, allusions, détails dont le cadrage et la lumière accentuent l'importance. L'acuité du regard est remarquable, autant que l'effacement de la photographe en présence de l'autre – l'autre qui intéresse bien plus que soi-même.

Philippe Dagen

Les demandes d'audit sur la Sacem se multiplient

LA QUESTION d'une plus grande transparence des sociétés de gestion collective est posée. Hormis le cas de l'Adami (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes), aucun audit n'a été effectué sur les sociétés qui permettent aux musiciens, auteurs, compositeurs, éditeurs de musique, etc., de percevoir des droits. Estimant que ces sociétés de gestion collective ont reçu *« une délégation de service public »* pour collecter les droits auprès des redevables, Pascal Nègre, président de PolyGram Musique, a demandé qu'un audit confié à la Cour des comptes soit réalisé auprès de la SCPP (société civile qui regroupe les producteurs phonographiques), la Spedidam (Société de perception et de distribution des droits des artistes-interprètes), l'Adami et la Sacem (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) (*Le Monde* du 8 août 1998).

Pour sa part, l'association Protection des Ayants droit, qui regroupe 150 comédiens et chanteurs, dont Jeanne Moreau, Yves Robert ou Alain Chamfort, a demandé dans un communiqué, mardi 4 août, *« au ministre de la culture Catherine Trautmann de commander un audit général de la gestion des droits d'auteur et des droits voisins »*. Cette association, présidée par Serge Vincent, a par ailleurs demandé par courrier au ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, *« d'user de son droit de réquisition des registres et des pièces comptables de l'association CDMC, Centre de documentation de la musique contemporaine »*. Cette association para-administrative domiciliée à la Cité de la Musique, à Paris, se trouve selon cette lettre, *« en infraction avec la loi du 1er juillet 1901 relative aux associations »*. Serge Vincent affirme que le CDMC, cofinancé par le ministère de la culture et la Sacem, exerce une activité commerciale de vente de disques compacts pour le compte du GIE-Sacem.

DE MULTIPLES ANOMALIES DÉNONCÉES

M. Vincent explique que le CDMC *« perçoit depuis plusieurs années des subventions importantes de la Sacem et du ministère de la culture, c'est-à-dire des fonds privés et des fonds publics. En 1998, la Sacem, dont le gérant est Jean-Loup Tournier, a prévu de verser 1,05 million de francs au CDMC dont le trésorier est Jean-Loup Tournier »*. Le courrier précise que cette somme est prélevée sur les fonds régis par le code de la propriété intellectuelle, dont l'utilisation *« ne concerne en aucun cas les activités du CDMC »*. Il affirme également que le CDMC a versé à la Sacem, en 1997, 1,4 million de francs. *« Il semblerait qu'une partie des subventions attribuées à l'association par la Sacem et le ministère de la culture soit en définitive récupérée par la Sacem pour couvrir ses propres charges d'exploitation. »* Ce versement confirme, selon Serge Vincent, *« le caractère fictif de l'association »*.

Enfin, il souligne le fait que le CDMC est présidé par un haut fonctionnaire en exercice. *« Le mandataire social et président du CDMC a toujours été le directeur de la danse et de la musique du ministère de la culture »*, écrit-il. Toute activité commerciale étant prohibée pour un agent de la fonction publique, Serge Vincent dénonce le fait que *« le président du CDMC se trouve en situation de prise illégale d'intérêt puisqu'il administre un organisme de droit privé qui est sous son contrôle en tant qu'agent public »*.

Serge Vincent souligne une autre anomalie. Depuis le 19 janvier 1994, les changements successifs de présidents du CDMC n'ont pas été déclarés à la préfecture de police de Paris, alors que la loi sanctionne pénalement le défaut de déclaration des dirigeants. Stéphane Martin avait été nommé président le 22 décembre 1993 en l'absence des membres titulaires du conseil d'administration et du bureau du CDMC. La présidente qui lui a succédé, Anne Chiffert, n'a pas été déclarée à la préfecture. Ni Dominique Wallon, directeur du théâtre, de la musique et de la danse au ministère de la culture, l'actuel président.

La Sacem n'a pas souhaité réagir, mais le ministère a affirmé qu'il souhaitait, dans un souci de séparation des genres, se retirer du bureau des associations qu'il subventionne. Il compte donc se retirer de celui du CDMC, tout en restant au conseil d'administration.

Nicole Vulser

LES NOUVEAUX FILMS

DR. DOLITTLE

■ Richard Fleischer avait déjà tourné, en 1967, une version de *Dr. Dolittle* avec Rex Harrison dans le rôle du médecin fantasque qui savait parler aux animaux. Le film se révélait l'un des plus mauvais de Fleischer, mais faisait preuve d'une ambition visuelle dont est dépourvu ce remake avec Eddie Murphy. Ce dernier avait commencé brillamment sa carrière en marchant sur les traces de Richard Pryor, et développé un comique verbal fondé sur une description très dure et cynique des rapports entre Blancs et Noirs. Après une suite d'échecs au box-office, Eddie Murphy s'est reconverti dans un emploi de père de famille, comparable à Bill Cosby, représentant d'une classe moyenne noire (il est le chirurgien vedette de sa clinique) qui lui a permis de regagner cet été les faveurs du public. Son interprétation du Dr. Dolittle est dépourvue de toute excentricité, elle se résume à quelques cris de castrats, et à des regards béats devant des animaux doués de parole. La réalisation de Betty Thomas est comparable à celle d'une dramatique télévisée. Son sens du vaudeville n'atteint même pas celui du pire théâtre de boulevard. Elle a transformé un sujet poétique en une comédie insignifiante, souvent vulgaire, et d'une terrible laideur. *Samuel Blumenfeld*

Film américain de Betty Thomas, avec Eddie Murphy, Ossie Davis, Oliver Platt, Peter Boyle. (1 h 25.)

LA PROPOSITION

■ Drame mondain dans le Boston des années 30. Parce que sa femme désire à tout prix connaître l'expérience de la maternité, un riche homme d'affaires, Arthur Barreth, embauche un jeune homme afin qu'il lui fasse un enfant. Les choses se compliquent lorsque celui-ci tombe amoureux de l'épouse. *La Proposition* dépeint avant tout, avec une méticulosité un peu plombante (teintes automnales et reconstitution soignée), une société partagée entre la volonté d'émancipation de certains de ses membres (Eleonor Barreth est une femme écrivain féministe avant la lettre) et un conservatisme profond. Le point de départ du scénario sert surtout de prétexte à ironiser sur le puritanisme bostonien. Après la mort du jeune homme, le récit embraie sur la formation d'une idylle entre la femme de Barreth et un jeune prêtre, incarné par Kenneth Branagh, très vite présenté comme pouvant être le géniteur introuvable. Sur le modèle, que l'on pensait enterré, d'une histoire d'amour vécue par deux êtres *« qui n'ont pas le droit de s'aimer »*, *La Proposition* ressemble à la défunte qualité française des années 50 : du cinéma désillusionné fustigeant bourgeoisement la société bourgeoise.

Jean-François Rauger

Film américain de Lesli Linka Glatter, avec William Hurt, Madeleine Stowe et Kenneth Branagh. (1 h 47.)

RÉACTIONS EN CHAÎNE

■ *Réactions en chaîne* est une œuvre non dénuée d'ambition, puisqu'il s'agit d'une chronique sociologique, d'un constat sur le comportement de l'homme civilisé, sur la paranoïa quotidienne, qui engendre divers réflexes sécuritaires. Alors qu'une panne générale de courant désorganise progressivement les Etats-Unis, un jeune banlieusard, après avoir éprouvé l'absence de solidarité de ses voisins, entreprend de fuir la ville avec sa famille pour la campagne. Pour donner corps à la vision désabusée de l'auteur, le scénario accumule plusieurs incidents, des faits microscopiques et des répliques sur-signifiant de façon univoque l'égoïsme, la lâcheté et l'agressivité rentrée de nos contemporains. Un tel parti pris apparaît très vite pour ce qu'il est : une construction artificielle susceptible d'être retournée d'un coup de pouce, comme le démontrera la fin du film. *Réactions en chaîne* donne, paradoxalement, le temps de réfléchir sur la notion de personnage au cinéma, sur la façon dont se met en place très vite une rhétorique plus ou moins discrète qui rend sympathiques ou antipathiques, inquiétants ou rassurants les individus. Les grossiers stratagèmes de David Koepp (qui fut scénariste de Spielberg et de De Palma) sont, après tout, une manière comme une autre de tester ses propres réactions de spectateur. *J.-F. R.*

Film américain de David Koepp, avec Elisabeth Shue, Dermot Mulroney et Kyle MacLachlan. (1 h 34.)

LOVED

■ Une femme accepte de témoigner au procès d'un homme avec qui elle a eu autrefois une relation amoureuse. L'avocat veut l'amener à reconnaître que sa relation avec l'accusé repose sur un déséquilibre et que ce dernier abusait complètement d'elle. *Loved* repose sur l'interprétation formidable de son actrice principale, Robin Wright Penn, qui illumine chaque plan d'un film ennuyeux réduit à un face-à-face bavard et plat entre elle et William Hurt. On a l'impression d'être le témoin gênant d'une séance de psychanalyse à laquelle on n'aurait jamais dû être convié. Sean Penn (également producteur du film) apparaît au début du film dans une scène très réussie, mais trop brève, face à Robin Wright. La complicité entre ces deux acteurs à l'écran est étonnante, elle ne constitue malheureusement pas le cœur de ce film. *S. Bd*

Film américain d'Erin Dignam, avec William Hurt, Robin Wright Penn, Amy Madigan. (1 h 42.)

SORTIR

PARIS

Philip Catherine Quartet
Philip Catherine est le guitariste belge qui a joué aux côtés de Didier Lockwood, Chet Baker, Dexter Gordon et Stéphane Grappelli. Il associe, comme peu de guitaristes, mélodie, accords et ligne de basse. On le retrouve en quartet auprès des nénuphars du Parc floral de Paris, accompagné de Bert Van Den Brick (piano), Hein Van de Geyn (contrebasse), Hans Van Oosterhout (batterie).
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 15, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.

SAINT-NAZAIRE (Loire-Atlantique)

Les Escales
A la fois fête populaire et rencontre musicale, les Escales proposent cette année une immersion dans les ambiances (on pourra y manger du *moros y cristianos* – riz aux haricots noirs –, assister à la fabrication de cigares...) et les rythmes de Cuba. Au programme de ce voyage vers une destination dans l'air du temps, près de deux cents artistes, dont Los Jovenes Classicos del Son, Orlando « Maraca » Valle, Tipico Oriental, Clave Y Guanguanco, Orquesta Aragon, Alfredo Rodriguez et des artistes qui viennent pour la première fois en France comme Los Naranjos ou le Duo Evocacion.
Les 14 et 15 août. Port de Saint-Nazaire. Tél. : 02-51-10-00-00. 35 F et 45 F la journée, 55 F et 70 F les deux jours.

BOURGES

Festival Ziva !
Organisé par l'association Emmetrop, le 4e festival Ziva ! est dédié au chanteur kabyle Lounès Matoub, auquel, entre autres, son compatriote Idir rendra hommage (le 22). Sont également annoncés : l'Antillais Guy Konket, la Compagnie de danse hip-hop Aktuel Force (le 16) ; le Bengali Paul Bishwa, l'Algérien Sahraoui (le 22) ; un spectacle intitulé *Open Mind Mixture*, associant cinéma, art graffiti, DJ et clips (DJ Goatari et Olivier Mégaton, le 19).
Du 15 au 22 août. Tél. : 02-48-50-38-61. Entrée libre.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Big Hit
de Kirk Wong (Etats-Unis, 1 h 33).
Ça ne se refuse pas
d'Eric Woreth (France-Belgique, 1 h 30).
Cursus Fatal (*)
de Dan Rosen (Etats-Unis, 1 h 40).
Dr. Dolittle
de Betty Thomas (Etats-Unis, 1 h 25).
Elles
de Luis Galvo Teles (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 35).
Loved
d'Erin Dignam (Etats-Unis, 1 h 42).
On va nulle part et c'est très bien
de Jean-Claude Jean (France, 1 h 35).
La Proposition
de Lesli Linka Glatter (Etats-Unis, 1 h 52).
Réactions en chaîne
de David Koepp (Etats-Unis, 1 h 34).
Le Veilleur de nuit (*)
d'Ole Bornedal (Danemark, 1 h 45).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Les Anges du boulevard
de Yuan Muzhi. Chinois, 1937, noir et blanc (1 h 40).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Broadway Bill
de Frank Capra. Américain, 1934, noir et blanc (1 h 20).
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Les Contes de la lune vague après la pluie
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Les Demoiselles de Rochefort
de Jacques Demy. Français, 1967 (2 h).
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Guêpier pour trois abeilles
de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1966 (2 h 25).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Honkytonk Man
de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02).
MK2 Odéon, dolby, 6e ; MK2 Bastille, dolby, 11e ; MK2 Quai-de-Seine, 19e.
Madame Bovary
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Manhattan
de Woody Allen. Américain, 1978 (1 h 35).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Peau-d'âne
de Jacques Demy. Français, 1970 (1 h 30).
Epée de Bois, 5e.

FESTIVALS

Au fil de l'eau
Abyss de James Cameron : le 14, à 22 h.
Parc de La Villette. Prairie du triangle, 19e (01-40-03-76-92).
John Cassavetes
Minnie and Moskowitz : le 14, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
Le Saint-Germain-des-Prés, salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23).
Marguerite Duras
Son nom de Venise dans Calcutta désert : le 14, à 17 h 15, 19 h 30, 21 h 45.
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Jean-Luc Godard
Le Mépris : le 15, à 12 h05.
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).
Alfred Hitchcock
Une femme disparaît : le 14, à 16 h, 18 h, 20 h.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Inédits d'Amérique
The Second Civil War de Joe Dante : le 14, à 22 h ; *Crumb* de Terry Zwigoff : le 14, à 18 h.
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Gene Kelly
Un Américain à Paris de Vincente Minnelli : le 14, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14).
Max Ophuls
Le Plaisir : le 14, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Satyajit Ray
Le Dieu éléphant : le 14, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 45.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Orson Welles
Falstaff : le 14, à 15 h 45, 19 h 50.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Comment te dire ?
D'après douze entretiens entre Daniel Emilfork et Frédéric Leidgens.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
Trio Leonore
Œuvres de Beethoven et Haydn.
Cloître de Port-Royal, 123, boulevard de Port-royal, Paris 14e. RER Port-Royal. Le 14, à 18 heures et 20 h 30. Entrée libre.
Angel Jr & Caribe Machine (Venezuela)
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 21 h 30, le 14. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.
Al Samba Tribe (afro-jazz)
Cava Cava Café, 9, rue Moret, Paris 11e. Mo Ménilmontant. Le 14, à 22 heures. Tél. : 01-43-55-18-84.

RÉSERVATIONS

The Artist (ex-Prince)
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Le 21 août à 20 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 248 F à 385 F.
Pâte feuilletée
d'Alain Stern, mise en scène de Didier Long, avec Bernard Fresson, Claude Evrard, Frédéric Quiring.
Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9e. A partir du 26 août. Tél. : 01-42-80-01-81. 180 F et 230 F.

DERNIERS JOURS

22 août :
Ve Prix européen d'architecture Pavillon Mies Van der Rohe
Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6e. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

Le Monde des livres sur Internet
Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du *Monde*
... également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique
www.lemonde.fr
... sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

VENDREDI 14 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

21.00 Big Man ■■ David Leland (Grande-Bretagne, 1991, 115 min). Ciné Cinémas

21.05 Et vogue le navire ■■■ Federico Fellini (Italie, 1983, v.o., 130 min). Cinétoile

2.00 ▶ Monsieur Coccinelle ■■ Bernard Deschamps (France, 1938, N., 90 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 Les Dossiers de l'Histoire. L'honneur perdu de la Suisse. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Faut-il un pot à Beaubourg ? Huster est-il un bon Cyrano ? Paris Première
20.00 20h Paris Première. Georges de Caunes. Paris Première
20.05 Dossiers justice. L'affaire Broderick : tuerie à l'aube. TSR
20.55 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Doëlan, en Bretagne Sud. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. Les identités d'Israël. Invités : Alain Dieckhoff, Marcus Barel, Shmuel Bunim, Yael Dagan. Histoire
21.50 Paris modes. Les Japonais à Paris. Paris Première
22.00 Faut pas rêver. Afrique du Sud : La danse des mineurs. France : Les santons du village. Egypte : Le monastère Sainte-Catherine. France 3
23.10 Les Dossiers de l'Histoire. La guerre du Vietnam [3/3] : Le secret des hommes. France 3
21.05 Les Chasseurs magiciens. Odyssée
21.30 Aulis Sallinen. La musique, l'homme, la nature. Planète
21.35 Voyage au cœur du règne animal. Sinaï, entre montagne et Mer Rouge. Odyssée
22.10 Le Siècle des hommes. Le rideau se lève. RTBF 1
22.15 Grand format. Têtes de papier : il était une fois la Tchécoslovaquie communiste. Arte
22.25 Indiens Hopi, une culture en danger. Planète
22.30 Pablo Casals. *Le chant des oiseaux.* Mezzo
22.45 La Planète aux mille visages. [5/6]. Veluwezoom, un parc national aux Pays-Bas. Odyssée
23.15 Le Mystère des pyramides. Odyssée
23.35 Mstislav Rostropovitch. Mezzo
23.45 ▶ Le Temple souterrain du communisme. Planète
0.05 Chroniques de France. Mozart en Gascogne [2/2]. France 3

DOCUMENTAIRES

18.00 et 22.00 On the Road with Duke Ellington. Muzzik
18.05 Il était une fois à Hollywood. L'année du son. Ciné Cinémas
18.30 La Baie de Fundy. La Cinquième
18.35 ▶ A la fête foraine de Blackpool. [5/5]. La course aux records. Canal +
19.00 Terrorisme. [2/4]. Œil pour œil. Odyssée
19.30 Arnaques immobilières. Arte
19.30 et 23.30 Archie Shepp, je suis jazz... c'est ma vie. Muzzik
19.40 Galapagos. [4/4]. Et l'homme arriva au paradis. Planète
19.45 Le Musée du Prado. L'âge d'or, Bosch et Le Titien. Odyssée
20.00 Les Grands Explorateurs. [8/10]. James Cook. Histoire
20.35 Opium. [2/3]. Hongkong, plaque tournante. Planète
20.35 Phéniciens, conquérants des mers. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

19.00 Tennis. Tournoi messieurs de Cincinnati. Eurosport
20.30 Football. Championnat de D1. Lens - Lorient. Canal +

MUSIQUE

19.00 et 23.00 Duke Ellington Orchestra. Concert enregistré en studio. *Take the A Train, Satin Doll, Blow By Blow, Kinda Dukish, Things Ain't What They Used to Be, VIP's Boogie, Jam with Sam...* Muzzik
19.25 Evelyne Glennie en concert. Philip Smith, piano. Mezzo
21.00 et 0.30 Le Royal Ellington. Concert donné au Royal Festival Hall, à Londres 1989, par le Big Band de seize instruments de Bob Wilber. *The Queen's Suite, Black and Tan Fantasy, Take the A Train, Stompy Jones, The Mooch, Mood Indigo* et *Diminuendo and Crescendo in Blue.* Muzzik
22.55 Le Prince Igor. *Opéra de Borodine.* Mise en scène d'Andrei Serban. Dir. Bernard Haitink. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.30 Prince Lazure. Daniel J. Suissa. Festival
20.30 Le Roi du Texas. Peter Levin. TMC
20.40 Le Feu du secret. Dan Lerner. RTL 9
20.45 L'Innocence du crime. Horst Sczerba. Arte
20.50 Le Choix de la nuit. Thierry Binisti. M 6

SÉRIES

19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde clairvoyant. M 6
19.00 Highlander. Minuit moins une. Série Club
19.55 Mike Land détective. Episode pilote. RTL 9
20.13 Buck Rogers. Un amour de princesse. 13ème Rue
21.00 Wycliffe. Coupable par amour. Charades. France 2
21.00 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Chérie tu as neuf vies. Disney Channel
21.00 Halifax. Le Tueur fou. TSR
21.00 Galactica. Les tombes de Kobol [2/2]. 13ème Rue
21.50 Expériences interdites. The People's Choice (v.o.). 13ème Rue
22.00 La Fin du marquisat d'Aurel. [2/4]. Histoire
22.30 Dream On. Le choix de l'abonné nº 3 (v.o.). Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. Le roi de cœur. Téva
22.40 Au-delà du réel, l'aventure continue. O Les déprogrammeurs. M 6
23.00 Seinfeld. La doublure (v.o.). Canal Jimmy
23.35 Buffy contre les vampires. Moloch. M 6
0.15 Friends. Celui qui va se marier (v.o.). Canal Jimmy
0.25 Burning Zone, menace imminente. O Le dernier été. M 6
0.40 Star Trek, la nouvelle génération. Enigme (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 21.00 Ciné Cinéma 1
Big Man
Pour survivre, un chômeur accepte de disputer un match de boxe clandestin, contre la volonté de sa femme qui tente en vain de l'en dissuader. Il se retrouve au cœur d'un règlement de comptes entre gangsters écossais. Une vision juste et noire de la société au service d'une véritable intrigue de polar – David Leland fait partie des cinéastes-documentaristes britanniques, type Ken Loach. Belle interprétation de Liam Neeson (il n'avait pas encore joué le personnage de Schindler pour Steven Spielberg) et de Joanne Whalley-Kilmer. Un film injustement passé inaperçu lors de sa sortie.

● 22.15 Arte
« Grand format »
Têtes de papier, il était une fois la Tchécoslovaquie communiste est une chronique de la terreur ordinaire en Tchécoslovaquie, depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale jusqu'à l'effondrement du système communiste, en 1989. Mises à l'écart, collectivisations forcées, prisons, tortures, aveux, procès politiques et procureurs qui aboient..., ou comment le simple citoyen devient un criminel. Le cinéaste Dusan Hanak triture les images, en fait des sanguines, et oppose à tout cela la dérision, symbolisée par les *« têtes de papiers »* grotesques et inexpressives des anciens apparatchiks responsables. L'auteur fut longtemps censuré (le public n'eut pas accès à ses films), mais il ne quitta jamais le pays. Comme la plupart de ses œuvres, presque toutes interdites en Tchécoslovaquie, *Images du Vieux Monde* (1972, diffusé sur Arte en 1994) n'a pu être vu en Occident qu'après la *« révolution develours »* de 1989. – *R. Gt*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.10 Contre vents et marées.
19.05 Melrose Place.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo.
20.48 Trafic infos.
20.50 Intervilles 1998. Mont-de-Marsan rencontre Cahors.
22.55 Une famille formidable. Feuilleton. [7/9].
0.35 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.45 Jeux de comédie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Point route.
21.00 Wycliffe. Coupable par amour. Charades.
22.55 ▶ La 8e Nuit des étoiles.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Doëlan, en Bretagne Sud.
22.00 Faut pas rêver.
22.50 Météo, Soir 3.
23.10 Les Dossiers de l'Histoire. La guerre du Vietnam [3/3].
0.05 Chroniques de France. [2/2].

CANAL +

18.30 Les Baisers.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 ▶ A la fête foraine de Blackpool. [5/5]. La course aux records.
19.05 Best of Nulle Part Ailleurs.
19.55 et 22.30 Flash infos.
20.00 Zapping.
20.10 Football. Lens - Lorient.
22.33 VTT Tour 98.
22.35 Poursuite. Film. Andrew Davis.
0.20 Golf.
1.50 La vie comme elle est...
2.00 ▶ Monsieur Coccinelle ■■ Film. Bernard Deschamps.

ARTE

19.00 Tracks.
19.30 Arnaques immobilières.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Innocence du crime. Téléfilm. Horst Sczerba.
22.15 Grand format. Têtes de papier : il était une fois la Tchécoslovaquie communiste.
23.50 Les Confessions du chevalier d'industrie Felix Krull ■ Film. Kurt Hoffmann (v.o.).
1.30 Le Dessous des cartes. Mer Caspienne - Le grand jeu.
1.45 En attendant la vague.

M 6

18.55 Open Miles.
19.00 Sliders, les mondes parallèles.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Fan de.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Les Voyages d'Olivia.
20.50 Le Choix de la nuit. Téléfilm. Thierry Binisti.
22.40 Au-delà du réel, l'aventure continue. O. Les déprogrammeurs.
23.35 Buffy contre les vampires.
0.25 Burning Zone. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Rois de France. Louis XVI.
21.00 La Radio à l'œuvre.
22.40 Nocturnes.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 Le Paradis et la Péri, de R. Schumann. Styriarte 98. Concert donné par le Chœur Arnold Schoenberg et l'Orchestre de chambre d'Europe.
23.00 Soleil de nuit. Œuvres de Mendelssohn, Chausson, Chopin, Fallas, Beredine.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Le violoniste Gidon Kremer. Œuvres de Brahms, Beethoven, Schubert, Enesco, Milhaud, Piazzolla.
22.40 *Les Soirées... (suite).* Œuvres de Ravel, Saint-Saëns, Roussel, Debussy.

SAMEDI 15 AOÛT

FILMS DU JOUR

13.30 La Dolce Vita ■■■ Federico Fellini (Italie, 1959, N., 170 min). Cinétoile
16.50 La Féline ■■ Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 75 min). Ciné Cinéfil
21.07 Excalibur ■■ John Boorman (Etats-Unis, 1981, 170 min). TSR
0.10 L'Ange pourpre ■■ Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1960, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
1.25 Embrasse-moi ■■ Michèle Rosier (France, 1988, 90 min). Arte
4.45 Outrages ■■ Brian DePalma (Etats-Unis, 1989, 115 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 0.10 Le Monde des idées. Thème : Le Président est-il un intouchable ? Avec Olivier Duhamel et Guy Carcassone. LCI

MAGAZINES

13.30 et 0.00 La France et ses religions. Le catholicisme. Invités : Jean Daniel, Jean Delumeau, Mgr Gérard Defois, Jean-Louis Schlegel. Histoire
14.00 Strip-tease. J'aurai ta peau. T'es un enfoiré, chef. Fleurs de piste. RTBF 1
14.30 *Le Magazine de l'Histoire.* Les spectateurs engagés. Invités : Emmanuel Leroy-Ladurie, Mona Ozouf, Alexandre Farnoux, Gérard Unger. Histoire
16.30 Les Dossiers de l'Histoire. L'honneur perdu de la Suisse. Histoire
16.30 Chic tornade. Invités : Alain Souchon, Laurent Voulzy. RTBF 1
18.05 Courts particuliers. Le cinéma anglais. Invité : Simon Perry. Paris Première
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 15 août 1948. Italie - Allemagne : Mémoire de la Résistance ou résistance de la mémoire. Invités : Jutta Scherrer, Alessandro Gennari. Arte
19.40 Le Bazar de Ciné Cinémas. Laëtitia Masson. Ciné Cinémas
20.00 Thalassa. Un été à la mer, au Bois de la Chaise, à Noirmoutier. TV 5
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Les vies brisées. Invités : Christian Liger, Guillaume Piketti, Christian Jaffrelot. Histoire
20.45 Le Club. Annette Wademant. Ciné Cinéfil
20.50 Natures de toutes les Russies. [2/3] Le chant de la Volga. TMC
21.35 Metropolis. Sharmila in Paris. Cinéma au fil de l'eau. Jemaa el-Fna. Portes ouvertes sur un jardin fermé. Arte
21.45 Sur les pistes du Far West. [2/2] La terre de tous les espoirs. TMC
22.15 T'as pas une idée ? Eric-Emmanuel Schmitt. Canal Jimmy
22.50 Fous d'humour. Invités : André Santini, Marc Jolivet, Dieudonné. France 2
17.30 Cambodge. [2/2]. Sueur et sang sur la vieille terre. Planète
17.30 Les Grands Explorateurs. [8/10]. James Cook. Histoire
17.35 Lieux mythiques. Stonehenge. La Cinquième
18.00 Phéniciens, conquérants des mers. Odyssée
18.05 L'Egypte. [2/5]. Pyramides, machines d'éternité. La Cinquième
18.30 Fenua Emata, terre des hommes. Planète
18.40 Marilyn, Last Interview. Ciné Cinémas
19.00 Les Cités prestigieuses d'Italie. [7/12]. Naples. Odyssée
19.30 Victoria et Albert. [2/2]. La solitude d'une reine. Odyssée
19.50 Maîtres de guerre. [11/13]. Bataille de l'Atlantique : l'armée invisible. Planète
20.25 La Passion de la prairie. Odyssée
20.30 Sylvie. Canal +
20.35 Les Grands Parcs nationaux américains. [2/4]. L'histoire de Yosemite. Planète
20.45 L'Aventure humaine. Lutter pour vivre. Arte
21.15 Terrorisme. [2/4]. Œil pour œil. Odyssée
21.30 Soleil dans la nuit. Planète
21.55 Galapagos. [4/4]. Et l'homme arriva au paradis. Planète
22.05 Le Musée du Prado. L'âge d'or, Bosch et Le Titien. Odyssée
22.50 Opium. [2/3]. Hongkong, plaque tournante. Planète
23.00 Maxwell, le naufrage d'un nabab. Histoire
23.00 Catastrophes aériennes, pourquoi ? 13ème Rue
23.30 Music Planet. Dee Dee Bridgewater. Arte
23.35 Vietnam : revivre. [2/5]. Etranges délices. Odyssée
23.40 Aulis Sallinen. La musique, l'homme, la nature. Planète
0.05 Les Grandes Affaires criminelles du XXe siècle. L'enlèvement de Patty Hearst. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

17.05 Sur les traces de la nature. [3/19]. La tribu des colosses. Planète
17.10 La Vallée des meerkats. [2/2]. Odyssée
17.20 Aux p'tits bonheurs la France. *Les Trois Curés de Chauvigny.* France 3

SPORTS EN DIRECT

13.00 VTT. Coupe du monde de descente. Eurosport
15.00 Formule 3000. Championnat international. Eurosport
15.45 Cyclisme. Grande Boucle féminine internationale 1998. 5e étape : Avignon - Valréas (114 km). France 2
20.00 et 1.00 Tennis. Tournoi messieurs de Cincinnati. Demi-finales. Eurosport

MUSIQUE

18.00 et 19.05, 23.20, 0.25 Maintenance Shop Jazz 79 : Bill Evans Trio nº 1. Bill Evans, Marc Johnson, Joe Labarbera. Muzzik
18.30 Celibidache dirige l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. *Trois Nocturnes*, de Debussy ; *Songe d'une nuit d'été*, de Mendelssohn. Mezzo
20.30 Le Prince Igor. Opéra de Borodine. Mise en scène. Andrei Serban. Dir. Bernard Haitink. Mezzo
22.05 Pablo Moses. *Au New Morning 97.* Paris Première
0.10 Robert Charlebois. Au Spectrum de Montréal 94. Paris Première

THÉÂTRE

22.40 Le Riche convoité. Carlo Goldoni. Mise en scène de François Sayad. Avec Michel Galabru. France 3

TÉLÉFILMS

17.10 Les Démoniaques. *Pierre Koralnik.* Ciné Cinémas
19.10 L'Ange foudroyé. Bernard Férié. Festival
20.13 Piège fatal. H.-C. Blumenberg. 13ème Rue
20.30 Saïgon, l'année du chat. Stephen Frears. Ciné Cinémas
20.30 Un homme. Robert Mazoyer [1 et 2/2]. Festival
20.50 Eté brûlant. Jérôme Foulon. France 3
22.45 Le Clan des gagnants : Les Kennedy. *H. Winer* [1/2]. TMC
0.25 La Clé. Pavel Tchoukhraï. Arte

SÉRIES

19.00 Absolutely Fabulous. Peur (v.o.). Arte
19.15 Highlander. La prophétie. Série Club
20.40 Kojak. Le Témoin. RTL 9
20.50 Walker, Texas Ranger. Mr Justice. TF 1
20.50 FX, effets spéciaux. Un feu d'enfer. M 6
21.30 Gun. Ricochet. Canal +
21.35 Les Dessous de Palm Beach. O Surfer n'est pas tuer. TF 1
21.40 The Sentinel. La mort blanche. M 6
22.20 Les Anges de la ville. Les quatre cavaliers de l'Apocalypse. Série Club
22.25 High Secret City. L'annonce faite à Jimmy. TF 1
22.35 Danger imminent. [1/4]. Arte
22.35 Players, les maîtres du jeu. Conspirations. M 6
22.55 Stargate. Hathor. TSR
23.00 Le Retour de Sherlock Holmes. Flamme d'argent. Disney Channel
23.15 Star Trek, la nouvelle génération. Enigme. Canal Jimmy
23.50 Buck Rogers. Un amour de princesse. 13ème Rue
0.55 Seinfeld. La doublure (v.o.). Canal Jimmy
1.20 *Friends. Celui qui va se marier (v.o.).* Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques.

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 13.05 Canal +
Motel Chronicle
Bullhead City, petite ville américaine située en bordure du désert de Mohave, est surnommée le *Las Vegas du pauvre*. La plupart des citadins sont arrivés là attirés par les casinos ou pour trouver du travail. Certains n'ont même pas de quoi payer régulièrement un loyer. Ceux-là se retrouvent chez Al, un gérant de motel pas comme les autres, qui a su créer un lieu convivial et familial. Ici, tous les clients se connaissent et forment une communauté pratiquant l'entraide. Marginalisés, surnommés les *« déchets blancs »*, les habitants du motel tentent de trouver des combines pour subsister. Certains tirent l'essentiel de leur revenu des bennes à ordures (recyclage des canettes de bière, réparation et vente de jouets et autres objets cassés...). Très peu d'entre eux ont un « vrai » travail et aucun n'est sûr de le conserver longtemps. Rythmé par les témoignages, le film de Jean-Claude Wouters montre que les locataires de Al gardent confiance dans l'avenir. Une sorte de *Bagdad Café* documentaire. – *C. Ct*

● 22.35 Arte
Danger imminent
Dans l'Allemagne réunifiée des années 90, plusieurs attentats sont perpétrés contre les bases de l'OTAN par une terroriste allemande, aidée de très jeunes SDF. Un spécialiste antiterroriste britannique, assisté par un lieutenant-colonel noir de l'armée américaine, va découvrir qu'il existe un lien entre cette jeune femme apparemment manipulée par un espion russe et une officine secrète du gouvernement américain. L'origine de cette minisérie (4 x 60 min) remonte à 1985 lorsque la compagnie Anglia Television commanda à P.G. Duggan (pseudonyme de l'acteur Patrick Malahide) le scénario d'une série sur une menace terroriste visant l'OTAN. Faute de moyens, le projet n'aboutit pas. Il sera réalisé dix ans plus tard grâce à une coproduction germano-britannique en collaboration avec Arte. Les profonds bouleversements intervenus durant la décennie (la chute du *mur de* Berlin, le désengagement américain en Europe...) exigèrent de sérieuses modifications du scénario original. Réalisé par le cinéaste Peter Smith, ce thriller efficace, mêlant espionnage, enquête policière et politique, est interprété par Bill Patterson (l'Anglais), Dennis Haysbert (le colonel noir) et Lena Stolze, époustouflante dans le rôle de la terroriste. – *J.-J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.55 MacGyver.
14.45 Alerte à Malibu.
15.30 Flipper.
16.20 Dingue de toi.
16.45 Hercule et le labyrinthe du Minotaure. Téléfilm. Josh Becker.
18.15 Sous le soleil.
19.10 Melrose Place.
20.00 Journal, Spécial F1, Météo.
20.49 1, 2, 3 séries. 20.50 Walker, Texas Ranger. Mr Justice. 21.35 Les Dessous de Palm Beach. O. Surfer n'est pas tuer. 22.25 High Secret City. L'annonce faite à Jimmy.
23.20 Hollywood Night. Justice à mains nues. Téléfilm. O Stephen Smoke.

FRANCE 2

13.35 ▶ La Vie privée des plantes.
14.30 Les Loutres, sirènes du Pacifique.
15.20 Samedi sport. 15.25 Tiercé, 15.45 Cyclisme.
18.05 Kung Fu.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Jeux de comédie.
19.20 En avant tôôt.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Fort Boyard.
22.50 Fous d'humour.
0.30 Journal, Météo.
0.40 Les 30 Dernières Minutes.

FRANCE 3

13.35 Le Jardin des bêtes.
14.05 Destination pêche.
15.00 Des héros très discrets.
15.30 Montagne.
16.00 Evasion.
16.25 Bonjour l'ancêtre.
16.55 Sur un air d'accordéon.
17.20 Aux p'tits bonheurs la France.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Mister Fowler, brigadier chef.
20.40 Tout le sport.
20.50 Eté brûlant. Téléfilm. Jérôme Foulon.
22.15 Météo, Soir 3.
22.40 Saturnales. Festival Galabru. Le Riche convoité. Pièce de théâtre. Carlo Goldoni.
0.30 Saturnales. Journal des festivals.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 14.05
13.05 Motel Chronicle.
14.05 ▶ L'Enfant et les Loups. Téléfilm. Pierre-Antoine Hiroz.
15.35 Surprises.
15.50 Cyberculture.
16.15 Les Superstars du catch.
17.05 Rugby. Afrique du Sud - Nouvelle-Zélande.
▶ En clair jusqu'à 20.30
19.00 Décode pas Bunny.
19.30 Meego.
19.55 et 23.00 Flash infos.
20.00 Daria.
20.30 Sylvie.
21.30 Gun.
22.15 Jour de foot.
23.05 VTT Tour 98.
23.10 Albino Alligator ■ Film. Kevin Spacey.
0.40 Golf.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Maigret. Au rendez-vous des terre-neuvas.
15.10 Le Journal de la santé.
15.35 La Magie du climat.
16.05 Sur les chemins du monde.
16.10 Destination. Le Kenya.
16.40 Les Routes du ciel.
17.35 Lieux mythiques. Stonehenge.
18.00 Aires de fête.
18.05 L'Egypte. [2/5] Pyramides, machines d'éternité.
19.00 Absolutely Fabulous. [17/18].
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 15 août 1948 : Italie-Allemagne : Mémoire de la Résistance ou résistance de la mémoire.
20.15 Le Dessous des cartes. L'Iran ancien [1/3].
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Lutter pour vivre.
21.35 Metropolis.
22.35 Danger imminent. [1/4].
23.30 Music Planet. Dee Dee Bridgewater.
0.25 La Clé. Téléfilm. Pavel Tchoukhraï.
1.25 Embrasse-moi ■■ Film. Michèle Rosier.

M 6

13.20 Code Quantum.
14.15 Drôle de chance.
15.05 Les McKenna.
16.00 Le Magicien.
17.10 Amicalement vôtre.
18.10 Extralarge.
19.54 *Le Six Minutes, Météo.*
20.10 Les Piégeurs.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi. 20.50 FX, effets spéciaux, la série. Un feu d'enfer. 21.40 The Sentinel. La mort blanche. 22.35 Players, les maîtres du jeu. Conspirations.
23.30 Relations interdites. Téléfilm. O Warren Clarck.
1.05 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Fiction. Un été avec la Comédie-Française. *Arcadia*, de Tom Stoppard.
21.20 Atelier de création radiophonique. Images d'Irkala.
22.35 Musiques du monde. Voyages autour des cinq continents. L'Europe.
0.05 La Roulotte du Mans. Plaisir d'une quête.

FRANCE-MUSIQUE

19.36 Soirs de fête.
20.00 Nuit du piano jazz. Concert en direct du parc du Château de Florans à La Roque-d'Anthéron. Avec Keny Werner, Michel Camilo, le Trio Monty Alexander.
0.00 Soleil de nuit. En direct de La Roque-d'Anthéron. Œuvres de Mozart. Scène ouverte (rediff.). Nocturnes : de Mozart à Ligeti en passant par Mendelssohn, Chopin, Debussy, de Falla, Borodine.

RADIO-CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Bach, Vivaldi, Sammartini, Arne, J.C. Bach, Kraus.
20.40 Federico Garcia Lorca et la musique. Œuvres de Chopin, Debussy, Albeniz, de Falla, Ravel, Revueltas.
22.35 Da Capo. Œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven, Wagner.

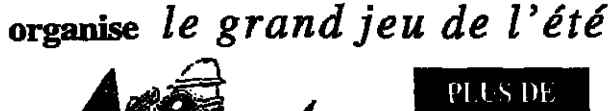
هكذا من الاهل.

Le Monde

SAMEDI 15 AOÛT 1998

Le Monde — Du 13 juillet au 29 août 1998

organise *le grand jeu de l'été*





PLUS DE 700 PRIX À GAGNER !

Chaque semaine, entre le 13/07 et le 29/08/98, *Le Monde* publie du lundi au samedi une grande série thématique. *Cette lecture vous permettra peut-être de gagner l'un des 100 prix hebdomadaires et l'un des 10 prix offerts au classement général.* Vous participez selon votre humeur à un jeu hebdomadaire ou à l'ensemble des sept jeux.

● **Jeu n° 5 : Voyage en utopies - du 10/8/98 au 15/8/98**

Cette semaine,* Le Monde, *joue « retour vers le futur ». Bon voyage !

Question n° 5 - *Le Monde* du 14/8/98 daté 15/8/98

Comment fonctionne Internet dans certains villages africains ?

Clôture du jeu n° 5 : le 18/8/98 minuit (le cachet de La Poste faisant foi). Seuls seront pris en considération les papiers libres ou les bulletins-jeu comportant les six réponses du jeu n° 5. Insertion du bulletin-jeu dans *Le Monde* du 15/8/98, daté 16-17/8/98.

Chaque jour, un indice précieux est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.

● **Sélection des 100 gagnants hebdomadaires**

Chaque jour paraissent un article de la série thématique et une question relative à cet article. Pour jouer, il suffit de répondre aux six questions de la semaine. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les papiers libres ou bulletins-jeu indiquant les réponses exactes reçues au plus tard le jeudi suivant la date de clôture du jeu. Par jeu, il ne sera attribué qu'un seul lot par foyer (même nom, même adresse).

1er prix	1 semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
2e prix	1 semaine au Maroc pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
3e prix	1 semaine en Tunisie pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
4e au 100e prix	Un chèque-cadeau Fnac d'une valeur de 500 F

● **Le classement général**

Il classera les participants par ordre décroissant du nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires. Toute bonne réponse donne un point. *Le premier prix sera attribué au participant dont le total des points sera le plus élevé.* Les ex æquo éventuels seront départagés par un tirage au sort. Le classement général paraîtra dans *Le Monde* du 21/09/98, daté 22/09/98.

Du 1er au 10e prix : des chèques-cadeaux Fnac valables sur tous les produits proposés dans les magasins Fnac : livres, CD, chaînes hi-fi, magnétoscopes, caméscopes, appareils photo, micro-ordinateurs, téléphones et billetterie de spectacles.

	chèque-cadeau Fnac		chèque-cadeau Fnac
1er prix	35 000 F	6e prix	5 000 F
2e prix	25 000 F	7e prix	4 000 F
3e prix	15 000 F	8e prix	3 000 F
4e prix	10 000 F	9e prix	2 000 F
5e prix	6 000 F	10e prix	1 000 F

Extrait du règlement

Jeu gratuit sans obligation d'achat. Participation réservée exclusivement aux personnes résidant en France métropolitaine (Corse comprise). Les frais postaux exposés pour l'envoi d'un papier libre ou d'un bulletin-jeu pour chaque jeu hebdomadaire et ceux exposés pour la demande d'un règlement complet, ou d'un remboursement seront remboursés au tarif lent en vigueur sur simple demande, en écrivant à : Jeu concours *Le Monde* Cedex 2247, 99224 Paris Concours.

Prodige's



Le président Kabila a quitté Kinshasa devant l'avancée des rebelles

La capitale de la République démocratique du Congo est privée d'électricité

DEVANT l'avancée de la rébellion vers Kinshasa, le président Laurent-Désiré Kabila a quitté, jeudi 13 août, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Les rebelles banyamulenges (Congolais tutsis d'origine rwandaise), soutenus par le Rwanda, ont pris le contrôle du barrage d'Inga, à 300 km environ en aval de Kinshasa sur le fleuve Congo. Ils ont ainsi privé d'électricité la capitale de l'ex-Zaïre ainsi que Brazzaville, la capitale de l'« *autre* » Congo, située sur l'autre rive du fleuve.

La centrale hydroélectrique d'Inga alimente Kinshasa mais aussi les mines de cuivre de la province du Shaba (au sud-est du pays), principales richesses du Congo. Après avoir d'abord évoqué un simple incident technique, les autorités gouvernementales, citées par Reuter, ont reconnu avoir perdu le contrôle de la distribution électrique. Elles ont également confirmé que M. Kabila avait quitté la capitale pour gagner Lubumbashi, dans sa province natale du Katanga, après avoir limogé son chef d'état-major, Célestine Kifwa. Ce dernier avait remplacé, en juillet, le rwandais James Kabera, à la tête de l'armée.

En plus du barrage d'Inga, les rebelles, de leur côté, affirment désormais contrôler le port de Matadi, dans la même région située au sud-ouest de Kinshasa. Après avoir pris les villes de Banana, Kitona et Moanda, les insurgés complètent leur stratégie d'asphyxie de la capitale congolaise. « *Nous cherchons à couper les routes d'approvisionnement vers la capitale* », a expliqué Jean-Pierre Ondekane, commandant de la 10e Brigade congolaise, devenu un des dirigeants de la rébellion. Kinshasa, a-t-il prédit, « *tombera sans aucun doute d'ici la fin du mois* ».

Fort de leurs succès militaires, les rebelles ont annoncé qu'il était trop tard pour espérer ouvrir des négociations avec M. Kabila. « *Il est trop tard pour discuter avec Kabila. Il doit être évincé, et évincé très vite, pour le bien du pays* », a déclaré Sylvain Buki, un des commandants de la rébellion, depuis la ville de Goma, dans la province orientale du Kivu d'où est partie l'insurrection, le 2 août.

Ces déclarations amenuisent l'espoir d'une solution négociée qu'essaient de trouver des émissaires de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les diplomates ont eu, ces derniers jours, des discussions de crise avec les autorités rwandaises, que le régime de Kabila accuse de soutenir la rébellion.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé, jeudi, à un arrêt des hostilités. Il a également condamné les « ingérences extérieures », mais sans nommer le Rwanda ni l'Ouganda, accusés par la RDC d'intervenir directement aux côtés des rebelles, a déclaré le président en exercice du Conseil, Danilo Turk. Le Conseil « *appelle tous les Etats de la région à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC et de tous les Etats de la région* ».

Le Conseil de sécurité a appelé à une « *cessation immédiate* » des persécutions ethniques dont continuent à être victimes les Banyamulenges à Kinshasa. « *Le conseil condamne les violences et les violations des droits de l'Homme commises contre les citoyens congolais* », a affirmé M. Turk. Selon des diplomates et des membres d'organisations humanitaire à Kinshasa, un millier de Banyamulenges ou de tutsis rwandais auraient été arrêtés et les troupes gouvernementales continueraient à parcourir les rues de la capitale pour tuer, parfois sur le champ, toute personne d'apparence tutsie.



« Il est trop tard pour discuter avec Kabila. Il doit être évincé, et évincé très vite, pour le bien du pays »

Signe que la situation militaire est critique pour le régime de Kinshasa, les Etats-Unis ont annoncé jeudi 13qu'un bâtiment de l'US Navy avait appareillé la veille à destination des côtes congolaises. Le navire est parti de Marseille avec 1 200 Marines à son bord pour se tenir prêt à évacuer, s'il le fallait, les Américains vivant en RDC. L'*USS Saipan*, un porte-hélicoptères, devrait arriver d'ici neuf à dix jours. Selon le Pentagone, quelque 250 ressortissants américains vivent dans l'ex-Zaïre. – *(Reuters, AFP.)*

Jacques Blanc rejoint le groupe parlementaire de Démocratie libérale

Il avait été élu président du conseil régional Languedoc-Roussillon avec les voix du FN

JACQUES BLANC, réélu en mars président du conseil régional Languedoc-Roussillon avec le soutien des voix du Front national, et ppour cette raison exclu de l'UDF, a adhéré en août au groupe parlementaire Démocratie libérale (DL). Cette adhésion a été rendue publique par sa parution au *Journal officiel* du 8 août. José Rossi, président du groupe DL de l'Assemblée nationale, a expliqué qu'il s'agit là d'un « *acte de confiance* ». « *Jacques Blanc dirige la région avec des méthodes qui ne sont pas différentes de celles qui prévalaient lors de la mandature précédente et auxquelles personne n'avait rien trouvé à redire. Son exécutif est constitué de membres du RPR et de DL et il n'a pas donné de délégation au FN. Il a réussi à faire reculer le FN en Languedoc-Roussillon alors qu'en PACA, il a progressé* », a déclaré M. Rossi à l'AFP. « *S'il devient l'otage du Front national,* a-t-il ajouté, *on reprendra nos billes.* »

Saisi au début de juillet de cette demande de candidature, M. Rossi a accepté après avoir « *consulté les principaux animateurs du groupe et informé la direction du parti* ». M. Blanc, secrétaire général, à la fin des années 70, du Parti républicain, devenu DL, « *est membre de cette famille depuis toujours, et il était logique qu'il rejoigne le groupe DL, où se trouve le gros des députés libéraux* », estime M. Rossi. Dans un entretien publié par *Libération* vendredi 14 août, Laurent Dominati, porte-parole de DL, abonde dans ce sens. « *Nous devons préparer l'alternance au gouvernement socialiste,* dit-il. *Cela suppose d'adopter une logique d'union et non pas d'exclusion de nos propres amis. (...) A Démocratie libérale, nous accueillons tous ceux qui veulent préparer l'alternance libérale. Que les uns aient mal au pied gauche ou au pied droit, de Gilles de Robien à Charles Millon, qu'ils viennent ! Ils seront les bienvenus.* »

L'adhésion de Jacques Blanc au groupe DL de l'Assemblée nationale et celle, envisagée par M. Dominati, de Charles Millon, ne font que confirmer les craintes exprimées publiquement, ces dernières semaines, par certains membres de l'UDF.

M. DE ROBIEN : « JE COMMENCE À COMPRENDRE »

Dans un entretien publié le 12 août par *Le Figaro*, M. de Robien dénonçait l'attitude d'Alain Madelin, *qui « n'a pas toujours été claire vis-à-vis du Front national »*, et déclarait s'attendre à ce que M. Millon « *intègre DL dans les mois à venir* ». Fin juillet, Gérard Longuet s'inquiétait lui aussi, dans une lettre adressée aux adhérents de l'UDF, de « *l'ambiguïté qu'Alain Madelin semble entretenir avec le Front national* » (*Le Monde* du 8 août).

M. Madelin, qui a quitté l'UDF, s'est toujours démarqué de la position de la plupart des autres responsables de l'ancienne confédération. Les dirigeants de L'Alliance, créée par le RPR et l'UDF, avaient déclaré qu'ils n'accepteraient pas, dans cette nouvelle structure, les responsables exclus de l'UDF pour avoir été élu grâce aux voix du FN. Cependant, DL n'avait jamais exclu ni M. Blanc, ni M. Millon, M. Madelin les considérant seulement comme « *en congé de parti* ».

« *Je commence à comprendre pourquoi Démocratie libérale ne s'appelle plus le Parti républicain* », a commenté, jeudi, M. de Robien, soulignant que l'inscription de M. Blanc au groupe DL est « *dans la logique défendue par Alain Madelin* ». « *J'espère que beaucoup de députés de DL auront le courage de ne pas accepter cette démarche* », a-t-il ajouté, regrettant que l'UDF perde un pan entier de son électorat, « *les jeunes, les modérés, les gens attachés aux droits de l'homme* ». « *On disait que l'opposition avait touché le fond avant les grandes vacances. Elle a descendu une nouvelle marche* », a-t-il ajouté.

Du côté de DL, on rappelle que M. Millon est toujours membre du groupe UDF et Jean-Pierre Soisson toujours apparenté à ce groupe. La nouvelle composition du groupe UDF, rebaptisé UDF-Alliance, présidé par Philippe Douste-Blazy, n'a pas encore été établie officiellement.

Hélène de Virieu

Lire aussi notre éditorial page 10.

La chambre d'accusation de Rennes remet en liberté l'abbé Cottard

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Rennes a prononcé, jeudi 13 août, la remise en liberté de l'abbé Jean-Yves Cottard, incarcéré depuis le 25 juillet, après le naufrage qui a coûté la vie à quatre scouts du camp dont il était responsable et à un plaisancier qui s'était porté à leur secours. Les magistrats ont assorti cette libération d'un contrôle judiciaire avec interdiction de diriger un centre de vacances, de loisirs ou un camp de scouts. Ils ont considéré, en substance, qu'il n'y avait plus de risques de pressions sur les témoins ou les victimes rescapées, sur lesquels l'avocat général avait insisté pour réclamer le maintien en détention. Accompagné par son avocat, Me Dominique Rémy, l'abbé Cottard s'est refusé à toute déclaration à sa sortie de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor).

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION : trente-six artistes et intellectuels ont annoncé *leur intention d'aider les sans-papiers déboutés*** de l'opération de régularisation à se maintenir en France. Dans un texte publié dans *Libération*, vendredi 14 août, ils annoncent la création d'une association qui prendra « *toutes les mesures utiles* » allant dans ce sens. Une souscription nationale sera lancée. Parmi les signataires figurent les cinéastes Claire Denis, Thomas Gilou et Romain Goupil, les metteurs en scène Patrice Chéreau et Stanislas Nordey et les chercheurs Etienne Balibar, Jacques Derrida et Emmanuel Terray.

■ **LOGEMENT : les quinze familles tsiganes expulsées le 30 juillet à Saint-Ouen** (Seine-Saint-Denis) ont été à nouveau expulsées, jeudi 13 août, en début de soirée, à la demande du maire (PC), Paulette Fost. Elles occupaient depuis mercredi un local municipal. Des propositions d'hébergement ont été refusées par les familles, qui ne souhaitent pas être séparées. Les familles ont été hébergées dans un local associatif.

■ **COMMUNICATION : News Corp., le groupe de Rupert Murdoch, a enregistré un bond de 133 % de son bénéfice** net au cours de l'exercice 1997/1998 (clos fin juin) à 1,68 milliard de dollars australiens (6 milliards de francs). Selon le groupe, « *ces résultats record s'expliquent par des progressions importantes pour l'ensemble des sociétés des principaux secteurs d'activité* », c'est-à-dire la presse, la télévision (Fox Channel) et le cinéma. – *(AFP.)*

■ **HYUNDAI : le constructeur d'automobiles coréen**, pénalisé par la crise asiatique, a annoncé, vendredi 14 août, ses premières pertes depuis vingt ans, au premier semestre 1998 (1,2 milliard de wons contre 28,2 milliards de bénéfices il y a un an). La grève provoquée par l'annonce de licenciements, qui dure depuis trois semaines, a conduit la direction, vendredi, à annoncer la fermeture de ses usines d'Ulsan.

■ **VIRGIN : le groupe britannique** fera un appel au marché pour 3 milliards de francs cet automne, par un emprunt obligataire « *à haut rendement* », pour financer ses magasins Virgin Our Prices.

■ **BRITISH TELECOMMUNICATION : l'opérateur britannique** a annoncé, mercredi 12 août, le rachat des parts de MCI dans leur groupe commun Concert (services aux multinationales) pour près de 6 milliards de francs.

■ **CRÉDIT LYONNAIS : la banque publique** a annoncé jeudi 13 août sa décision de mettre en vente sa filiale belge, le Crédit lyonnais Belgium.

■ **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE :** Société Générale Asset Management vend sa filiale américaine à Liberty Financial pour 1,2 milliard de francs.

Tirage du *Monde* daté vendredi 14 août 1998 : 487 593 exemplaires 1 -

En Bourgogne, le FN inspire la politique économique de M. Soisson

DIJON
de notre correspondante

Depuis son élection avec les voix du Front national, en avril, Jean-Pierre Soisson (ex-UDF) organise une conférence de presse après chaque réunion mensuelle de la commission permanente. Habituellement, le président du conseil régional de Bourgogne présente les dossiers de quelques-uns de ses vice-présidents RPR et UDF. Le 10 août, il a convié tous les membres ayant siégé ce jour-là. Cinq des neuf conseillers régionaux du Front national ont répondu à l'invitation, ainsi qu'une douzaine de la droite parlementaire. Le chef de file de l'extrême droite, Pierre Jaboulet-Vercherre, était assis, à la tribune, aux côtés de trois vice-présidents RPR. « *J'ai invité tous les groupes participant à la commission permanente et qui ont un lien qui les unit de plus en plus étroitement* », a dit M. Soisson.

« *Pour la première fois et de façon publique, les élus RPR, UDF et FN ont présenté ensemble leur politique* », dénonce Jean-François Bazin (RPR). L'ancien président du conseil régional, seul dissident de la majorité régionale, dénonce une collusion de longue date : selon lui, M. Soisson vient de « *banaliser l'accord qui le lie au FN depuis juillet 1997 et qui a provoqué son élection à la présidence* ». La gauche condamne, elle aussi, cette conférence de presse commune, la qualifiant de « *première en France* ». « *Jean-Pierre Soisson a profité de la torpeur estivale pour poursuivre son action de banalisation de l'extrême droite* », s'indigne François Rebsamen, président du groupe socialiste.

« LE PREMIER PAS »

Dans *L'Humanité* du 13 août, le maire de Migennes, Guy Lavrat (PCF), dénonce les « *liens de clientèle* » tissés depuis longtemps par Jean-Pierre Soisson et Henri de Raincourt (DL), sénateur de l'Yonne, qui « *tiennent les cordons de la bourse aux conseils régional et cantonal* ». Au cabinet de M. Soisson, on indiquait que ce dernier avait l'intention de réagir « *énergiquement* » à l'article du quotidien communiste.

Pour M. Jaboulet-Vercherre, « *c'est le premier pas qui fait mal ; après, on s'habitue* ». Sa satisfaction est d'autant plus grande qu'il commence à imposer ses points de vue. Ainsi les aides aux entreprises seront-elles entièrement révisées selon un nouveau dispositif, qui ne devrait être applicable qu'au budget supplémentaire 1999, et qui reprend ses idées essentielles.

Dans l'entourage du président du conseil régional, on fait valoir que M. Jaboulet-Vercherre est un chef d'entreprise connu en Bourgogne (il dirige une maison de négoce de vins) et que ses propositions correspondent aux attentes de ses collègues. En fait, depuis le vote du budget supplémentaire 1998 grâce aux voix du Front national, M. Soisson ne cache pas ses intentions, même s'il refuse le terme de « cogestion » avec le Front national. « *On ne peut regarder les élus du Front comme des "sans-papiers" de la politique. En Bourgogne, par exemple, ses principaux dirigeants ont été des responsables du RPR* », explique-t-il, en demandant « *à tous un peu de tolérance* ».

La gauche, qui a refusé d'être présente à la commission permanente, pourrait changer son fusil d'épaule. « *Il suffirait qu'un seul élu de droite, opposé au mariage avec un groupe xénophobe et raciste, donne sa démission de la commission* », indique M. Rebsamen. La réélection des membres de cet organe délibératif, à la proportionnelle des groupes, affaiblirait la majorité, car la gauche dispose de vingt-quatre sièges au sein de l'Assemblée contre vingt-trois RPR-UDF-CNPT, un dissident RPR et neuf FN.

Chris Maislat

